

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
COMMUNAUTÉS RURALES

DANS L'ANCIENNE FRANCE

JUSQU'A LA FIN DU XIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

ANDRÉ L'ELEU

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE LILLE ET DU CONCOURS GÉNÉRAL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1896

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
COMMUNAUTÉS RURALES

DANS L'ANCIENNE FRANCE

JUSQU'A LA FIN DU XIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

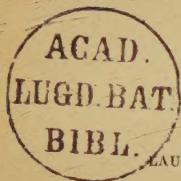
Sera soutenu le mercredi 4 novembre 1896, à 9 h. 1/2 du m.

PAR

ANDRÉ L'ELEU

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE LILLE ET DU CONCOURS GÉNÉRAL



Président : M. LEFEBVRE,

Suffragants : { MM. GLASSON, } professeurs.
LESEUR, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1896

MEIS

DES COMMUNAUTÉS RURALES

DANS L'ANCIENNE FRANCE

JUSQU'A LA FIN DU XIII^e SIÈCLE

AVANT-PROPOS

Une précédente thèse de la Faculté (1) a étudié les Assemblées de communautés d'habitants en France du XIII^e siècle à la Révolution. La présente thèse a pour objet de réunir et de mettre en œuvre les principaux documents publiés jusqu'ici sur la période antérieure.

(1) *Les assemblées générales de communautés d'habitants en France du XIII^e siècle à la Révolution*, par Henry Babeau, avocat. Paris, 1893.

CHAPITRE PREMIER

LE VILLAGE GAULOIS ET GALLO-ROMAIN.

Il n'existe que de rares documents sur la vie et la civilisation des Gaulois aux premiers temps de leur séjour en Gaule. Peu de textes les concernent particulièrement, et l'on en est réduit à procéder à leur égard par voie d'analogie. C'est ainsi qu'il faut en user pour conclure que les Gaulois, dans cette première période, ne connurent aucun mode d'établissement fixe. La mobilité habituelle aux peuples primitifs se compliquait de leur naturel particulièrement inquiet et vagabond. Ils parcoururent l'Europe, jetant çà et là, au gré du hasard et de leur indifférente bravoure, les assises de ce grand empire dont la science moderne a retrouvé les traces. « Toute leur richesse consistait en troupeaux, parce qu'ils pouvaient ainsi changer de demeures suivant les circonstances et leur propre fantaisie » (1). La chasse, la pêche, leur fournissaient en même temps la subsistance et l'illusion d'une existence guerrière. L'agriculture était inconnue ; on prétend que les femmes s'en occupaient (2). Les hommes, quand enfin ils étaient fixés,

(1) Polybe, livre II.

(2) V. Daresté de la Chavanne, *Histoire des classes agricoles*, chapitre I^{er}, pr.

habitaient au bord d'une rivière quelque grotte ou quelque caverne couverte de roseaux (1).

Quelle fut, pendant cette période, la vie du village gaulois ? Rien n'est plus incertain d'abord que l'existence de ces villages. L'amour de l'isolement, familier aux peuples primitifs, devait faire rares les agglomérations. L'unité de groupement comme l'unité d'administration devait être le clan, ensemble des personnes issues d'une même origine, réunies sous l'autorité de l'auteur commun ou de l'aîné de ses descendants. Entre ces parents, la terre devait être indivise ; toute contestation devait être tranchée par l'autorité de l'ancien ou peut-être par quelque conseil des membres mâles du clan. De même devait être traitée toute affaire commune, et cette administration primitive devait offrir l'exemple de cette confusion des intérêts privés et publics, si fréquente même à des époques plus avancées.

Il faut franchir un nombre de siècles malaisé à déterminer pour trouver, avec la dernière période de vie de la Gaule indépendante, quelque renseignement plus précis. Le peuple gaulois est parvenu au dernier terme de sa mission historique ; de toutes parts on le refoule. Il a dû se décider enfin à se borner à son premier territoire, à s'y fixer ; mais comme ses bandes étaient confuses tandis qu'elles couraient l'Europe, rien de plus divers de même que l'organisation des peuplades fixées sur le sol gaulois. Toutes varient dans leur gou-

(1) *Alii luteas domos tegebant arundinibus, ut in Gallia* (Vitrue).

vernement, dans leurs institutions, dans leurs lois (1). La Gaule est partagée en plus de cent États indépendants et jaloux, se consumant en dissensions, ne retrouvant l'unité que devant l'ennemi. Mais si rien n'est plus divers que la vie politique de toutes ces peuplades, rien n'est plus semblable que leur vie sociale. Car si la vie politique est le produit fortuit des hommes, des institutions et des circonstances, la vie sociale et les mœurs évoluent avec une constance régulière et se trouvent toujours identiques chez les peuples de même origine, parvenus à un même point de civilisation. C'était là le cas pour les Gaulois, tous à peu près semblables par la race, rapprochés d'ailleurs les uns des autres par la lente fusion d'un long passé commun.

C'est dans les modes d'agglomération et d'association que se manifeste d'abord la vie sociale. Ces modes étaient donc à peu près identiques dans toute la Gaule ; ici les découvertes de l'historien confirment les conjectures *a priori* du philosophe. Chaque peuplade indépendante offrait l'aspect d'un territoire parsemé de villages nombreux, divisé en circonscriptions secondaires et parmi lequel, médiocrement peuplée, se dressait une, rarement plusieurs villes fortifiées. Les Gaulois n'avaient en effet pu guère se résoudre à fréquenter les centres populeux ; les marchands seuls s'y étaient fixés, plus civilisés. Mais les chevaliers étaient restés de

(1) *Lingua, institutis, legibusque discrepantes* (Ammien Marcellin, XV, 11. Cæsar, *de Bello Gallico*, I, 4).

grands seigneurs de campagne, vivant sur leurs terres, parmi leurs tenanciers, se décidant rarement à passer quelques jours à la ville pour y tenir leur place au sénat.

Car cette ville, si peu courue, n'en était pas moins la capitale de la peuplade. C'était son sénat de druides ou de chevaliers qui réglait les affaires communes. Il est permis de croire, pourtant, qu'une grande décentralisation devait présider à l'administration des campagnes. C'est à l'étude plus particulière de ces campagnes qu'il nous faut arriver maintenant.

La première unité géographique que l'on rencontrait en sortant de la ville était le *pagus*. César nous apprend que quatre *pagi* se partageaient la *civitas* helvète (1). Il est permis de croire que ce nombre de quatre n'était peut-être pas fortuit ; on le rencontre du moins très souvent : la cité des Atrébates par exemple, dont Arras était la capitale, comprenait l'Artois (*Adharctensis pagus*), l'Arrouaise (*Atrewasia*), la Gohelle (*Goharia*) et l'Escrébieux (*Scribia*) (2). Les Galates d'Asie, dont la fraternité d'origine avec les Gaulois est évidente, étaient de même groupés en quatre tétarchies (3). Quoi qu'il en soit, le *pagus* apparaît fréquemment dans le livre de César ; ce sont les *pagi morini* qui reçoivent ses cavaliers (4), ce

(1) *De B. G.*, I, 42.

(2) Lecegne, *Les administrations municipales des campagnes dans les derniers temps de l'Empire romain*, Paris, 1875.

(3) Strabon, XII, 5.

(4) *De B. G.*, IV, 22.

sont les *pagi* frontières des Arvernes qu'il arme contre l'incursion des Helves (1), ce sont les *pagi* en général, dont il nous dépeint enfin les divisions et les intrigues (2). Qu'est-ce donc que le *pagus*? Nul terme n'a plus varié d'acception. Il a d'abord impliqué l'idée d'agglomération : « *Pagi dicti a fontibus, quod eadem aqua uterentur; aquæ enim lingua dorica παῖσι appellantur* » (3). Plus tard, toute idée d'unité matérielle disparaît, le *pagus* devient une circonscription artificielle, se rapprochant plutôt de notre arrondissement par l'étendue, mais que l'habitude des commentateurs et son acception surtout rurale ont fait plus souvent comparer à notre canton (4). A la période suivante le mot *pagus*, changeant encore une fois de sens, désignera la *civitas* entière, gouvernée par le comte.

Si le terme *pagus* a beaucoup changé, *vicus* a toujours conservé son acception première. Le *vicus* est le village, le groupement rural par excellence ; ce sont les *vici* qui composent la majeure partie de la population gauloise. La *civitas* helvète compte quatre cents *vici* contre douze *oppida* (5) ; certains sont assez consi-

(1) *Id.*, VII, 64.

(2) *Id.*, VI, 2.

(3) *De verborum significatione*. C'est aussi le sens donné par Denys d'Halicarnasse. Cf. Lecesne, *loc. cit.*

(4) Cf. sur le *pagus* A. de Courson, *Histoire des origines et des Institutions des peuples de la Gaule armoricaine*, t. 1^{er}, p. 191 ; Robiou, *Histoire des Gaulois d'Orient*, 1866, p. 159 ; Devic et Vaissette, *Histoire du Languedoc*, t. II, 1876, p. 412-420.

(5) *De B. G.*, I, 3.

dérables, comme ce *vicus Octodurus*, où César loge huit cohortes (1). Le *vicus* comprend des fermes où l'on serre le grain, où l'on loge les bestiaux, et de misérables cabanes en bois (2). On trouve à côté de ce groupement l'*ædificium*, maison isolée, située le plus souvent sur le bord d'un cours d'eau (3). Tout cela est bien fragile, brûlé souvent parmi les hasards de la guerre, abandonné devant l'incursion de l'ennemi. Plus fragile encore est la connaissance que nous pouvons avoir de leur organisation. Il ne faut pas oublier que la société gauloise est très hiérarchisée ; les druides et les chevaliers s'y partagent toute la puissance ; le peuple est celui dont l'on dit : *Plebs pæne servorum habetur loco quæ per se nihil audet, nullo adhibetur consilio* (4). Ce peuple, qui habite les *vici*, l'habite sous la prééminence d'un ou plusieurs chevaliers, membres du sénat de l'*oppidum*, fixés sur leurs terres, parmi leurs clients. Les *vici* ont donc probablement quelque autonomie, mais c'est aux mains de leurs principaux habitants que cette autonomie est remise.

Avec la conquête romaine, une lumière relative se fait sur les groupements ruraux de la Gaule et sur leur mode d'administration. Des organismes que nous connaissions jusqu'ici, rien n'a changé ; Rome laisse à

(1) *Id.*, III, 4.

(2) *Id.*, *passim*. Voyez principalement VII, 17 et VIII, 5.

(3) *Id.*, VI, 30.

(4) *Id.*, VI, 13.

chaque centre sa vie intérieure, profite des divisions et des cadres déjà créés, se contente de les grouper dans des liens puissants pour la facilité de la surveillance et de l'administration générale. Les *civitates* demeurent distinctes, les *pagi* restent les circonscriptions rurales. Les provinces seulement sont créées, englobant plusieurs cités sous l'autorité d'un *præses* romain. A l'époque de la pleine splendeur, la Gaule compte dix-sept provinces et centquinze cités, subdivisées elles-mêmes en un nombre infini de *pagi* et de *vici*. A travers ce grand corps, une vie intense circule. Il faut songer à ce qu'était la Gaule avant la conquête, à la réserve de forces vierges qui se trouvent tout d'un coup à la merci d'un peuple actif et audacieux. La Narbonnaise, défrichée, se couvre de champs ; les plants de vigne, parus d'abord vers le Rhône et la Saône, gagnent bientôt la Moselle et le Rhin. La culture, à peine créée, se raffine ; la terre ne suffit pas, on la corrige, on l'amende déjà par la marne et la chaux (1). La certitude du gain fixe les laboureurs et les vigneron dans leurs villages, désarme les guerriers. En même temps, l'identité des apparences écarte toute rancune chez le peuple conquis, l'identité des organismes qu'elles recouvrent facilite la tâche au conquérant. Ne pouvant humainement à travers son immense empire établir le lourd et nombreux effectif d'une administration tout émanée d'elle, Rome croit

(1) Pline, cf. Dareste, *loc. cit.*

trouver le meilleur mode de mise en valeur et d'acclimatation des terres et des peuples conquis dans une organisation simple et libérale, respectueuse de l'autonomie locale et des traditions historiques. Là est toute la philosophie de la constitution municipale accordée à la Gaule, si forte et si sagement conçue qu'elle laissera encore des traces dix siècles plus tard. Ce n'est pas ici le lieu de la décrire ; il faut pourtant, pour la suite des développements, en exposer brièvement l'économie. Toute puissance repose dans l'assemblée du peuple. Par elle sont élus les magistrats municipaux, pouvoir exécutif de la communauté, doués d'un pouvoir presque sans limites ; par elle, au moyen de l'intermédiaire de ces mêmes magistrats, est nommée la curie, corps permanent et stable, pouvoir régulateur et consultatif ; c'est elle enfin qui, dans les premiers temps, compose le corps délibérant.

Cette organisation si forte et si libre des villes avait cependant un inconvénient, et dans la suite des temps cet inconvénient, s'accroissant, se fit désastre. Ce n'était pas seulement pour la sûreté de l'administration que Rome avait prodigué dans la ville les titres de la magistrature et du sénat ; elle comptait en même temps attirer par là les anciens chevaliers gaulois, ambitieux et légers, toujours épris de futilités brillantes. Ce fut en effet ce qui arriva. Mais en même temps qu'elle assurait sa domination, Rome faisait peu à peu passer la prééminence des campagnes dans les villes, déséquili-

braît le pays et préparait la ruine de tout le système (1).

Ce fut là l'œuvre de quatre siècles ; mais pour mieux connaître cette ruine, les campagnes gauloises devaient d'abord goûter les avantages de l'autonomie. Nous les trouvons, dans les premiers temps de la conquête, couvertes des *vici*, des *castra*, des *castella*, des *mansiones* et des *mutationes*, au gré des travaux et des attachements de la *rustica plebs* (2). Les *vici* nous sont déjà connus : plusieurs des *vici* de l'empire romain, particulièrement importants, portaient le nom de *metrocomiæ*, mais il n'est rien moins que prouvé qu'il y en eût en Gaule ; le *castrum* était habité par les *limitanei milites*, qui surveillaient les frontières de l'empire ; le *castellum* était un village fortifié habité par des soldats concessionnaires de terres, population purement militaire à laquelle peu à peu, attirée par le désir de la sécurité, une population agricole venait s'ajouter. Les *mansiones* avaient eu pour origine la création d'hôtelleries pour l'usage des magistrats en tournée et des troupes ; les *mutationes* étaient des relais. Ça et là enfin, s'élevaient les *villas* domaniales de grands propriétaires, peuplées de colons et d'esclaves, sous la conduite d'un intendant (*villicus*) (3). Tous ces petits centres d'activité étaient

(1) V. Paul Viollet, *Histoire des Institutions politiques et administratives de la France*, t. 1^{er}, p. 118.

(2) *Rustica plebs*, *id est pagi*, Code Théodosien, 16, VIII, 5.

(3) Code Théodosien, 2. VII. 15, 13. VII. 18. etc. Cf. Beugnot, *Origine et développement des municipalités rurales en France*, *Revue française*, octobre 1838.

groupés en circonscriptions rurales ou *pagi*, suivant la vieille tradition gauloise. On a prétendu relever dans les premiers temps de l'empire les traces d'une autre subdivision rurale, la *centuria*, comprenant cent vingt à cent quarante arpents. *Agri dividuntur limitibus structis per centurias, assignantur viritim omnibus*, écrivait Sículus Flaccus. Mais la centurie ne fut qu'une division purement agraire, sans aucune existence administrative.

Le moment est venu de nous demander quelle organisation possédèrent, en ces premiers beaux temps de la domination romaine, les campagnes gauloises et particulièrement les *vici*. Notons d'abord que, les champs étant de plus en plus désertés par la majorité des grands propriétaires, la population rurale devait se composer uniquement d'hommes libres de condition inférieure (*possessores*), de colons et d'esclaves. C'est parmi les premiers que devait se recruter l'administration locale.

Beaucoup de *vici*, par la nature particulière de leur territoire, devaient être insusceptibles de cette administration. Le mal qui depuis plusieurs siècles déjà ravageait l'Italie, la grande propriété, s'était facilement développé dans la société hiérarchisée des Gaulois. Les grands domaines ruraux étaient fréquents, et souvent ils allaient jusqu'à englober tout un village. Il faut, au seuil de cette étude, poser cette division en *vici privati* et *vici publici* que l'on rencontre fréquemment

dans les textes (1). Le recueil des *Agrimensores* contient à ce sujet de précieux renseignements. « *Saltus non minores habent privati quam reipublicæ territoria* », nous dit Aggenus Urbicus. Et plus loin : « *Habent in saltibus privati non exiguos populos, amplos etiam vicos circa villam in modum municipiorum* » (2). De ces villages le propriétaire était le maître ; c'est d'eux que Libanius fait mention quand il parle de villages *ἕως εἰς ὁ δεσπότης* » (3). A mesure que l'Empire vieillissait et que les différences se creusaient davantage entre les grands propriétaires et les simples hommes libres, les usurpations devenaient de plus en plus fréquentes, les *vici privati* de plus en plus nombreux. Les Empereurs avaient d'abord vu d'un bon œil cette organisation qui, faisant reposer toute responsabilité sur la tête d'un propriétaire puissant, garantissait la rentrée exacte des impôts. Ils n'en connurent le mal que trop tard ; ils s'efforcèrent d'y remédier : ce fut en vain (4).

A côté des *vici privati* on rencontrait les *vici publici* « *μεγάλοι κώμιαι, πολλῶν δ'ἐκάστη δεσποτῶν* » (5), soumis à

(1) Voyez les textes cités dans Beugnot, *Revue française* d'octobre 1838, dans Lecesne, *loc. cit.*, dans Klippfel, *Etude sur le régime municipal gallo-romain*, Paris, 1880, et *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, t. III, 1879.

(2) *Agrimensores*, édition Goës, p. 71.

(3) Libanius, *Περὶ τῶν προστασίων*, n° 4, p. 10.

(4) Code Théodosien, 6, de *patrocinio vicorum*. « *Metrocomiæ vero in publico jure et integro perdurabunt, ne quisquam eas, vel aliquid in his possidere temptaverit, nisi quis ante Consulatum præfinitum cœperit procul dubio possidere* ».

(5) Libanius, *loc. cit.*

l'Etat, variables d'ailleurs dans leur organisation suivant la condition de leurs habitants : c'est d'eux qu'il faut maintenant nous occuper.

Ils dépendaient d'abord à beaucoup de points de vue du chef-lieu de la *civitas* dont ils faisaient partie. L'administration générale l'exigeait, et peut-être aussi les habitudes d'esprit des Romains, « Comme les Latins, les Henniques, les Volsques, les Aurunces, les Sidiciens, les Apuliens, les Grecs de la Grande Grèce, les Ombriens et les Etrusques, Rome ne concevait l'État que fondé sur la subordination des campagnes aux villes, mais d'autre part elle empruntait aux tribus de race sabellique quelque chose de l'autonomie primitive de leurs cantons (*pagi*), et de leurs bourgades (*vici*) (1) ». Ce n'est pas d'ailleurs qu'en général cette subordination dût être funeste aux *vici* : la *curie* urbaine était composée en majeure partie des grands propriétaires des *vici*, les premiers intéressés à la saine gestion des affaires de leur bourgade et au ménagement de ses ressources. C'est ce caractère mixte des *décurions* qui faisait l'unité de la *civitas*. Les *décurions* et les magistrats urbains fixaient l'imposition des *vici*, et en général étaient souverains sur eux au point de vue financier. Les *vici* dépendaient encore des villes au point de vue de l'administration de la justice (2). C'était l'*oppidum*

(1) Klippfel, *loc. cit.*

(2) C'est l'opinion constante des commentateurs ; voyez, par exemple, Klippfel, *loc. cit.*, p. 11. Un texte de Festus que nous citerons

qui représentait la *civitas* aux yeux du pouvoir central, c'est lui qui en recevait les ordres et qui était chargé de les faire exécuter. Un texte de Siculus Flaccus nous donne l'idée de cette subordination (1) : il s'agit des subsistances que les cités doivent fournir aux fonctionnaires en tournée et aux troupes en marche ; l'auteur se demande « *quæ civitates, quibus pagis, hujusmodi munera præbere solitæ sint* ». Il ne faut pas exagérer pourtant cette subordination, ainsi que semblent l'avoir fait certains commentateurs, qui dans les textes ont constamment traduit *civitas* par *cité* (2). Le *vicus* se confondait bien dans la *civitas*, parce que la *civitas* comprenait tout le territoire. La ville, c'était l'*oppidum*. Il faut reconnaître pourtant que les textes ne sont pas exempts de confusion. Mais quand Godefroy, dans son commentaire du Code Théodosien, écrit : « *Vicos qui uni civitati subjecti erant* », il entend par *civitas* toute la peuplade ; la preuve en est dans la phrase intégralement lue : Godefroy compare la métrocome, chef de tous les *vici* soumis à une même *civitas*, à la métropole, chef des *civitates* d'une même province. Dans cette deuxième partie de la phrase, *civitas* signifie bien certainement *peuplade* ; quelle apparence y a-t-il que le sens soit différent dans la première partie ? C'est dans ce même

tout à l'heure et où il s'agit de *vici ubi jus dicitur* semble pourtant dire tout le contraire.

(1) *Agrimensores*, éd. Goës, p. 9 et 23.

(2) V. par exemple M. Lecesne, qui pourtant au début de son ouvrage définit clairement la *civitas*.

sens qu'Ulpien (1) écrit : « *Qui ex vico ortus est, eam patriam habere intelligitur cui reipublicæ* (2) *vicus ille respondet* ». On s'est pourtant basé sur cette phrase pour affirmer l'inexistence du *vicus* au point de vue politique et sa subordination à la capitale. Mais les traces et les inscriptions ne font pas défaut pour démontrer la vie communale intense dont était doué le *vicus*. A l'exemple de la ville centrale, presque tous les *vici* avaient une curie, des magistrats, une personnalité civile, un domaine public.

Dans une apostrophe fameuse, Salvien déplorant la misère du peuple et les exactions des gens en place s'écrie : « *Quae enim sunt, non modo urbes, sed etiam municipia atque vici, ubi non quot curiales fuerint, tot tyranni sunt !* » Il y avait donc des décurions dans les *vici* (3). Plusieurs textes du Code Théodosien confirment cette

(1) 30 D., *Ad municipalem*.

(2) *Respublica quamlibet civitatem significat* (Cujas).

(3) Ce n'est pas que ce texte, même appuyé de l'autorité vénérable de M. Beugnot, qui le cite, semble à lui seul bien probant. « Il ne pouvait s'agir ici des décurions urbains, dit M. Beugnot, puisque les empereurs défendaient au contraire à ces décurions de se soustraire aux charges de la curie, *rus habitandi causa*. » Mais s'il était défendu aux décurions de fuir la curie en se réfugiant à la campagne, il ne leur était pas défendu d'administrer régulièrement cette campagne, tout en restant habituellement à la ville comme décurions urbains. Il faut bien admettre d'ailleurs que Salvien a ici en vue des décurions urbains en même temps que des décurions ruraux, puisqu'il parle de décurions tyrannisant tous les villages. Or, nous verrons tout à l'heure que, surtout au temps de Salvien, beaucoup de villages n'avaient pas, ou n'avaient plus de décurions propres. Il ne faut pas perdre de vue d'ailleurs que M. Beugnot écrivait en 1838.

conjecture : « Que d'autres métrocomes, dit la loi 6 *de patrociniis vicorum*, soient subrogées à la place de celles qui ayant été jadis florissantes sont par l'effet du temps devenues faibles et pauvres. Quant aux propriétés que les curiales, par un acte quelconque et après avoir fait connaître leur volonté dans les *acta* de la province, ont abandonnées ou laissé envahir, qu'elles restent à ceux qui les cultivent et acquittent les charges publiques, sans que les curiales aient aucun droit de les revendre. » Donc il y avait des décurions dans les métrocomes. La loi 119 *de decurionibus* mentionne encore des décurions villageois. « Nous avons appris que les curiales de Claudiopole et de Prusias, de Totaï et de Voris, bourgs ou manses de la Bithynie, se dérobaient aux charges publiques par la fuite... » Donc, même les *mansiones* avaient des curiales.

La loi dernière au même titre autorise les églises de Constantinople et d'Alexandrie à s'emparer des biens que les *curiales vicorum et metrocomiarum* ont abandonnés, à condition d'en payer les impôts.

La conclusion qui se dégage de tous ces textes est nettement exprimée par Jacques Godefroy dans son *Commentaire du Code Théodosien* : « *Civitates seu urbes, seu oppida, municipia, quin et vici, mansiones etiam, quædam ita castella, non solum plebem habuere cui decuriones opponuntur, verum etiam suum quemdam senatum habuere qui curia dicebatur* (1) ».

(1) Il ne faut pas d'ailleurs prendre cette phrase à la lettre, nous

Les *vici* avaient un sénat, ils avaient aussi des magistrats.

Nous savons que les habitants résidant dans les municipes y avaient le monopole des *publica munera*. C'est ce qu'établit par exemple la *Lex Colonix Julix Genetivæ*, cap. XCI. « *Quicumque decurio augur, pontifex hujusque colonix domicilium in ea colonia oppido propiusve it oppidum passus M, non habebit annis quinque proximis unde pignus ejus quot satis sit capi possit, is in ea colonia augur, decurio pontifex ne esto* ». Pareille obligation et pareille sanction se rencontrent dans les *vici*. « *Qui in fraudem ordinis in honoribus gerendis, cum inter eos ad primos honores creari possint, qui in civitate munerabantur, evitandorum majorum onerum gratia ad colonos prædiorum se transtulerunt, ut minoribus subjiciantur, hanc excusationem sibi non paraverunt* (1) ». Il faut conclure de cette phrase à l'existence de deux sortes de charges publiques, les *primi* ou *maiores honores*, qui étaient ceux des villes, les *minores honores*, ou charges secondaires, dont on choisissait les titulaires parmi ceux qui habitaient les *prædia* ou biens ruraux. Ces charges n'étaient d'ailleurs secondaires que par l'exiguïté du théâtre où elles s'exerçaient. Il nous est permis d'étendre l'identité jusqu'ici constatée entre l'organisation du municipe et celle du *vicus* à la nature des

verrons tout à l'heure que, même parmi les *vici publici*, il s'en rencontrait sans *ordo*.

(1) Ulpien, I, § 2, D. 50-5, *De vacatione et excusatione munerum*.

fonctions publiques qui y étaient en jeu. C'est d'ailleurs ce que confirment les textes. Une inscription concernant Genève, alors simple *vicus* de Vienne (Vindibona), est dédiée: « *Marciano, optimo juveni, officio inter convicanos suos functi ædilitatis* (1) ». On retrouve des édiles à Sextantio (2), des questeurs à Belginum (3), un syndic ou défenseur à Culors (4).

Tous ces magistrats ne sont que les représentants temporaires d'une communauté qui demeure et dont la personnalité morale est indiscutable. Le *vicus* est une *universitas*. On le voit agir, manifester sa volonté par des acceptations de dons et legs (5), des votes concernant la construction d'édifices publics. Genève reçoit des réservoirs d'eau d'un *flamine* ; les *vicani* de Moudon

(1) *Inscriptiones Gallix Narbonensis*, édition Hirschfeld, n° 2611.

(2) Mommsen, *Inscriptiones Helveticæ*, n° 87.

(3) Orelli Henzen, *Inscriptionum latinarum amplissima collectio*, Zurich, 1828, n° 2538.

(4) Bimard, *Prolégomènes ad Muratori*, t. I, p. 78.

(5) C'est ce que dit expressément la loi 73 parag. 1, *de legatis*, I^o, 30 au Digeste. « *Vicis legata perinde licere capere, atque civitatibus, rescripto imperatoris nostri significatur* ». D'autres lois étudient les conditions auxquelles l'on peut faire ces legs. « *Si quid relictum sit civitatibus, omne valet, sive in distributionem relinquatur, sive in opus, sive in alimenta, vel in eruditionem puerorum, sive quid aliud* » (Marcien, 117, *eod. tit.*). « *Civitatis legari potest etiam quod ad honorem ornatumque civitatis pertinet. Ad ornatum puta quod ad instruendum forum, theatrum, stadium legatum fuerit ; ad honorem, puta quod ad munus edendum venationemve, ludos scenicos, ludos circenses relictum fuerit, aut quod ad divisionem singulorum civium, vel epulum, relictum fuerit : hoc amplius, quod in alimenta infirmæ ætatis (puta senioribus, vel pueris, puellisque) relictum fuerit, ad honorem civitatis pertinere respondetur* » (Paul, 122, *pr. ejusd. tit.*).

décrètent une sépulture à un bienfaiteur ; à Aquæ Helveticæ ils votent le rétablissement d'un temple ; à Vindonissa, ils dédient un arc de triomphe à Mars, Apollon et Minerve ; à Yverdun, ils se choisissent un patron (1), acte trop fréquemment répété et qui atteste la décrépitude de la vie locale. Aux beaux temps de l'Empire, la vitalité de la communauté s'atteste de toutes parts. Chaque *vicus* a son *forum* ; Paul (2), parlant des testaments faits dans les *vici* et les *castella*, nous apprend qu'on doit les lire sur le *forum* devant témoins entre la deuxième et la troisième heure. Des marchés se tiennent (*conciliabula*) (3), des foires (*nundinæ*) (4). Les enfants du *vicus* sont instruits dans des écoles : un texte d'Ulpien (5) nous apprend que leurs fonctions n'exemptent pas les maîtres d'école des charges publiques, mais que le *præses* doit veiller à ce qu'ils ne soient pas surchargés, et cela, qu'ils exercent dans les villes ou dans les *vici*. Chaque village a son temple, plus tard son église. La fréquence de ces églises nou-

(1) Orelli Henzen, *loc. cit.*, nos 252, 339, 344, 437.

(2) *Sententiæ*, livre 4, titre 6, § 2.

(3) Table d'Héraclée.

(4) Festus, *vo Vicus*.

(5) 238, D. 50, 5, *De vacatione et excusatione munerum*. Le texte de Marcien cité tout à l'heure mentionne l'éducation des enfants comme un des buts charitables en vue desquels l'on faisait des dons aux villes et aux *vici*. Le maître d'école villageois devait être, comme le maître d'école urbain, un fonctionnaire, nommé par les magistrats et rétribué de l'argent communal, auquel s'ajoutait le *Minerval*, honoraires payés par les élèves (V. E. Glasson, *Histoire du Droit et des Institutions de la France*, t. I, p. 335).

velles est telle qu'on les voit apparaître en même temps dans les domaines privés. Une loi du Code Théodosien mentionne séparément ces deux sortes d'églises (1). Au concile de Chalcédoine, canon 17, au concile d'Antioche, canon 8, on trouve mention des prêtres et des églises rurales : ἐπιχώριοι πρεσβύτεροι, *presbyteri conregionales*, πρεσβύτεροι ἐν ταῖς χώραις, ἐκκλησίαι καθ' ἀγροὺς ἢ, κωμητικαί. La force expansive de la religion nouvelle finit par être telle que par tout le territoire les empereurs considèrent la pratique des vertus chrétiennes comme un brevet de civisme (2).

Enfin l'*universitas* du *vicus* est à la tête d'un domaine public qui peut être assez considérable (3). Si en général le *vicus* n'a pas eu comme la colonie l'avantage d'un lotissement en terres assigné à l'usage commun dès la fondation, il n'en a pas moins acquis du jour où on lui a reconnu la personnalité morale une source féconde de richesses. Les propriétaires passent et leurs races s'éteignent, le *vicus* reste, leur succédant soit par leur volonté expresse, soit par les dispositions impériales

(1) « Ecclesiis quæ in possessionibus, ut assolet, diversorum, vicis etiam vel quibusdam locis sunt constitutæ, clerici non alia ex possessione vel vico, sed ex eo ubi ecclesiam esse constituit, eatenus ordinantur ut propriæ capitationis onus ac sarcinam recognoscant » (33, Code Théodosien, 16, 2).

(2) « In qualibet civitate, in quolibet oppido, vico, castello, municipio, quicumque, voto christianæ legis, meritum eximiæ singularisque virtutis omnibus intimaverit, securitate perpetua potiat » (Constance, Code Théodosien, 16, *de episcopis*, 16, 2).

(3) V. Rivière, *Histoire des biens communaux en France depuis leur origine jusqu'à la fin du XIII^e siècle*.

qui lui attribuent la propriété des biens sans maître (Aurélien).

Franchissons un degré, et passons du *vicus* au *pagus*. Nous trouverons encore là une vie commune intense, une association dont les décisions ont force de loi : une inscription auxerroise mentionne la *respublica secundi pagi municipii Antessioduri* (1). Les *pagi* sont des unités religieuses, des unités pour l'approvisionnement des troupes, la construction des routes (2) ; les inscriptions mentionnent les *pagi* en employant l'expression *decretum* pour mentionner les résolutions de la curie (3), celle de *pagani* pour les comices (4). Les *pagi* votent des distinctions honorifiques (5), accomplissent des actes religieux (6), ont à leur tête des magistrats ou des édiles élus par les *pagani*.

Il parait cependant bizarre de voir une unité et une vie commune à des circonscriptions tout artificielles. Quels étaient ces *pagani* ? étaient-ce des députés de tous les *vici* d'un même *pagus* ? étaient-ce simplement les habitants du chef-lieu du *pagus* ? Ce chef-lieu lui-même, quel était-il ? M. Lecesne a cru le trouver dans la métrocome « *mater pagorum, seu caput inter omnes vicos qui uni civitati subjecti erant, haud aliter quam me-*

(1) Orelli Henzen, *Inscr. Selectæ*, t. III, n° 5215.

(2) Klippfel, *loc. cit.*, p. 11.

(3) Orelli Henzen, n° 36.

(4) Orelli Henzen, n° 202.

(5) Orelli Henzen, n° 197.

(6) Papon, *Histoire de Provence*, I, 37.

tropolis, mater civitatum ejusdem provinciæ ». Mais cette définition même de Godefroy contredit l'opinion de M. Leccesne. Il fait de la métrocome un centre unique dans chaque *civitas*, capitale de tous les *pagi*, c'est-à-dire en somme l'*oppidum* central. En faisant même table rase de la définition de Godefroy, on est bien obligé de reconnaître que le nombre de textes se rapportant aux métrocomes est très restreint, et que ces textes ne mentionnent que des métrocomes égyptiennes ou asiatiques, ce qui rend au moins incertain qu'il y en ait jamais eu en Gaule. Enfin, même pour l'Égypte et la Bithynie, aucun texte ne justifie la conjecture audacieuse qui fait de la métrocome la capitale du *pagus*.

L'organisation des campagnes gallo-romaines était telle normalement, non infailliblement. Ce système des comices et de la curie villageoise supposait dans chaque village un groupement relativement considérable d'hommes libres. Ce groupement, tous les villages devaient être loin, surtout à mesure que l'Empire déclinait, de le présenter. Il y avait des villages remplis d'individus *indécurionisables*. Pour ceux-là, l'Empire avait imité le système d'organisation que lui présentaient les *vici privati* : les *vici privati* dépendaient du grand propriétaire, décurion urbain, sur le sol duquel ils étaient construits; les *vici* de colons et d'esclaves dépendirent de la curie urbaine tout entière. Là où le propriétaire domanial avait mis un intendant, la curie mit un pagarque, et le système fut complet. Ainsi s'ex-

plique la phrase de Festus : « *Ex vicis, partim habent rem publicam et jus dicitur, partim nihil eorum, et tamen ibi nundinæ aguntur, negotii gerendi causa, et magistri vici.* » Ainsi s'explique aussi cette loi du Code Théodosien qui ordonne de faire insinuer les donations par le gouverneur ou les magistrats municipaux, et au cas où il n'y aurait pas de magistrats, devant le *defensor plebis* (1).

Ainsi, il y eut de tous temps dualité d'organisme dans les villages gaulois, suivant la diversité de l'état social de leurs populations. A mesure que l'empire déclinait et que la vie se retirait des extrémités, le système plus centralisateur du *magister vici* ou pagarque devait absorber l'ancienne curie locale et ses magistrats.

Qu'était-ce que ce *magister vici*? Le Code Théodosien en parle avec une fréquence relative, mais jamais dans les mêmes termes ; il faut s'appliquer pour retrouver l'identité des fonctions sous la multiplicité des titres. Le magistrat est qualifié successivement de *magister pagi* (2), *magister vici* (3), *præpositus pagi* (4), *præfectus pagi vel vici* (5), *πάρχος* (6), *χάβ' ἀργούς τεταγμένος* (7). L'origine du fonctionnaire n'est pas moins confuse que son titre. Denys d'Halicarnasse raconte que Ser-

(1) V. Code Théodosien, *De donationibus*.

(2) Siculus Flaccus, dans les *Agrimensores*, p. 6.

(3) Festus.

(4) 1, Code Théodosien, *De erogationibus*.

(5) 1, Code Théodosien, *De pignoribus*.

(6) 1, Code Théodosien, *De iis quæ admin.*

(7) Eusèbe, *Histoire ecclésiastique*, l. 9, chap. 17.

vius après avoir partagé le territoire entre les tribus de la campagne, fit fortifier les bourgs (*πάγους*), pour servir de refuges aux paysans lors des incursions de l'ennemi (1). Les portes étaient commandées par des magistrats enregistrant les noms de ceux qui s'y retiraient et les propriétés dont ils tiraient leur substance. Il y a certainement une parenté de nom entre le pagarque de Servius et celui de l'Empire : ce nom de *πάγαραχος* a évidemment été créé à l'époque où *πάγος* signifiait bourgade et non canton. Pour le reste la ressemblance semble assez lointaine, autant qu'on en peut juger d'après les textes du Code Théodosien.

Les pagarques étaient certainement des administrateurs, car ils étaient soumis à cette prohibition d'acquérir qui frappait tous les administrateurs provinciaux. Un texte du Code Théodosien met en scène les héritières d'un pagarque qui a enfreint la défense et dont l'acquisition a été confisquée (2). Elles plaident contre le fisc, en réfèrent à l'empereur. Agrippine, l'une des deux femmes, fait remarquer que le fonds confisqué n'était pas du ressort du pagarque acquéreur. « La prohibition est générale, répond Constantin, le fisc confisque tout ce qu'ont acheté les administrateurs ». « Mais notre auteur était de bonne foi », réplique Agrippine. « Donc,

(1) Nous reverrons fréquemment cette coutume en France durant les troubles de la féodalité et de la guerre de Cent Ans.

(2) 1. Code Théodosien, *de his quæ admin.*

conclut Constantin, le vendeur rendra à Codia et à Agrippine le prix perçu ».

Les pagarques sont donc des administrateurs. D'ailleurs, la loi 49, *de decurionibus*, au Code Théodosien, les assimile aux magistrats, une autre aux magistrats entrant en charges et aux préposés des greniers (1). Un texte de Siculus Flaccus nous apprend qu'ils étaient chargés de purifier le bourg : c'étaient les limites de leurs lustrations qui étaient officiellement considérées comme celles de la bourgade. Ils levaient les prestations en nature pour les chemins vicinaux, ainsi que nous l'apprend un autre texte des *Agrimensores* (2). Chaque propriétaire rural était chargé et déclaré responsable sur ses biens d'une portion de la route proportionnelle à l'étendue de son domaine limitrophe ; des poteaux placés sur la route, de portion en portion, indiquaient le nom du propriétaire responsable, ses champs, l'espace dont il était chargé. Le zèle des *magistri* était si grand qu'il fallut une constitution impériale

(1) « Si præpositi horreorum, hique qui suscepturi sunt magistratus, præpositi etiam pacis (lege pagis) ad Ecclesiam crediderunt aspirandum... » (1. Code Théodosien, *de veteranis*, 7, 20).

(2) « Vicinales viæ, quæ de publicis divertuntur in agros, et sæpe ad alteras publicas perveniunt, aliter muniuntur per pagos, id est per magistros pagorum, qui operas a possessoribus ad eas tuendas exigere soliti sunt, aut, ut comperimus, unicuique possessori per singulos agros certa spatia assignantur, quæ suis impensis tueantur. Etiam titulos finitis spatiis positos habent, qui indicant cujus agri, quis dominus, quod spatium tueantur » (*Agrimensores*, édition Goës, p. 9).

pour leur défendre d'employer les vétérans à ces corvées (1).

C'étaient encore les *magistri* qui logeaient et défrayaient les troupes et les fonctionnaires en tournée (2) levant l'impôt sur le peuple, veillant aux fournitures en nature. C'étaient eux qui d'ailleurs veillaient à l'impôt en général, là si brutaux encore que les Empereurs devaient leur interdire sous peine de mort d'arracher de leurs champs les esclaves laboureurs et les bœufs (3). Ils gardaient les greniers publics, plusieurs textes les confondent avec les *præpositi horreorum* (4). Ils veillaient à ce que les soldats en logement ne molestassent point les habitants, et en cas de mauvais traitement, portaient plainte en leur nom (5). Ils veillaient au transport des blés, recouvraient les droits de douane, les contributions extraordinaires (6). Les présidents de provinces les surveillaient en des tournées régulières entreprises à travers les campagnes. Ils dépendaient donc du pouvoir central autant que de la curie urbaine.

(1) 2. Code Théodosien, *de veteranis*, 7, 20. De toutes ces attributions confiées au pagarque dans les *vici* centralisés, on peut conclure les attributions de la curie et des magistrats municipaux dans les *vici* autonomes.

(2) villula tectum
præbuit, et parochi quæ debent, ligna saleinque.

(Horace, *Satires*, l. 1-5).

(3) 1. Code Théodosien, *De pignoribus*, 2, 29.

(4) 8. Code Théodosien, *De susceptoribus*, 12, 6.

(5) « Qui pagos et plebem ab insolentia militum defenderent ».

2. Code Théodosien, *De Salgamo*, 7, 9.

(6) Justinien, édict. 15, cap. 24.

M. Beugnot les compare à des sous-préfets, encore que certaines attributions, comme celles relatives aux vexations militaires, paraissent plutôt du ressort d'un magistrat municipal. Leur dépendance à l'égard du pouvoir central était très étroite, leur intégrité et leur obéissance étaient au besoin sanctionnées par la menace de la révocation. C'était le *præses* qui révoquait provisoirement et nommait pour l'intérim un autre pagarque, tandis que l'affaire du pagarque prévaricateur s'instruisait et était soumise à l'Empereur. Si la culpabilité du fonctionnaire était vérifiée, l'Empereur confirmait la révocation, et, enlevant le droit de nomination à la curie qui s'était montrée imprévoyante dans son choix, titularisait le pagarque intérimaire.

Telles étaient les mesures de répression qu'édicteait Justinien (1) ; mais si l'empereur se montrait si rigide dans ses instructions, c'est que cette institution des pagarques était comme les autres tombée dans la vénalité et qu'elle devait donner passage à de multiples scandales. De la charge de pagarque, les titulaires avaient fait une occasion de lucre ; ils l'avaient louée ou vendue à leur gré à des individus sans garanties, qui eux-mêmes, tenant à rentrer dans leurs frais, prenaient prétexte de la levée de l'impôt pour écraser les

(1) Les dispositions édictées par Justinien ne reçurent bien évidemment aucune application en Gaule ; il peut pourtant n'être pas sans intérêt de les relever, étant donnés l'origine commune des pagarques dans les deux empires et le parallélisme de leur développement.

bourgades. Cette pratique s'était même presque régularisée : une constitution (1) la constatant, se contentait de déclarer les titulaires responsables de la solvabilité de leurs croupiers ; là comme ailleurs, la rentrée des impôts seule importait à l'Empire.

Il tombait en pourriture de toutes parts. Son immensité, après avoir fait l'illusion de sa grandeur, faisait sa perte. Jamais un lien assez fort n'avait encerclé toutes ces parties d'un même corps, bariolées d'origine, de mœurs et de civilisation, fortuitement réunies par la conquête, maintenues par l'intensité de la vie locale. Le jour où cette vie locale devait succomber à son tour, la chute était fatale pour l'Empire. Ce fut le changement de l'état social qui prépara la ruine. Depuis longtemps un abîme se creusait entre les classes, accentué de jour en jour par la concentration des magistratures et des propriétés dans les mêmes mains. Le jour où la curie cessa d'être recrutée à l'élection populaire, le coup fatal fut porté. Les sénats, quelque glorieux que fussent leurs titres, ne furent plus que de vaines assemblées, la masse du peuple se désintéressa de la vie publique, l'indifférence régna. Comme dans un corps gangrené, les extrémités furent les premières à tomber, desséchées. Toute l'in-

(1) « *Nominatores eorum qui ad præposituram horreorum et pagorum creantur, teneantur obnoxii si minus idonei sint, qui ab hisdem fuerint nominati* ». 8, Code Théodosien, *De susceptoribus*, 12, 6. Remarquons ici encore la confusion des officiers préposés aux greniers et aux *pagi* ; peut-être même ceux-là furent-ils l'origine de ceux-ci.

finité de ces petites organisations locales, naguère vivaces et audacieuses, en proie aux folies financières d'une curie aristocratique, ne s'aperçut seulement pas du jour où cette curie tomba à son tour pour faire place à la curie urbaine. Alors ce qui avait été l'exception fut la loi, le pagarque régna dans tous les *pagi* comme dans tous les *vici*, agent d'un corps dont l'autorité elle-même n'était plus qu'un mythe, et que le *curator* impérial s'efforçait peu à peu de supplanter. Dès la fin du second siècle de l'ère chrétienne, les premiers vestiges du mal avaient paru. Tout était déjà désespéré sous Caracalla. Les municipales, seules reliques de l'ancienne vie des provinces, sentaient peser sur eux tout le poids des derniers efforts impériaux. Leur organisation, jadis leur gloire, était maintenant tournée au supplice. Les décurions, responsables de la rentrée des impôts, assujettis au don gracieux des jeux, à la construction des édifices publics, à l'or coronaire, s'efforçaient en vain d'échapper à cet honneur qu'ils avaient jadis brigué, et fuyaient vers la campagne du même élan qu'ils avaient jadis recherché la fréquentation des villes. Les constitutions impériales allaient les y rechercher (1), les liaient à leur charge, condamnaient d'avance au supplice de la curie toutes les générations qui sortiraient d'eux.

(1) « Curiales omnes jubemus interminatione moneri, ne civitates fugiant aut deserant, rus habitandi causa; fundum quem civitati prætulerint scientes fisco esse sociandum, eoque rure esse carituros, cujus causa impios se, vitando patriam, demonstrarint » (2 Code Théodosien, 12, 8.

Dans les campagnes, même spectacle. On était en proie aux exactions du pagarque ; en même temps, la masse des cultivateurs libres avait disparu ; leurs domaines avaient fondu parmi les *latifundia* des grands propriétaires, parmi les richesses sans cesse croissantes de l'Église. Constantin, recherchant les causes de la ruine où s'effondre l'Empire, signale la quantité considérable de biens passés des mains des paysans dans celles de l'Église (1). La même folie de recommandation et de protection, familière à toutes les époques de désarroi, souffle dans toute la Gaule. Les derniers actes des curies expirantes ont été pour se chercher un patron parmi les puissants, qui détourne des villages les charges de la fiscalité croissante. C'a été en vain. Parfois, le patron s'est fait maître, ailleurs il n'a rien pu. Lactance trace un tableau désolant de l'état des campagnes au Bas-Empire. « Telle était l'énormité des impôts que les forces manquaient aux laboureurs, les champs se désertaient, les cultures devenaient forêts. On mesurait les champs par motte de terre, on comptait les arbres, les pieds de vigne. On inscrivait les bêtes, on enregistrait les hommes. On n'entendait que les fouets, les cris de la tor-

(1) Voici le commentaire de Godefroy sur cette loi (*lex ultima de patrociniis vicorum*, 11, 24). « Septimum remedium spectat ecclesias quæ, et ipsæ multas vicanorum seu rusticorum possessiones in se transtulerunt religionis sive patrocinio sive et obtentu, confugientibus videlicet miseris colonis in sinum et asylum Ecclesiæ, non alio scilicet magis præsidio securitatem sibi pollicentes. Unde procul dubio non minimus possessionum et divitiarum eas in ecclesias cumulus derivavit ».

ture... On estimait l'âge de chacun : on ajoutait aux enfants, on ôtait aux vieillards, cependant les animaux diminuaient, les hommes mouraient, et l'on n'en payait pas moins l'impôt pour les morts ».

C'est alors que l'on voit apparaître aussi dans la phraséologie des textes officiels les *primates*, sur l'identité desquels on a beaucoup disserté. Il s'agit des déserteurs qui fuient dans les campagnes, l'Empereur ordonne de les arrêter. « *Quod ad notitiam primatium urbium, vicorum, castellorumque deveniat* ». M. Lecesne a vu dans ces *primates vicorum* des décurions ; ce texte est même le grand argument dont il use pour prouver l'existence des curies rurales. Mais à l'époque où ce texte fut édicté (1), les curies rurales étaient toutes mortes ou mourantes ; on cite comme une exception un *vicus* des Sénonais, Agiedicum, qui sous l'empereur Décius les avait encore, et même ses comices. M. Flach (2) fait des primates des chefs de villages, responsables envers l'Etat, devant surtout à leurs risques et périls maintenir l'unité du groupe rural. Il semble bien en effet que ce ne soient là que des responsables, choisis pour leur importance et pour leur solvabilité parmi les premiers des villages, mais sans qu'il y ait là exercice d'aucune magistrature. Dans les villes, les primates devaient être des décurions, parce qu'en fait les décurions étaient les personnages les plus riches et les plus

(1) 403.

(2) J. Flach, *Les origines de l'ancienne France*, t. II.

considérables de la communauté ; dans les *vici*, c'étaient les propriétaires principaux. C'est en ce sens que l'on pourra rapprocher les primates de la loi 13, 7, 18, des *priores* de la loi 2, C. 11, 53, qui sont déclarés responsables des efforts faits par leurs *convicani* pour placer le *vicus* sous le *patrocinium* de quelque grand propriétaire ou officier (1).

C'était là une des multiples tentatives faites par les Empereurs pour restaurer l'Empire. Nous avons vu le texte de Constantin étudiant l'accumulation des propriétés dans les mains du clergé, comme pour s'efforcer d'arrêter le mouvement et de remettre les terres à leurs maîtres premiers. Zénon, connaissant que c'est la lourdeur de l'impôt qui fait la gravité de la ruine, affranchit les villageois de la solidarité des dettes publiques (2). Léon et Anthémius, poursuivant une antique conception, défendent aux habitants des métrocomes de vendre leurs biens à un étranger. Il y avait peut-être là un but fiscal, les empereurs étant intéressés à ne laisser s'établir dans le village que des gens d'une sol-

(1) « Ne quis vicanis patrocinium polliceatur, vel agricolas in clientelam suscipiat, redituum alteriusve lucri promissione recepta, et ut qui hoc non servaverit, supra dictis pœnis, majorique commotioni subiaceat. Præterea ut vicani, si servi sunt, dominis castigati reddantur, si liberi, XX libris mulcentur, et verberati una cum decem prioribus vici in perpetuum relegentur, dummodo scientibus omnibus secesserint.

(2) 7 C. 11, 56. « Grave est non solum legibus, verum etiam æquitate naturali contrarium, pro alienis debitis alios molestari. Idcirco hujusmodi iniquitates circa omnes vicanos perpetrari modis omnibus prohibemus ».

vabilité constatée. Il y avait surtout cette idée, fréquente dans le cours des civilisations, que la solidarité et l'unité sont plus faciles à établir et à maintenir dans des milieux fermés, dont les éléments, familiers les uns avec les autres depuis longtemps, accoutumés à l'idée d'une éternité commune, finissent par se mélanger et se confondre (1). Telle était l'économie de la plupart des *vici* du Bas-Empire, peuplés de colons attachés à la glèbe, pourchassés s'ils fuyaient, et ramenés à coups de fouet au sol natal. Le texte cité tout à l'heure (2) nous a montré que les hommes libres eux-mêmes avaient fini par être astreints à cette obligation de résidence, sous peine d'amende, de fustigation et de relégation. C'étaient aussi les mêmes pensées qui avaient dicté aux Empereurs la loi citée plus haut (3), qui n'admettait à l'ordination dans chaque *vicus* que les prêtres qui en étaient issus. Avec ce système de vase clos, avec l'esprit d'association qui avait toujours rayonné dans cette Gaule latine, féconde en associations, en *collegia*, en *sodalitates*, les Empereurs espéraient retenir la vie locale expirante : ce fut en vain.

Ce fut en vain aussi qu'ils multiplièrent les défenses et les peines contre les grands absorbant la vitalité des agglomérations, en vain qu'ils créèrent (364) le *defensor civitatis*, magistrat pacificateur et réparateur

(1) 1 C. 11, 53.

(2) 2 C. 11, 53.

(3) Code Théodosien.

avant tout, chargé en somme par un singulier retour de protéger les citoyens contre les magistrats. En 368, les empereurs Valentinien et Gratien avaient étendu cette création aux groupements ruraux « *ut innocens et quieta rusticitas particularis patrocini beneficio perfuatur* (1) ». En somme, les Empereurs avaient eu une très nette vision de tous les maux dont se mourait l'Empire : différences sociales, disparition des petits propriétaires, tyrannie des grands, écrasement financier, indifférence aux affaires publiques. Ils s'étaient efforcés de remédier à tout. Ils n'avaient oublié que la vieillesse, mal irréparable, qui viciait tout le reste.

A la fin du V^e siècle, le cri général des populations de la Gaule, des Narbonnais mêmes, dont le sang se teintait pourtant fortement de sang romain, était pour appeler les Barbares, établis sur la rive droite du Rhin ou campés çà et là sur le territoire de l'Empire comme auxiliaires stipendiés. « Plutôt la pauvreté libre avec les Barbares que la misère et les tracasseries avec les Romains (2) ».

(1) 3 C. 15, 5, *De defensoribus*.

(2) Orose, VII, 41, édition Langemeister, p. 554. Pour toute cette décadence de la domination romaine en Gaule, v. E. Glasson, *op. cit.*, p. 337-355 et 584-588.

CHAPITRE II

LE VILLAGE GERMAIN ET LE VILLAGE FRANK.

§ 1. — Le village germain.

A l'inverse de la société gauloise primitive, la société germane est basée sur l'égalité. Tous les hommes de la peuplade sont libres ; leurs chefs ne s'élèvent au-dessus d'eux que temporairement, et leur élévation est due à l'élection (1). Une telle constitution permet de concevoir dès l'abord des organisations locales beaucoup plus libérales que celles de la Gaule avant la conquête. C'est ce que confirment les récits des deux écrivains qui nous ont laissé sur les Germains avant l'invasion des détails précieux : César et Tacite.

Au temps de César, les peuplades germanes vivent encore dans un état social voisin de la barbarie. Leurs hordes ne sont presque pas fixées encore au territoire, les villages ne sont guère que des lieux de sûreté où l'on relègue les femmes, tandis que les guerriers s'en vont, sous quelque chef élu, tenter l'entreprise d'un pillage. L'agriculture n'est pas pratiquée; bien plus, on la pro-

(1) « *Duces exemplo potius quam imperio, si prompti, si conspicii, si ante aciem agant, admiratione præsent. Ceterum neque animadvertere, neque vincere, ne verberare quidem, nisi sacerdotibus permissum : non quasi in pœnam, nec ducis jussu, sed velut Deo imperante, quem adesse bellantibus credunt* ».

hibe (1). « Les magistrats et les chefs font chaque année entre les *gentes* et les parentés qui vivent en commun la distribution des terres en tels lieu et quantité qu'il leur semble convenable, et l'année suivante, ils les forcent à s'établir ailleurs. Ils donnent plusieurs motifs de cette manière d'agir : on empêche ainsi les hommes de s'attacher aux mêmes lieux par l'effet d'un séjour continuel, et de quitter le goût de la guerre pour celui de l'agriculture ; on les empêche de songer à acquérir de grands domaines ; on prévient l'usurpation des forts sur les faibles, l'établissement d'habitations soigneusement construites contre le froid et la chaleur, la soif de l'argent qui fait naître les factions et les querelles ; enfin on contient le peuple par le sentiment de l'équité, parce qu'il voit que chacun a la même part que les plus puissants ».

Il est douteux que les esprits grossiers des Germains aient su discerner avec autant de subtilité toutes les raisons qu'ils avaient d'écarter l'appropriation des terres aux *gentes* ou à leurs membres, mais il n'en est pas moins vrai qu'en agissant de la sorte, ils devaient retarder indéfiniment l'apparition sur leur territoire de villages stables formant unité et communauté. L'idée de village implique nécessairement l'idée d'une chose qui demeure, bâtie dans un esprit de perpétuité, et qui reste une retraite et un lieu de repos durables dans l'esprit des petits-

(1) César, *De Bello Gallico*, livre VI, 22.

enfants des constructeurs premiers. Les constructions germanes ne devaient être au contraire que des huttes provisoires bâties pour durer juste le temps de la concession ; leur ensemble n'était qu'un campement. A la tête de chaque campement, il devait y avoir un ancien, ou un chef élu, ou quelque guerrier renommé à la bataille, autour duquel les ambitions des jeunes hommes étaient venues librement se grouper. Aucune unité d'ailleurs entre les *gentes* en temps de paix. Il fallait la menace d'un ennemi pour qu'elles se groupassent sous un chef commun. En temps ordinaire, l'entité était ce groupe volant du campement, entouré de larges espaces déserts ou désertés, s'administrant lui-même en pleine liberté, suivant ses besoins rudimentaires ; ce sont les chefs des *pagi* et des *vici* qui rendent la justice et tranchent les procès (1).

La division en *pagi* et en *vici* est encore mentionnée par Tacite, mais la civilisation a suivi son cours normal, une pacification s'est faite dans les esprits ; les hommes de la *gens* ont moins peur de perdre le goût de la guerre et s'adonnent à l'agriculture, selon l'exemple que leur ont montré les Romains établis sur le Rhin et sur le Danube (2). Tacite nous décrit brièvement un de ces

(1) César, 6, 23 : « Principes ». M. Viollet (*loc. cit.*, p. 309), ayant conféré tous les endroits où César emploie ce mot, croit qu'il lui donne plutôt le sens de *notables*. En ce cas, on se trouverait déjà en présence des ancêtres des reichemburgs. La division en *pagi* paraît aussi bien bizarre chez des peuples encore aussi nomades ; peut-être a-t-elle échappé aux idées *gallo-romaines* de César.

(2) V. E. Glasson, *op. cit.*, t. II, p. 62. Il faut ajouter que l'agri-

vici, fait de maisons absolument séparées, suivant le vieux système de l'*insula* romaine, habituel à tous les peuples primitifs. Chaque habitant est le maître dans sa maison et dans l'enclos de terre qui l'entoure. Cet individualisme du domicile est même poussé si loin que les rares esclaves, prisonniers de guerre, descendants de prisonniers de guerre, ou prisonniers de jeu (1), habitent tous des maisons séparées, loin du maître dont ils dépendent (2). Le village renferme çà et là des silos où l'on cache le grain pendant l'hiver ou pendant les incursions ennemies. La propriété collective règne encore à côté de la propriété individuelle : le vieux système des allocations annuelles de terres est toujours en vigueur, et Tacite nous en parle dans un passage qui a fort exercé la sagacité des commentateurs (3).

culture était encore assez méprisée, et abandonnée aux femmes, aux vieillards, aux impotents, tandis qu'entre deux expéditions, le guerrier se reposait « donnant ainsi l'exemple d'une rare mollesse après une bravoure singulière » (Tacite, *Germanie*, chap. 15). L'agriculture pratiquée par les Germains était d'ailleurs assez rudimentaire, ils cultivaient les céréales, mais les vergers, les prairies, les jardins leur étaient inconnus (Tacite, *loc. cit.*, 26).

(1) Tacite, chap. 24.

(2) Les esclaves n'étaient d'ailleurs point assujettis à des travaux domestiques, mais maîtres de leur activité, sous une certaine redevance (Tacite, 25).

(3) Voici ce texte : « Agri pro numero cultorum ab universis vicis [ou per vicos, ou invicem] occupantur, quos mox inter se secundum dignationem partiuntur ; facilitatem partiendi camporum spatia præstant. Arva per annos mutant, et superest ager ». Ce dont la traduction la plus simple semble celle-ci : « Les villages se partagent les terres suivant le nombre de leurs cultivateurs, et ces terres sont ensuite partagées par les individus suivant leur rang. La grande

Tacite nous renseigne beaucoup plus longuement que César sur l'administration de la peuplade germane. D'abord, il établit l'existence de rois ou de chefs perpétuels, les rois choisis parmi les plus nobles, les chefs parmi les plus braves. Mais l'autorité de ces chefs élus n'a rien que de très relatif. C'est dans l'assemblée des hommes libres que réside la puissance souveraine.

Cette assemblée est consultée sur toutes les affaires importantes. Tous les guerriers y sont convoqués, mettant à se rendre à la convocation le peu d'empressement qui convient à des hommes libres. Les prêtres font la police de l'assemblée ; les rois et les chefs élus présentent les propositions qu'ils ont déjà délibérées dans leur conseil particulier. Des cliquetis d'armes ou des murmures les applaudissent ou les désapprouvent. L'assemblée générale est en même temps un tribunal suprême, connaissant de toutes les causes capitales. Elle est enfin une assemblée électorale, élisant les chefs (1) des cantons et des *vici*, les *principes* qui dans

quantité des terres facilite le partage. On change de champs d'année en année, et il y a toujours de la terre en reste ». Ainsi il semble qu'il y ait lieu à deux partages, le premier entre les *vici*, portant sur la propriété, donc définitif, le second annuel entre les *vicani*, ne portant que sur la jouissance. Et le premier partage a attribué tant de terres au *vicus* qu'il y en a toujours trop pour ses membres. Le *vicus* est donc à la tête de biens communaux concédés et d'autres biens communaux dont il jouit lui-même (Tacite, chap. 26).

(1) M. Viollet traduit aussi dans ce passage *princeps* par chef, le mot de *princeps* n'ayant pas le même sens dans le vocabulaire de Tacite et dans celui de César.

la période suivante présideront l'assemblée et résoudront en conseil les affaires courantes.

Chaque *pagus* a aussi ses assemblées, sous son *princeps*, à la fois chef judiciaire en temps de paix, chef militaire en temps de guerre. Mais nous ne connaissons de ces assemblées que les attributions judiciaires. Nous en savons moins encore sur les *vici*, qui n'avaient même pas de chef distinct élu par l'assemblée des hommes libres, et qui n'avaient pas non plus d'autonomie judiciaire (1).

Leurs membres devaient prendre part, tout au moins, semble-t-il, au jugement des affaires pendantes dans leur *pagus*. C'est ce que doit signifier la phrase fameuse de Tacite : « *Centeni singulis ex plebe comites, consilium simul auctoritas, adsunt.* » Mais rien n'est moins certain que le sens de ce passage, dont tous les termes ont été discutés. On n'est d'accord ni sur la portée exacte de l'expression *centeni ex plebe comites* (2) (où l'on a vu successivement l'assemblée de tout le *pagus*, l'assemblée de cent membres pris dans le *pagus*, cent compagnons enfin suivant le *princeps* dans ses pérégrinations), ni sur la nature exacte de leurs fonctions (où l'on a cru voir tour à tour les attributions d'un tribunal et celles d'un simple conseil consultatif). M. Glasson (3) y voit l'assemblée

(1) « Principes qui jura per pagos vicosque reddunt ». Cf. E. Glasson, t. II, p. 76.

(2) Tacite, 12, if.

(3) E. Glasson, *op. cit.*, t. II, p. 78.

de tout le *pagus*, réduite en fait par l'indifférence des habitants à un conseil de quelques hommes libres, mais ayant l'autorité d'un véritable tribunal, c'est-à-dire en somme déjà le tribunal des rekin burghes ou rachimburghs, tel qu'il existait sous les Mérovingiens.

La vie communale du *vicus*, dont nous ne connaissons rien, était pourtant indéniable, surtout si l'on admet que le *vicus* était propriétaire de biens communaux. On ne peut que conjecturer, dans le silence des textes, l'administration de ces biens, comme la gestion de toutes les affaires locales, par l'assemblée des hommes libres.

§ 2. — Le village frank.

Dès le III^e siècle avant notre ère, les Germains avaient enlevé aux Celtes le territoire situé entre le Rhin et l'Elbe. Au second siècle, leurs hordes descendaient en Narbonnaise et menaçaient la Gaule cisalpine. Cinquante-huit ans avant Jésus-Christ, sous Arioviste, ils redescendaient en Gaule. Marius écrasa les Teutons et les Cimbres, César refoula les Suèves. Le danger était reculé mais non pas conjuré. Les Germains rejetés se pressent en flots de plus en plus nombreux sur la rive droite du Rhin, serrés qu'ils sont eux-mêmes par derrière par les autres Barbares venus de l'Orient. L'Empire lui-même pactise avec eux, les admet à sa défense, s'efforce, suivant la vieille tactique romaine, de les diviser pour mieux les anéantir. Ainsi, sous la foi des traités, de

nombreux barbares pénètrent en Gaule, en Espagne, jusqu'en Italie, inconstants, traîtres, brisant à chaque instant le joug qui leur a été imposé. L'Empire, trop faible, n'ose pas châtier ces trahisons, pardonne le danger évité par crainte du danger imminent. Cependant les populations rurales, écrasées, dépossédées, asservies, s'émeuvent de ces constantes chevauchées. Elles brisent le lien de fidélité qui les attachait à l'Empire, et lentement, progressivement, les hôtes passagers de la veille deviennent les maîtres du lendemain. Ainsi les Wisigoths se fixent dans le bassin de la Garonne, les Burgondes en Narbonnaise, cependant qu'à l'instigation de leurs frères de la grande île, les Bretons d'Armorique, isolés derrière leurs forêts, soulèvent le joug, et que les Franks s'établissent à demeure dans les régions du Nord et du Nord-Est. L'Empire sombre, et dans le remous, çà et là, des débris de colonisation romaine, des légions, quelques peuplades restées fidèles, continuent à surnager quelque temps.

Les envahisseurs étaient infiniment moins nombreux que la nation envahie. Il leur fallait donc choisir entre les deux partis, ou de se masser sur un territoire restreint, laissant à leur civilisation première tous les groupements gallo-romains épargnés, ou de se disséminer à travers le sol conquis, quittes à perdre bientôt dans la masse de la race assujettie leur individualité première et leurs coutumes. Le premier système fut celui des Franks, le second celui des Wisigoths et des Burgondes.

De ces deux modes distincts de colonisation, une civilisation et un esprit distincts devaient naître au nord et au midi de la Loire, déjà préparés d'ailleurs à cette diversité par la plus ou moins grande intensité de la culture qu'ils avaient reçue des Romains.

L'ancienne province Narbonnaise, comme le bassin de la Garonne, était déjà très peuplée au moment où les Burgondes et les Wisigoths y descendaient. Presque complètement défrichée, elle n'offrait plus, du moins dans ses plaines, de territoire assez vaste pour que toute une peuplade nouvelle pût s'y établir d'un seul tenant. Les Burgondes comme les Wisigoths se virent donc réduits à occuper les bourgades déjà créées, de compte à demi avec les Gallo-Romains. Ils le firent sans répugnance : il y avait déjà longtemps qu'ils erraient à travers la Gaule ; toute leur génération nouvelle, y étant née, avait dû se familiariser dès le plus jeune âge avec la culture romaine. Un contact étroit avait été établi entre eux et les colons qu'ils devaient défendre : bien des fois déjà, arrivant dans les villes, ils avaient été logés chez les habitants qui leur avaient cédé, selon la règle, une portion de la jouissance de leurs maisons : le tiers si le barbare était soldat, la moitié s'il commandait. Le jour où les anciens auxiliaires voulurent s'établir en maîtres, ils reprirent tout naturellement leurs anciennes places, prenant seulement la propriété là où la jouissance leur avait suffi (1). L'on se partagea

(1) « Quicumque agrum cum mancipiis, seu parentum nostrorum,

les esclaves comme on avait fait de la maison et des terres, et la possession d'un domaine particulier entraîna pour le nouvel habitant comme pour les anciens colons le droit à la jouissance indivise des communaux (1). Qu'importait d'ailleurs aux colons gaulois ? il y avait longtemps que même toute illusion de propriété avait disparu pour eux. Il n'y eut que quelques grands déposés, la masse du peuple ne fit que changer de maître.

Il en alla tout autrement pour les Franks. Le pays qu'ils avaient rencontré sur leur route était inculte, presque désert, couvert de forêts et de marécages. Ils y retrouvèrent leur ancienne vie, se campèrent au milieu des bois, s'encerclèrent de désert, sans relations avec les autochtones, restant aussi barbares qu'ils l'étaient en Germanie.

Dans ces milieux clos, la vie commune devait être très intense. Deux circonstances vinrent encore en favoriser l'essor : l'identité d'origine et les liens familiaux des hommes, le système de mise en usage des terres. Dans l'invasion comme sur le sol germain, la famille et le clan étaient restés les deux unités de la peuplade. Ils conservaient cette unité jusque dans leur installation sur

sive nostra largitate perceperat, nec mancipiorum tertiam, nec duas terrarum partes ex eo loco, in quo ei *hospitalitas* fuerit delegata, requirerit (lex Burg., titre 54, cap. I) ». « Simili de curte ac pomariis circa faramannos conditione servata, id est de medietate Romani nil existiment præsumentum » (*Id.*, t. 54, cap. 3).

(1) « Silvarum, montium et pascui jus, ut unicuique pro rata possessionis suppetit, esse commune » (lex Rom. Burg., t. 17).

le sol conquis, s'isolant les uns des autres, formant des groupes distincts (*genealogiæ* ou *faræ*). Dans chacun de ces groupements, le partage des terres se fit, mais dans des conditions telles que la communauté, personne morale, conservait un droit éminent planant sur les droits de chacun des propriétaires particuliers. Ici, si l'on peut mettre en œuvre une distinction si inconnue des contemporains, le droit privé rejaillit sur le droit public.

Nous avons vu sur le sol germain la propriété d'abord indivise entre les membres du clan, qui en jouissent tour à tour. Plus tard (avant Tacite), nous avons vu la propriété individuelle faire son apparition à côté de la propriété collective, chaque chef de famille mis à la tête d'une maison et d'un enclos, dont il est le maître exclusif. L'on doit supposer que l'invasion en Gaule ne fut pas pour les Barbares une occasion de rétrograder vers les anciennes coutumes, et que la propriété individuelle de la *sors* fut reconnue dès l'établissement.

Mais dans les forêts gauloises comme dans les forêts germanes, *supererat ager*. Chaque groupement, le partage fait entre les chefs de famille, resta maître de terres indivises, terres arables dédaignées, ou terres incultes, ou territoires d'une nature telle qu'ils n'étaient susceptibles que d'une jouissance commune, comme les pâturages ou les étangs. Cette propriété collective fit vivre l'être tout d'imagination sur la tête duquel elle se plaçait. Pour administrer ces biens communs, il dut falloir une entente entre les membres du clan ou de la

cognatio. Il y eut des assemblées, des délibérations, des résolutions dont on délégua l'exécution à des mandataires. Ainsi la vie communale naquit.

Il ne lui fallait qu'un prétexte pour naître, d'ailleurs, dans ces milieux isolés, jaloux les uns des autres, inquiets encore des rébellions possibles, groupements de conquérants massés au milieu d'un peuple hier encore hostile, peut-être révolté demain. L'idée d'une petite patrie tout au moins dut frapper leurs esprits, et c'était encore là l'idée d'une communauté. Ils durent se sentir liés davantage, parce que c'était *contre quelqu'un* que s'était faite leur liaison ; à l'idée que le moindre relâchement pouvait donner une ouverture à la catastrophe, chacun dut sacrifier un peu de sa férocité première, s'incliner devant l'idée de quelque chose de commun et d'immatériel, protégeant à la fois et exigeant.

Voilà comment les partages mêmes de terres effectués entre les hommes de la *cognatio*, malgré leur caractère définitif, conservèrent toujours quelque chose de relatif et de secondaire. La propriété individuelle n'exista que sauf le droit éminent de la masse commune. Les champs restèrent communs de la coupe des récoltes au temps des semailles, la propriété fut soumise à des conditions résolutoires (1), les terres à la vaine pâture (2). C'est

(1) Grimm, *Weissthümer*, formule 92.

(2) « Consortes vel hospites... Quia illis usum herbarum, quæ conclusæ non fuerint, constat esse communem. Qui vero sortem suam fortè concluderit, et aliena pascua absente domino invadit, sine

sous ces réserves que peu à peu, par une évolution fatale, les territoires restés indivis se morcelèrent et furent soumis à l'appropriation des chefs de famille nouveaux. C'est à l'observation de toutes ces limitations et de toutes ces règles que dut veiller le conseil des communiens.

Ses attributions étaient multiples : c'est lui qui avait dû au début faire les partages, c'est lui qui les renouvelait quand ils avaient été provisoires ; c'est lui qui veillait à ce que les hommes de la commune n'empiétassent pas sur les territoires communs (1). Il prononçait la résolution de la propriété au cas où le concessionnaire avait laissé sa propriété se couvrir de ronces. Il veillait à ce que la jouissance des communaux fût proportionnelle au lot de propriété de chacun (*hoba, curtilis, mansio*) (2). Il jugeait lui-même les contraventions à la police

pascuerio non præsumat, nisi forte dominus voluerit » (L. Wisig., l. VIII, t. V, § 5). On était moins sévère pour les bois, chacun pouvait cueillir des branches mortes pour son usage, alors même qu'il ne possédait pas de bois. « Quia non res possessa est, sed de ligno agitur », dit la loi Ripuaire. Confer. l. Burgund., t. XVIII, ch. 1. On était plus tolérant aussi pour l'hôte, le voyageur, qui pouvaient faire paître leurs bêtes librement. « Iteragentes in pascuis quæ conclusa non sunt, deponere sarcinam et jumenta vel boves pascere non ventur, ita ut non in ullo loco plus quam biduo, nisi hoc ab eo cujus pascua sint, obtinuerint, commorentur » (L. Wis., l. VIII, t. IV, § 27).

(1) Nullus novum terminum sine consortis præsentia aut sine inspectore constituat » (L. Burgund., t. 3, chap. 5).

(2) Ce droit de jouissance des communaux avait fini par être considéré comme un appendice inséparable de la *sors* ; chacun a son *manse cum pertinentiis*. « Nobilis Gozpertus... tradidit hobam unam

rurale, infligeant des peines sévères aux incendiaires, aux abatteurs d'arbres. Ces attributions judiciaires n'étaient pas les seules des comuniers ; ils composaient un tribunal procédant aux actes préparatoires d'instruction, estimant les dommages (1), constatant les délits : « *Denuntiet aut episcopo, aut comiti, aut judici, aut senioribus loci, aut etiam in conventu publico vicinorum* » (2). Ce n'étaient là que des actes préparatoires ; on a prétendu que la compétence des comuniers allait plus loin, on a voulu leur reconnaître le droit de rendre des jugements. Cette doctrine peut s'appuyer du nom de *conventus publicus* (3), donné par la loi des Wisigoths à l'assemblée des comuniers.

Enfin, disposition essentielle dans l'économie d'une agglomération aussi fermée et aussi jalouse que l'était la commune germanique, aucun étranger ne pouvait s'établir sur le territoire de la commune sans le consentement de *tous les comuniers*. L'individu qui persistait dans son établissement malgré l'opposition à lui signifiée était, après divers sommations et délais dont l'en-

cum omnibus utilitatibus ad eandem hobam rite attinentibus, id est curtilibus, piscationibus, *marca silvæ* (contrairement au système de M. Fustel de Coulanges qui n'a jamais voulu voir dans la *marca* germanique un communal), sagina, aquis aquarumve decursibus, pascuibus, exitibus, et redditibus » (Cod. tradit. SS. Emmeranensium, Pez, *Thesaurus anecdot. noviss.*, Augsbourg, 1727).

(1) Lex Wisig., l. VIII, t. III, cap. 15.

(2) *Id.*, l. VIII, t. V, cap. 16.

(3) Adde Boretius, p. 40 (édit. de Chilpéric, cap. 40) et p. 71-72 (*Capitulare Saxonicum*).

semble ne dépassait pas trente jours, cité devant le mall du comte, et condamné à l'amende (1). On a beaucoup disserté sur la portée de ce texte, le sens en paraît à peu près fixé aujourd'hui : on est d'accord pour reconnaître qu'il est extrêmement général, et qu'il vise tous les cas d'établissement d'un étranger dans un village, avec l'assentiment comme à l'insu du propriétaire. Ainsi le communier Frank ne pouvait aliéner son lot qu'avec l'assentiment de tous les autres habitants de la commune, disposition que nous avons déjà rencontrée et que nous rencontrerons encore plusieurs fois par la

(1) « Si quis super alterum in villa migrare voluerit, et aliqui ex eisdem qui in villa consistunt, eum suscipere voluerint, et vel unus vel aliquis ex ipsis extiterit qui contradicat, migrandi licentiam ibidem non habeat. Si vero contra intradictum unius vel duorum in villa ipsa adsedere præsumpserit, tunc testare illi debent, et si noluerit unde exire, ille qui testat cum testibus sic ei debet testare, ut inter decem noctes exinde exeat; et si adhuc post decem noctes voluerit exire, iterum debet ad ipsum venire, et testare similiter ut iterum ad alias septem noctes exinde debeat exire; et si adhuc noluerit, iterum decem noctes ad placitum addat, et sic triginta noctes impleat. Si nec tunc voluerit exire, tunc manniat eum ad Mallum, et testes suos in singulos Mallos qui ibidem fuerint, secum habere debeat prestos. Et si ipse cui testatum est voluerit venire, et aliqua sumis non detinuerit eum, ipse secundum legem qua diximus, testatus est, tunc ipse qui testavit, super fortunam suam ponat, et roget Gravionem ut accedat ad locum, et ipsum inde expellat, et si ibi aliquid elaboraverit, quia legem noluit audire, amittat, et insuper restitit legi, MCC den qui faciunt sol. XXX, culpabilis judicetur. Si quis vero admigravit et ei aliquis intra duodecim menses nullus testatus fuerit, ubi admigravit, securus, sicut alii vicini, consistat. Si quis vero alium in villam alienam migrare, antequam conventum fuerit, rogaverit, MDCC den, qui faciunt sol. XLV, culpabilis judicetur. (Lex salica, *de migrantibus*, t. XLVIII, 1 3. Bouquet, t. IV, p. 150).

suite, preuve aussi du droit éminent que conservait, malgré le partage, la commune, sur chacune des propriétés attribuées en propre aux comuniers. Cette disposition était nécessitée par la sécurité des groupements ruraux, mais elle avait le grave désavantage de les isoler et de s'opposer indéfiniment à leur accroissement. Aussi avait-on limité à douze mois le temps pendant lequel pouvait s'exercer le veto des comuniers. Passé ce temps, les comuniers étaient supposés consentir, l'intrus conservait la possession paisible de son domaine, sauf, bien entendu, le droit du propriétaire dépossédé (1).

Le lien qui unissait entre eux les habitants de la commune était le *consortium* ou *vicinium* ; les membres en étaient dits *vicini*, ou *pagenses*, ou *compagenses* (d'où compagnons). Telle était la force de ce lien de voisinage que dans beaucoup de localités il subsista jusqu'à la monarchie absolue ; on vit des agglomérations rurales traverser avec leur dignité de communes libres l'écrasement général de la féodalité. Au pays de Baume, en Franche-Comté, les liens communaux s'étendirent si fort qu'ils finirent par enlacer vingt-deux villages, « communauté de bouchoyage », dont toutes les terres étaient des alleux, dont les membres étaient dits « barons

(1) V. sur les divers systèmes proposés pour expliquer le titre de *Migrantibus*, Fustel de Coulanges, *Etude sur le titre de Migrantibus*, Paris, 1886. Cf. E. Glasson, *op. cit.*, t. III, p. 75-80.

bourgeois » (1). D'autres, sous Louis XIV, se refusaient à payer l'impôt royal, sous prétexte qu'elles étaient, depuis leur fondation, communautés indépendantes et libres. L'autorité royale avait oublié depuis longtemps l'autonomie et les privilèges des communes germaniques. Elle avait pourtant été heureuse autrefois, dans sa faiblesse première, de s'appuyer sur elles et de faire peser sur la force de leurs liens le poids des lois qu'elle était impuissante d'elle-même à faire exécuter. C'est ainsi que Childebart, roi d'Austrasie, reprenant à son insu le système des empereurs romains dont son aïeul Clovis avait été l'héritier, déclarait solidaires les uns des autres les habitants d'un même village et faisait peser sur eux la responsabilité des crimes commis sur leur territoire.

Ils devaient avoir l'avantage du moins de participer au jugement de ces crimes. Encore que beaucoup d'obscurité règne sur le système judiciaire et administratif des Franks, on est d'accord pour reconnaître que les hommes libres, soit par eux-mêmes, soit par leur délégué élu, en formaient la base essentielle. Que les rachimburs aient été de simples experts ou des juges authentiques, que le *tunginus* ou centenier, leur président, ait été seulement le directeur des débats, ou qu'il ait pris sa part du vote, il n'en est pas moins vrai que les rachimburs se recrutaient parmi les hommes libres de la

(1) V. Dareste de la Chavanne, *Histoire des classes agricoles, l'Invasion germanique*.

centaine, il n'en est pas moins probable que le *tunginus*, au moins durant la première période, fut élu par les hommes libres. Ce n'est pas ici le lieu de montrer comment peu à peu disparut l'autonomie du tribunal de la centaine, comment enfin Charlemagne remplaça les rachimburgs par des fonctionnaires nommés scabins.

Ainsi naissait et grandissait peu à peu dans les campagnes l'administration communale franke. Cependant dans les villes végétait encore et parfois se ranimait, paraissant prête à refleurir, l'organisation municipale romaine, et certaines localités de campagne, surtout dans le midi, restaient romaines à l'égal des villes. L'invasion germane avait eu peu d'influence sur les centres populeux ; les Barbares ne s'y étaient fixés qu'en petit nombre d'ailleurs, peu façonnés à leur civilisation relativement raffinée. A peine modifiées dans leur composition, les populations gallo-romaines y avaient donc conservé leurs institutions, leurs mœurs, leur vie, libre seulement de la capitation. Les décurions s'étaient maintenus, leurs fonctions étaient restées les mêmes ; les titres seulement avaient changé. De vieux vestiges du monde gallo-romain se paraient d'étiquettes nouvelles, destinées plus tard à couvrir de naissantes institutions barbares. C'est ainsi que l'on voit apparaître pour la première fois dans les curies urbaines les *boni homines*, destinés à jouer un grand rôle dans les communautés rurales du moyen âge. Deux actes passés au Mans, respectivement en 428 et en 537, sont insinués à la curie,

conformément à la constitution des empereurs Valentinien et Valens de 366, par les *honorati Agatho* et *Guntinus*, qui prennent le titre de *boni homines* (1). Ce mot de *boni homines* est un des rares vestiges qui va passer des vieilles municipalités romaines aux nouvelles communes des villages du nord.

En 721, le testament de Wilbrad, abbé de Flavigny, est ouvert devant la curie de Semur en Auxois ; en 766, le testament de Tello, évêque de Coire, est ouvert à son tour par la curie (2). « Ce ne sont là que des accidents » dit M. Serrigny (3). La persistance des curies dans les villages fut un événement très rare, curieux par sa rareté, mais sans influence sur la genèse des municipalités rurales modernes.

Il nous reste maintenant à étudier le village frank sous un dernier aspect. L'organisation libre des communes forestières devait périr ; les communaux, très amoindris, ne devaient guère fournir aux communautés du moyen âge que matière à de nombreux procès. Autour de l'église et de son curé, les villageois devaient se grouper en une entité nouvelle, durable et féconde : la paroisse.

Jusqu'au IV^e siècle de notre ère, les prêtres catholiques étaient restés enfermés dans les villes et dans les

(1) V. Rivière, *Histoire des biens communaux en France depuis leur origine jusqu'au XIII^e siècle*.

(2) Savigny, *Histoire du Droit*, t. 1^{er}, p. 245.

(3) *Mémoire sur le régime municipal en France dans les villages depuis les Romains jusqu'à nos jours* (*Revue crit. et législ. de jurispr.*, 1^{re} série, t. 17, p. 147).

bourgs. Le diocèse de l'évêque s'étendait pourtant en théorie sur toutes les circonscriptions rurales, mais l'organisation en était tellement primitive encore que l'évêque était réduit à parcourir presque seul son territoire, s'arrêtant pour administrer tous les soins de son ministère aux principales agglomérations (*stationes*). Les fidèles se multipliant, les ecclésiastiques se firent plus nombreux, ce furent eux qui parcoururent la campagne à leur tour, missionnaires délégués par l'évêque. L'insuffisance de ce procédé et la grande fatigue qui en résultait pour les prêtres firent décider çà et là la création d'églises de campagne ; l'une des premières que l'on cite est celle de Saint-Brice en Touraine, fondée à la fin du IV^e siècle. Nous avons vu, vers la fin de la domination romaine en Gaule, s'accroître le nombre, la puissance et le prestige de ces églises, à mesure que la foi chrétienne se propageait. C'était elle qui détournait les décurions de la curie, par la haine des dieux païens auxquels il fallait sacrifier ; c'était elle qui frappait d'indifférence tout le peuple et ouvrait aux Barbares les portes de l'empire. Mais ce fut elle aussi qui, sous les auspices des évêques, régénéra les curies urbaines, qui unifia la Gaule sous le sceptre chrétien de Clovis, et qui longuement et silencieusement prépara dans les campagnes la naissance et l'épanouissement de toute une vie locale nouvelle.

Ce qui frappe au premier abord dans l'étude des pe-

(1) V. p. 20 et 21 h. 1.

lites paroisses rurales aux premiers temps de l'invasion, c'est la rapidité inouïe avec laquelle elles s'étendent. Au IV^e siècle, on les cite. En 511, il faut que le concile d'Orléans réglemente les conditions sous lesquelles il sera permis aux villages d'avoir des églises ; en 693, le concile de Tolède doit promulguer à son tour que ces agglomérations seules pourront avoir une église qui compteront au moins dix maisons ; en 844, il faut que l'autorité civile intervienne à son tour : « Que les évêques, excités par l'amour d'un gain malhonnête et funeste, ne divisent pas les paroisses des prêtres. Mais si l'intérêt du peuple demande que l'on fonde des églises ou que l'on établisse des autels, qu'ils le fassent avec sagesse et maturité. Si, par exemple, l'éloignement, les dangers que peuvent faire craindre le passage des rivières, le voisinage des forêts ou tout autre motif raisonnable ou puissant, empêchaient le peuple, le sexe timide, les enfants ou les personnes débiles de se rendre à l'église principale, et que le village ne soit pas assez proche pour que le prêtre puisse venir dans un court intervalle de temps, sans péril, et convenablement, qu'on établisse un autel ; mais si cela plaît au peuple et est avantageux, que la paroisse reste indivise, de peur que sans motifs il y ait du scandale. Si les susdites causes n'existent point, et que cependant le peuple, sans s'être rassemblé et sans céder à la cupidité ou à la jalousie, demande par acclamation une église et un prêtre, les évêques, agissant épiscopalement, en présence de Dieu, dans la pu-

reté de leurs consciences, avec sagesse et maturité, et sans être excités par le désir d'un gain honteux, doivent examiner sérieusement et canoniquement cette affaire, et décider ce que conseillera l'utilité et le salut du peuple » (1).

En même temps, les paroisses agissent comme des agents de colonisation merveilleux : non seulement tout village a son église, mais là où une église se fonde, fût-ce au sein d'une forêt ou d'un désert, des paysans viennent bâtir leurs cahutes aussitôt et se groupent en paroisses sous l'autorité du curé.

Une observation bien significative est celle que suggère la lecture de du Cange, v° *Plebs*. *Plebs*, qui signifie encore *peuple* dans la seconde moitié du IV^e siècle, au moment où est créé le *defensor plebis*, prend par dérivation quatre acceptions successives : 1° les fidèles soumis à l'évêque ou à un prêtre particulier (ainsi déjà alors la masse des habitants de la Gaule n'existe plus qu'au point de vue religieux, le peuple est devenu « les fidèles ») ; 2° le diocèse ou paroisse, c'est-à-dire la circonscription de l'évêque ou du curé ; 3° l'église paroissiale ; 4° (chez les Bretons seulement) la villa ou le village paroissial (2).

(1) Baluze, II, 23, capitulaire de Charles le Chauve de 844.

(2) Le *plou* ou *plebs* est d'ailleurs très tôt l'unité en Bretagne, comme la *fara* chez les Franks. C'est la *plou* qui s'établit sur le territoire, isolément, au moment du passage d'Angleterre en Armorique. V. Vie de Saint-Gwenolé, dans le *Cartulaire de Landévennec*, Rennes, 1888, cap. 2, p. 9-10 : « Fuit vir quidam illustris... nomine

C'est que l'église est tout pour le paysan : il y paraît dès sa naissance, il y entend la messe, il prend part à ses fêtes, il y est enterré. Tel est l'élan de la piété que chacun veut être inhumé dans l'église même, et qu'il faut l'intervention des évêques pour rendre le cimetière qui entoure l'église à son usage naturel (1). Ce n'est pas d'ailleurs le seul usage inattendu du bâtiment construit uniquement pour le culte. Les offices terminés, on s'y réunit comme dans une halle pour traiter les affaires publiques et pour y faire le commerce ; on y engrange son foin (2) ; on y tient l'école : les prêtres

Fracanus, Catonici regis Britannici consobrinus. Iste igitur, tandem Armorica, ubi tunc opacum, adhuc sine clade, audiebatur siluisse terre spatium, rate conscensa, aggreditur, enatato cum paucis ponto Britannico, tellurem.. velitus in portum qui Braheius dicitur. In quo, statim proxima quæque perlustrans... fundum quemdam repiciens non parvum, sed quasi *unius plebis* modulum, silvis dumisque undique circumseptum, modo jam ab inventore nuncupatum, inundatione cujusdam fluminis qui prope Sanguis dicitur, locupletum, fretus cum suis inhabitare cœpit ». Ce *plou* s'érigea en grande commune rurale comme avait fait la *fara*, et tint sous sa domination les hameaux d'alentour.

(1) Théodulfe, évêque d'Orléans (Migne, t. 105, p. 194) : « Antiquis in his regionibus in ecclesia sepeliendorum mortuorum usus fuit, et plerumque loca divino cultui mancipata et ad offerendas Deo hostias præparata, cœmeteria sive polyandria facta sunt. Unde volumus ut ab hac re deinceps abstinenceatur, et nemo in ecclesia sepeliatur, nisi forte talis sit persona sacerdotis, aut cujuslibet justis hominis ».

(2) *Id.* « Videmus crebro in ecclesiis messes et fenum congeri, unde volumus, et hoc penitus observetur, ut nihil in ecclesia præter vestimenta ecclesiastica, et vasa sancta, et libros recondatur. Ne forte, si alia ibi quam oportet negotia exercentur, a Domino audiamus : « Domus mea domus orationis vocabitur ; vos autem fecistis eam speluncam latronum » (Matth., XXI, 13).

ont en effet pris l'initiative de rétablir dans leurs paroisses les établissements d'instruction disparus pendant l'invasion. L'usage se généralise. Un capitulaire de Théodulfe, évêque d'Orléans sous Charlemagne, veut que chaque prêtre établisse une école dans le village ou la ville dont il a la charge (1). Le mall du comte ou du centenier se tient dans l'église (2). C'est dans l'église aussi, du haut de la chaire, que sont publiés les capitulaires impériaux et les lois. C'est le prêtre qui a l'initiative des fondations charitables : ses clercs et lui visitent les infirmes et les pauvres (3), il tient les registres où sont inscrits leurs noms, et pour maintenir la cohésion de la paroisse, il n'y a que les pauvres qui y habitent qui soient secourus (4). Enfin, par sa culture intellectuelle, par son caractère sacré, le prêtre est appelé à jouer un rôle considérable parmi ces populations simples, incultes, perdues au milieu des bois. Il est le centre du village, centre autour duquel peu à peu la lumière rayonne, la volonté naît et la résistance s'organise.

(1) Migne, t. 103, p. 196. « Presbyteri per vicos et villas scholas habeant, et si quislibet fidelium suos parvulos ad discendas litteras eis commendare vult, eos suscipere et docere non renuant. Cum ergo eos doceant, nihil ab eis pretii pro hac re exigent, nec aliquid ab eis accipiant, excepto quod eis parentes, charitatis studio, sua voluntate obtulerint (Cf. Hincmar, Hérard de Tours, *id.*, p. 125, 779).

(2) Pertz, *Leges*, I, 419, 521.

(3) Imbart de la Tour, *De Ecclesiis Rusticanis ætate Cærolingica*, p. 36.

(4) Lœning, *Geschichte des deutschen Kirchenrechts* (t. II, p. 243).

Il est intéressant de suivre pas à pas cette masse d'hommes des champs barbares dans leurs efforts pour obtenir une église, un prêtre, et s'organiser en paroisse. On y voit en même temps de quelle volonté elle est déjà capable au temps de la dynastie carlovingienne : un texte rapporté par Pierre de Marca nous donne sur ce point de précieux renseignements (1). Il s'agit de l'érection d'une église à Baltarga, communauté d'hommes libres dans le comté de Cerdagne, qui, en l'année 890, appelle l'évêque d'Urgel à la consécration de son édifice, et lui demande de le mettre sous l'invocation de saint André. Devant l'évêque, les paroissiens font don à l'église d'un cimetière de trente pas de carré, des dîmes, et des prémices, et s'engagent aux oblations et aux frais de luminaire ; puis, les plus insignes d'entre eux donnent à leur tour quelques vignes et quelques champs. L'évêque alors baptise l'église, la consacre, délimite son territoire, et lui nomme un prêtre qui sera chargé de desservir en même temps la paroisse voisine de Saint-Martin de Say. Telles étaient les solennités qui accompagnaient ordinairement la consécration d'une église. Mais ici, les choses se compliquent ; une querelle survient entre les paroissiens de Baltarga et ceux de Say, les uns comme les autres étant désireux d'avoir le prêtre à demeure dans leur village, quitte à ce qu'il s'en aille tous les jours desservir la paroisse voisine. L'évêque et les nobles du comté interviennent, of-

(1) Marc Hisp., p. 824.

frent leur arbitrage, et pour le faire plus sûr « *talem consilium invenerunt ut acciperent quatuor probos homines de Say et quator probos homines de Baltarga, ut cum illis et in potestate illorum consilium hujusmodi facerent* ».

Le conseil des arbitres ainsi composé partage les prétentions des parties, et ordonne sagement que le prêtre desservant habitera Say de la veille de la saint Jean-Baptiste à la veille de Noël, et Baltarga de la veille de Noël à la veille de la saint Jean-Baptiste suivante. « *Hàc Auderius presbyter et sui successores... maneant, sicut superius est ordinatum in potestate prædictorum proborum hominum, in perpetuum.* » Les paroissiens de Baltarga et de Say avaient d'ailleurs le droit de se montrer susceptibles : dans l'Empire Frank, un capitulaire de Louis le Débonnaire avait ordonné « *ut unaquæque ecclesia suum presbyterum habeat, ubi id fieri facultas providente episcopo permiserit* ».

Le texte que je viens de citer prouve que c'étaient les *vicani* qui prenaient l'initiative de la construction de l'église. L'affaire était naturellement de celles qu'il fallait délibérer en conseil. La résolution une fois prise, on ne sait s'il ne lui fallait pas une sanction avant de devenir exécutoire. Un concile de 813 (1) avait décidé qu'aucune relique ne pourrait être déplacée sans autorisation de l'empereur, ce qui revenait en fin de compte à exiger cette autorisation préalablement à toute consécration d'église. Mais en fait l'autorisation de l'évêque

(1) *Concilium Maguntinum*, c. 51.

suffisait. Vers le X^e siècle, les comtes commencèrent à s'occuper de l'érection des églises. Un texte de Marca (1) nous montre un évêque consacrant une église « *cum assensu et voluntate ejusdem comitatus principis* ».

Les paroissiens qui étaient intervenus pour faire autoriser et pour construire l'église devaient encore se concerter pour la doter. A toute église naissante, il fallait son *dotalicium*, de quotité variable suivant les pays : en Italie, le manse ecclésiastique devait comprendre au moins douze bonniers de terre et deux serfs. Le capitulaire *de partibus Saxonie* déclarait que les paroissiens de chaque église lui devaient deux manses de terre et deux esclaves par cent vingt hommes (2). Ces biens de la paroisse, augmentés des dîmes, des offrandes et des oblations, n'étaient d'ailleurs pas gérés par les habitants ; le système des marguilliers était encore inconnu. C'était le curé lui-même qui avait le gouvernement de toutes ces richesses (3), c'était lui qui louait les terres, qui partageait les dîmes sous l'œil des paroissiens. S'il se tirait mal de sa gestion, si la paroisse s'appauvissait, s'il en fallait venir pour la soutenir à des contributions extraordinaires, les paroissiens ne pouvaient s'en prendre qu'à eux-mêmes. Car, du moins dans les communautés libres, le prêtre ou *recteur* était la créature des paroissiens ; c'étaient eux-mêmes qui

(1) *Marc. Hisp.*, p. 860.

(2) C. 15 (Boretius, p. 69).

(3) Imbart de la Tour, *loc. cit.*, p. 48.

l'éalisaient, ainsi que le prouve un capitulaire d'Hincmar de Reims à ses archidiacres. « Si je suis éloigné, leur dit-il, investissez provisoirement le doyen qui aura été nommé, jusqu'à ce que la nouvelle de cette élection me parvienne, et que je la ratifie ou que je l'annule (1). » Dans le diocèse de Reims, un prêtre ayant été chassé de l'église un autre est installé « *reclamantibus parochianis ecclesiæ ipsius* » (2). On ignore d'ailleurs la manière dont se faisait cette élection et si les comices populaires étaient assemblés sous la présidence de l'évêque. Une fois le recteur choisi, l'évêque prévenu enquêtait sur sa vie et ses mœurs avant de l'ordonner. A l'ordination assistaient les habitants de la paroisse (3) ; c'est devant eux que l'évêque interrogeait le postulant sur sa culture et son passé ; puis il demandait aux assistants leur assentiment, et enfin ordonnait (4), après qu'à la demande de l'archidiacre les habitants en chœur avaient répondu : « Il en est digne ».

M. Imbart de la Tour, auquel j'emprunte presque tous ces détails, finit par d'intéressants renseignements sur l'esprit d'association dans les paroisses à l'époque

(1) Migne, t. 125, p. 803.

(2) Migne, t. 126, p. 648.

(3) « *Sacri canonî dicunt ut episcopus sine concilio clericorum suorum clericos non ordinet, ita ut civium conhibentium et testimonium quærat* » (*Hincmari adversus Hincmarum Laudunensem libellus*. Migne, t. 126, p. 563).

(4) « *Presbyter omnium voluntate omniumque consensu servorum Dei ordinatus* » (*Vita Sturmi*). « *Eligente eum clero et populo presbyter est ordinatus* » (*Gesta Aldrici*).

carlovingienne. De tout temps, les petites gens, les artisans de même métier, avaient cherché à se rapprocher en *collegia*, en *sodalitates*, vingt fois dissoutes par l'autorité impériale. Les *collegia tenuiorum*, sociétés pour l'enterrement à frais communs, avaient seuls été tolérés, et leur simulacre fut un des voiles sous lesquels se cachèrent les premières réunions chrétiennes. Parmi les Franks, l'esprit d'association se manifestait autrement. C'est à table qu'on fraternisait ; l'agape commune était la solennité essentielle des réunions. La fraternisation n'était, à ce que nous rapportent les textes sacrés de l'époque, pas sans inconvénient sur le moral des associés, trop violents, et trop ignorants des règles de l'abstinence. Il y eut des rixes, des querelles, même des meurtres. L'Église dut s'en mêler, interdire les réunions cénatoires sauf « *tantum... quantum ad auctoritatem et utilitatem atque rationem pertinet* », c'est-à-dire pour les entreprises d'oblations, de luminaires, d'obsèques ou d'aumônes. Le laïque qui contrevint à cette défense fut puni de l'emprisonnement. Mais le prêtre, l'homme éminent de la paroisse, invité comme tel à présider les tables, compromettait dans ces ébats son caractère sacré. On lui interdit la fréquentation des banquets clandestins sous peine de révocation. Quant aux autres, « s'il faut absolument se réunir... qu'on le fasse avec les exercices religieux, les admonitions ; qu'on brise le pain, qu'on boive chacun une fois, et qu'on retourne chez soi. Quand les prêtres assistent aux services anniversaires

ou à quelque *collecte*, qu'ils ne laissent pas boire en l'honneur des saints ou pour le salut de leurs âmes, qu'ils ne se laissent pas emporter à un rire immodéré, qu'ils ne se mettent pas à dire ou à chanter des futilités, qu'ils ne permettent pas qu'on exécute devant eux « *turpia joca cum urso vel tornatricibus* », ni qu'on porte devant eux « *larvas daemonum quas vulgo talamascos dicunt, quia hoc diabolicum est, et a sacris canonibus prohibitum* » (1).

Ainsi, avec la gaieté qui convient à un peuple jeune, parmi les ours, les jongleuses et les masques, se préparait bruyamment la révolution communale.

(1) Cf. Concile de Leptines (743), sous la présidence de saint Boniface, où l'on dresse une liste de trente superstitions, parmi lesquelles figurent les *convivia*.

CHAPITRE III

LA VILLA.

M. Guérard, dans son *Prolégomène au Polyptyque d'Irminon*, distingue deux espèces de villas, les *libres* et les *privées*. Les villas libres ne sont pas autre chose que ces manières de petites républiques dont nous avons tenté l'esquisse au dernier chapitre ; les villas privées sont les villas originaires, les authentiques villas. C'est en elles à leur tour que nous allons relever des caractères et des institutions qui serviront plus tard à l'évolution communale.

La villa libre était de conception toute germanique, la villa privée fut d'origine romaine. Aux derniers siècles de l'Empire, le territoire de la Gaule était fréquent en *latifundia*. L'invasion germane ne fit que leur donner quelques nouveaux maîtres. Le domaine impérial passa aux rois. Ils en disposèrent librement, y taillant des lots dont ils récompensaient le mérite de leurs compagnons d'armes. Pourtant le domaine crut entre leurs mains ; les sources d'alimentation n'y manquaient pas, confiscations, déshérences, réunions de biens sans maîtres, conquête surtout, dont, suivant la vieille loi germane, tous les profits étaient attribués au chef, sans

que l'on y distinguât un domaine public ou privé. Les rois franks se virent donc vite propriétaires d'un territoire considérable. A côté d'eux, les leudes profitaient de leurs munificences, acceptaient les dons de terres, réunissaient les terres données, commençaient à s'imposer parmi la région d'alentour. Les anciens sénateurs gallo-romains, à l'élan de cette prospérité reparue d'un coup dans la campagne, se souvinrent qu'eux aussi y possédaient des domaines, et pour faire leur cour aux nouveaux maîtres, s'en allèrent les habiter au plus vite. Leurs esclaves domestiques les suivirent, quittèrent le service de la maison pour le travail des champs, plus dur, mais plus libre. Dans l'immensité du domaine, les liens qui les rattachaient à leurs maîtres se détendirent, et à la place de l'esclavage, le servage naquit. Les moines enfin, dont la règle de saint Benoît venait de fixer la vie (530), se répandaient par la Gaule, recevaient de la prodigalité des rois de grands morceaux de terre, des bois indéfrichés, des marais déserts. Ils s'y installaient, assainissaient, abattaient, et bientôt une abbaye se dressait, centre de culture intellectuelle en même temps que de culture terrestre, dont le clocher commandait tous les champs et toutes les fermes d'alentour.

Laïque ou religieux, gallo-romain ou frank, le domaine du VI^e siècle présentait un caractère essentiel : il était *un*. Autour de l'abbaye ou de la maison centrale, les bâtiments communs se pressaient, remises, étables, moulins, granges, puis les huttes des serfs, les cabanes

des officiers domestiques ; au delà, il n'y avait que la terre. La villa n'était qu'un centre. Très considérable d'ailleurs pouvait être la population, très compliquée l'administration de ce centre. Cette administration, qui reste à peu près identique durant toute la période franke, nous est connue surtout par Charlemagne et son fameux capitulaire *de Villis*, qui fixe avec un soin méticuleux tous les détails de la gestion, de la comptabilité et de la police de chacun des domaines royaux. Ce qui y frappe d'abord et ce qui nous intéresse particulièrement, est la confusion dans les mains des mêmes agents de l'autorité publique et de l'office privé. Par un point au moins de leurs fonctions, presque tous les *ministeriales* sont officiers publics. Nous ne mentionnons pas l'infinité des petits préposés, gardiens des pressoirs, des brasseries, des écuries, fauconniers, ou *molendinari*. L'état major de la villa comprend trois membres, le *judex*, *vice dominus*, *præpositus* ou *advocatus*, le maire, ou *villicus*, et le *decanus* ou doyen. De ces trois officiers, l'un, le *decanus*, n'est qu'un maire partiel, le second, le *judex*, est un grand personnage, n'ayant généralement avec la villa que des rapports fortuits, le troisième, le *villicus* ou maire, est le seul qui puisse nous fournir matière à documents intéressants pour la suite des développements. C'était généralement, comme le *villicus* romain dont il était le successeur, un simple ouvrier de ferme (1), choisi pour son intelligence parmi la foule

(1) « Nequaquam de potentioribus hominibus majores fiant, sed de mediocribus qui fideles sint » (Capit. an 800, c. 60).

des serfs du domaine, qu'il était chargé de suivre et de surveiller quotidiennement. Ses fonctions, souvent fort humbles, étaient presque toutes celles d'un simple intendant : c'est ainsi qu'il devait « veiller à l'entretien des bâtiments, nourrir les porcs, prendre soin des chevaux, des jardins et des abeilles, défricher les terrains incultes, amender les terres cultivées, entretenir dans les forêts un *manse* royal garni d'habitants, avec des viviers garnis de poissons, planter des vignes et faire des vergers, distribuer la laine et le lin nécessaires pour la confection des serges et des toiles, faire porter le tout à la chambre royale (1) ». Quand bien même la mission du *villicus* aurait été bornée à ces attributions d'ordre purement privé, il aurait déjà été très intéressant de voir un simple serf de la villa choisi par son seigneur comme chef des travaux de ses compagnons de glèbe, partant comme responsable d'eux. Cette idée-là, comme nous le verrons plus tard, fut toute l'origine des municipalités rurales. Mais les *villici* de Charlemagne n'étaient pas que des intendants. Il y avait longtemps, à l'époque où fut écrit le capitulaire de Villis, que la loi Wisigothe leur avait reconnu droit de police rurale, parfois presque de juridiction. C'était à eux que l'on dénonçait l'arrivée des serfs fugitifs (2), c'étaient eux qui étaient chargés de faire restituer aux Romains les *tertix*, ou tiers des terres dont ils auraient été dépouillés par les

(1) Capit. an 800.

(2) L. Wisig., IX, 1, 8, 9.

Goths (1). Un serf étant accusé de crime, à défaut du maître, c'était à l'intendant de le produire en justice (2). Par toutes ces attributions, les *villici* Wisigoths étaient des officiers publics. M. Guérard (3), qui est le premier à adopter cette conclusion, ne croit pas qu'on puisse l'étendre aux *villici* franks, cantonnés selon lui dans les pures attributions de l'intendant. Ce n'est pas l'avis de M. Serrigny (4) et de M. Beugnot (5) qui, étudiant tous les deux l'organisation de la villa au point de vue des origines municipales, argumentent d'une manière générale. M. Savigny fait remarquer que les *judices*, agents supérieurs de la villa, et qui y exerçaient sans aucun doute toutes les fonctions de police et de justice, étaient en même temps chargés par Charlemagne de toutes les attributions privées qui sont du ressort de l'intendant (6) ; de cette confusion entre les fonctions publiques et privées dans les mains du *judex*, on peut conclure que le *major* ou *villicus*, agent subalterne, cumulait en sous-ordre les attributions de l'une et de l'autre nature. C'est donc au *villicus* que l'on appliquera ces textes

(1) *Ibid.*, X, 1, 16.

(2) *Ibid.*, VI, 1, 1. Un texte de la même loi ajoute qu'il est défendu aux *villici* de lever des tributs en leur nom, ce qui tendrait à faire croire qu'ils étaient chargés d'en lever au nom de leurs maîtres.

(3) *Prolég. au Polypt. d'Irm.*, p. 445.

(4) Serrigny, *op. cit.*, p. 163.

(5) Beugnot, *op. cit.*, *Revue française* d'octobre 1838.

(6) Capit. de Villis : ils président au labourage, moisson, fauchaison, achètent les provisions de bouche, perçoivent les poulets et les œufs, etc.

du capitulaire de Villis où il s'agit de la contrainte, de l'arrestation, de la mise aux ceps des serfs récalcitrants. C'est lui aussi que l'on pourra croire visé par les chapitres 29, 52, 53 du même capitulaire. « Que chaque juge fasse droit aux plaintes de nos hommes afin qu'il ne leur soit pas nécessaire de se déplacer pour nous apporter leurs doléances ; qu'il ne leur laisse pas perdre par négligence le temps qu'il doit employer à nos services... Nous voulons que les juges aient pleine et entière compétence sur nos fiscaux, c'est-à-dire sur nos esclaves et nos ingénus, et sur les différentes personnes qui demeurent dans nos fises et villas... Que chaque juge tienne fréquemment audience, rende la justice, et fasse en sorte que nos familles vivent en paix... Qu'il ait soin que nos hommes ne deviennent ni voleurs ni sorciers... »

Telle était l'organisation d'une villa royale. Comme dans l'administration de la commune champêtre, nous y trouvons des traces certaines d'un pouvoir municipal. Mais ici, la remarque est autrement précieuse que tout à l'heure, parce que le pouvoir dont il s'agit est reconnu officiellement par le pouvoir central, parce qu'il est l'intermédiaire entre ce pouvoir central et la masse des serfs.

Les villas ecclésiastiques et seigneuriales s'administrèrent sur le modèle des villas royales. Rien de plus naturel quant aux attributions purement privées des intendants, dont l'originale villa gallo-romaine offrait le modèle. Rien de plus certain aussi pour les attribu-

tions publiques : le roi, propriétaire et souverain, avait pu déléguer sur ses terres sa justice à ses domestiques. Les leudes et les abbayes étaient déjà propriétaires, de multiples concessions d'immunités les firent souverains. Ainsi se constituèrent sur le sol frank une multitude de domaines privés, fermés, presque autonomes, entre lesquels se trouvèrent bientôt écrasées les communautés primitives d'hommes libres.

La vieille pratique de la recommandation, l'ardeur d'un sang guerrier, avaient d'abord attiré les hommes du peuple vers les leudes des domaines voisins. D'autres, plus pacifiques, s'étaient captivés aux facilités de labour qu'offrait le sol des villas ecclésiastiques. Ce que le bon gré avait commencé, la violence le continua. A mesure qu'ils s'accroissaient, les domaines seigneuriaux s'imposaient davantage. L'insécurité du pays, la multiplicité des guerres civiles, l'abus d'autorité des comtes et de leurs subordonnés, tous grands seigneurs de leur circonscription, suivant l'édit de Clotaire II de 615, précipitèrent le mouvement. A Mersen, en 847, le roi lui donnait une consécration officielle, Kiersy en fut la dernière période. Les communautés libres avaient été englobées dans les domaines voisins, les guerriers autonomes de la veille étaient devenus les tenanciers serviles du grand propriétaire. Ils ne s'en plaignaient pas ; la volonté avait joué le plus grand rôle dans ce changement de situation, qu'on discerne mal aujourd'hui à travers les déclamations des derniers siècles. On cite des

communautés qui payèrent pour devenir serviles (1), comme elles repayèrent plus tard pour redevenir libres.

Le village avait momentanément disparu, l'unité de domaine était la seule qui subsistât. Mais elle s'était faite trop vite, le mouvement avait été trop précipité pour que l'assimilation pût se faire dans le sein de l'organisme absorbant. Les communautés s'étaient *absorbées* dans la villa, elles ne s'y fondirent pas. Dès lors, le caractère de la villa changea radicalement. Elle était une, elle fut multiple. Son sol, démesurément accru, se hérissait çà et là de hameaux ou de bois. L'administration centrale perdit en force ce qu'elle gagnait en étendue, et les communautés, pour être asservies, n'en conservèrent pas moins une vie locale. Extérieurement, le nom même en avait disparu, ou du moins *vicus* ou *villa* étaient devenues synonymes, et l'on disait, pour désigner une situation géographique, « *in pago Oximense, in centena Corbonense, in villa quæ dicitur Pontis* » (2). Réellement, les communautés avaient conservé leur entité, elles étaient entrées dans le sein de la villa avec leurs mœurs, leurs usages, leurs jouissances communes, et ces usages et ces jouissances, jadis réglés par les hommes libres, se retrouvaient dans l'agglomération des serfs. La paroisse d'ailleurs vivait toujours, centre so-

(1) V. Laurière, Glossaire, v° *Sainteurs*. « Stephanus secundum consuetudinem imposuit super caput suum quatuor denarios, et per illos tradidit se sancto Martino » (Marmoutiers). *Esprit des lois*, XXX, 2.

(2) V. Beugnot, *op. cit.*

lide, autour duquel se groupaient et se maintenaient les vieilles traditions. Bien plus, ces communautés qui avaient été des milieux étroits et fermés, peut-être conservèrent-elles ce caractère sous la domination nouvelle. C'est ainsi que M. Flach explique le titre de *Migrantibus*, qui, suivant lui, ne s'est jamais appliqué à une communauté libre (1). Des textes d'ailleurs sont là pour nous montrer la persistance du même usage deux et trois siècles plus tard. M. Flach en cite deux, relatifs tous deux à l'abbaye de Marmoutiers ; dans le premier, qui est du XI^e siècle, la défense d'aliéner son fonds à qui que ce soit en dehors du village est absolue. Un siècle plus tard, elle se tempère, les *vicini* n'ont plus qu'un droit de préemption ; faute par eux de l'exercer, le propriétaire reste libre de vendre à qui bon lui semble (2).

(1) M. Flach argumente des deux mots *super alterum* qu'il traduit par *in villa aliena*, c'est-à-dire, selon lui, par « dans un domaine étranger ».

(2) « Hoc quoque antiquitus statutum et hactenus est observatum, ne quis hereditatem suam, ex fundo inquam hujus monasterii, alios sicut quocumque pacto offerre queat... Qui tamen voluerit compari suo infra marcham venumdare poterit, qui justicias censuum reddituum atque servitiorum exinde solvat » (Meinhard II, abbé de Marmoutiers.— V. Schœpflin, *Alsatia diplomatica*, I, 226). « Si quis autem necessitate compulsus, hereditatem suam de fundo ecclesiæ venumdare voluerit, primo curie notificabit, que si emtioni cesserit, contribuli seu compari suo præbebit. Illis fortasse nolentibus, denuo curialibus significabit, et ipsis eodem modo dissimulantibus, non jam contribuli nec compari suo vel consocio, sed cujuscumque gentis homini voluerit, dabit, hac tamen cautione servata ut a curia investiat, omniumque justitiarum, servitiorum atque reddituum obnoxium se profiteatur » (Anselme, abbé de 1146 à 1154).

Sur ce domaine considérable, les agents seigneuriaux, *judices* et *villici* sont restés les mêmes, leur nombre n'a fait que croître. Mais dans l'organisation nouvelle, ils se trouvent plus isolés, plus libres d'eux-mêmes. Chaque maire habite un village, il y est souverain, il y perçoit l'impôt, il y rend la justice au nom du maître. Des *judices* en tournées viendront bien de temps en temps vérifier son administration, mais la crainte en est lointaine, et il a de longs jours à sa discrétion pour venger sa contrainte d'un moment. En même temps, un malaise général commence à peser sur l'empire, l'unité se rompt, la période des guerres civiles se rouvre. Le maître quitte sa villa pour l'armée, la surveillance des *judices* se relâche. Le moment est propice aux maires pour relever la tête. « Ils commencent à porter des armes polies, apprennent à sonner de la trompe autrement que les autres vilains, élèvent des chiens pour chasser d'abord le lièvre, ensuite le loup, enfin l'ours et le sanglier (1) ». Deux siècles encore, et les descendants de ces apprentis chasseurs chasseront l'homme. La première génération de ces *villici* ou *maiores* est totalement perdue pour la liberté des communautés qu'ils écraseront tout à l'heure au contraire de leur récent éperon de chevaliers. Mais la tradition reste après eux ; les maires du XII^e siècle, nés trop tard pour croître, bor-

(1) « Quia servi, si non timent, tument ». Ce passage si significatif est cité dans le Prolégomène par M. Guérard, qui l'attribue à un historien de Saint-Gall du début du XI^e siècle.

neront leurs efforts au développement des libertés locales.

Aux guerres intestines vient se mêler le péril étranger. Les Northmans, apparus pour la première fois à Charlemagne mourant, ravagent les côtes, remontent les fleuves, pillent et brûlent tout sur leur passage. Les Sarrasins alternent avec eux vers le sud, et bientôt les Hongrois suivront. L'organisation vaste et débonnaire de la grande villa ne tient pas à ce flot d'agresseurs. Les maîtres sont rentrés sur leurs domaines, mais pour s'y retrancher dans des châteaux-forts. Les abbayes se crénelent; sous les tours les vassaux se serrent. Le vaste territoire se divise, chaque communauté reprend, sinon son indépendance, du moins sa vie à part. Le seigneur ou l'abbé, impuissant à surveiller de si loin tant de vitalités diverses, traite avec ses agents serfs d'hier, qui deviennent ses vassaux. Le fonctionnaire délégué devient le seigneur local. Les inféodations et les sous-inféodations se succèdent, chacun s'efforçant d'obtenir, par une concession, une fidélité et un appui. Car à l'inverse de ce qui se passait cinquante ans encore auparavant, c'est du côté de la noblesse que se manifeste le désarroi. Les serfs, eux, ont depuis longtemps abdiqué toute préoccupation aux mains de leurs seigneurs. Il ne leur reste que l'inquiétude de vivre, les seigneurs souffrent celle de conserver. Leurs efforts et leurs calculs sont vains. En vain ils ont fait la part des circonstances, en vain ne pouvant maintenir, sur chaque coin de cette

terre qui a été leur, leur entière propriété, ils en ont sacrifié la jouissance utile, se réservant la directe avec tous ses privilèges. En bien des points, le lien de subordination se rompt, le vassal secoue le joug, les usurpations pullulent. De 866 à 1170, l'abbaye de Saint-Waast perd les neuf dixièmes de ses biens (1). « Surtout, s'écrie l'un des moines de l'abbaye en constatant cette ruine, nous vous donnons avis de ne rien confier à la foi ou plus justement à la perfidie des *villici* ou des laïques, c'est par eux que nous avons éprouvé le plus considérable des désastres ». Le cartulaire donne d'ailleurs de significatifs détails sur l'émiettement des biens de l'abbaye. Nous savons le détail des prestations dues par les *villici* restés fidèles au lien, l'importance de leurs charges, le nombre des hommes, l'étendue des terres qu'ils tiennent de l'abbaye et pour lesquelles ils rendent hommage lige (2). « L'ancienne villa, là où l'égrènement atteint son maximum d'effet, n'est plus qu'une division géographique ». Là où la cohésion ancienne semble encore se maintenir le plus, c'est-à-dire encore dans les villas ecclésiastiques, les cartulaires nous révèlent des luttes incessantes entre le maître et

(1) Cartulaire de Saint-Waast, p. 297.

(2) « Wichardus, homo legius Sancti Vedasti sub relevatione X librarum ; feodus ejus mansus, villicatio, tertia vero forisfactorum et foragiorum contra sanctum Vedastum, XXII menc. terre, XVII hospites, IX vavassores... Eustachius de Squavia, homo legius Wichardi, feodus ejus vavassor, h. legius Nicolaüs qui tenet de eo II hospites et XII menc. terre » (*Ibid.*, p. 271).

ses agents. Le cartulaire de Saint-Père de Chartres en est rempli : ce ne sont que maires vendus, battus, emprisonnés (1), presque indépendants pourtant, réussissant à ériger leurs offices en charges, atteignant l'hérédité. « Hugues de Corma tenait de la grâce et du bon plaisir de la vénérable Agnès, abbesse de Sainte-Marie, la prévôté de Corma. Ne pouvant avec bon droit en devenir propriétaire, il inventa un artifice perfide pour y arriver : il prétendit en effet tenir d'hérédité cette prévôté qu'il tenait en dépôt (2) ». En même temps, l'importance de leurs fonctions croît, leur compétence judiciaire, douteuse jusque-là, s'affirme (3), ce qui est logique, la difficulté des communications devant tendre à faire accumuler les pouvoirs sur la tête de l'agent local. Le maire est donc juge, et nous pouvons nous rendre compte de l'impartialité qu'il apporte à ses fonctions

(1) V. l'histoire du maire de Roinvilliers au *Cart. de St-Père*.

(2) *Cart. de N.-D. de Saintes*, II, 92.

(3) « Apud Amellam nullus habet bannum neque potestatem, nisi abbas Gorziensis, prepositusque suus et ministeriales sui, cum omnibus appendiciis. In tribus placitis annalibus et in aliis placitis per annum continuum, præpositus et villicus agent et finient; absque advocato, quæcumque ad placita pertinent. Omnis investitura fiet sub banno abbatis et præpositi et villici, nulla mentione advocati habita... Villicus bannalis quemcumque rebellem accipiet, per se et per suos et in cippum tradet, eum cogendo, donec justitiam exequatur, sine advocato, nisi forte necesse fuerit. In centena totius potestatis Amellæ, tam de fure quam de latrone et de aliis omnibus diffiniat villicus sine advocato, omnia secundum iudicium scabinorum ipsius curtis Amellæ. De leuda hominis interfecti solus villicus placitabit, accipiens ad opus abbatis leudam; advocatus nihil habebit inde, nisi invitatus fuerit » (*Charta Popponis*, 1095, *Hist. de Metz*, t. III, p. 400).

judiciaires en songeant que son salaire comporte le plus souvent une quote-part des profits du procès. Juge, chef de police, impositeur et percepteur, il se sent omnipotent, et son insolence est extraordinaire. « Un nommé Bodora, agissant au nom d'un maire, réclamait une villa du domaine de saint Bertin, nommée Calmonts. Comme il saisissait les bœufs d'un moine et que celui-ci les réclamait au nom de saint Bertin, « si ton saint Bertin, dit-il, était un bœuf, je le mettrais aussi sous mon joug (1) ».

La large unité de la grande villa a donc disparu pour faire place à un éparpillement de la propriété et de la souveraineté qui touche à l'anarchie. Le domaine que nous avons vu si triomphant, n'existe pour ainsi dire plus ; le village est redevenu l'unité, parce qu'il est toute la seigneurie. Ainsi il semble que l'on en soit revenu au point de départ de l'évolution, au moment où les Franks, traversant le Rhin, venaient former leurs faisceaux dans les forêts septentrionales. Rien de plus différent cependant de la communauté germanique que le village féodal. Les communautés primitives, issues du même mouvement, étaient toutes sœurs, toutes semblables. Entre les villages féodaux, la vie séparée, l'humeur du seigneur, les circonstances créent bien vite des différences de traitement, d'organisation, d'intérêts. Rien de plus multiple que la France au XI^e siècle, rien qui se prête

(1) XI^e siècle, *Cartul. de Saint-Bertin*, p. 190.

aussi malaisément à l'induction de lois générales. En même temps, la multiplicité des dominations et la diversité des intérêts, non contentes d'élever des barrières entre les groupements, les font ignorants et indifférents les uns des autres, et cet isolement se perpétuera durant plusieurs siècles, à la différence de l'isolement des communautés germaniques, fait de la légitime défiance du conquérant à peine établi sur le sol ennemi. Mais dans chacune de ces cuves fermées, les éléments, toujours identiques, vont s'amalgamer, puis fermenter, sous l'action des deux germes qu'y a laissés le souvenir de leur ancienne vie libre : la discussion des affaires locales par l'assemblée des chefs de famille, la représentation par un membre de l'agglomération auprès du pouvoir seigneurial (1).

(1) Il en a du moins été ainsi dans les communautés que l'égrènement territorial n'a fait que rendre à l'unité première. Mais il y en eut que l'intensité du mouvement d'inféodation coupa en plusieurs morceaux relevant de seigneurs différents, comme cette localité bretonne dont, au siècle dernier, les cinq cents âmes ressortissaient de quatorze maîtres (V. Ogie, *Dictionnaire de Bretagne*, I, 200). Pour celles-là, il fallut attendre que l'exemple donné par les autres et la prospérité qui s'ensuivit, décidât chacun des seigneurs à affranchir et à privilégier ses serfs de son plein gré. Quant à l'indifférence et même à l'antagonisme des villages relevant de divers maîtres, on en peut juger par les querelles qui ensanglantaient encore à la naissance de Jeanne d'Arc le village bourguignon de Marey et le village armagnac de Domremy, situés à deux lieues l'un de l'autre. « Hommes, enfants des deux bourgs ne se rencontraient pas sans s'attaquer. Maintes fois, Jeanne d'Arc avait vu ses trois frères revenir tout sanglants » (Duruy). Cf. ce village cité par Raoul Glaber (*Recueil des historiens de France*, t. X, p. 33) où deux factions se firent la guerre durant trente ans.

CHAPITRE IV

LE VILLAGE FÉODAL.

A la fin de la seconde race, les laboureurs étaient serfs dans presque toute la France (1).

Rien de plus dur en théorie que la condition du serf, rien de plus multiple aussi. On l'a caractérisée en quelques traits généraux, chevage ou taille annuelle, variant suivant le bon plaisir du maître, corvées pénibles, parfois barbares, incapacité de disposer de ses biens à cause de mort, interdiction de se marier ou de se fixer hors du territoire de la seigneurie, confiscation à la moindre infraction. L'imagination des rhéteurs a brodé sur ce thème les variations les plus sinistres. Il faut pourtant reconnaître aujourd'hui que presque toutes ces lamentations posthumes ont été dépensées en pure perte, et que, si par hasard quelques tyranneaux s'accordèrent

(1) V. Beugnot, *op. cit.*, *Revue française* d'octobre 1838. Dans le Midi, il est bien connu que les campagnes continuèrent bien longtemps le système de l'ancienne allodialité. On relève encore en pleine période féodale des petits alleux sur les frontières de l'Est et du Nord-Est, où une vie plus continuellement guerrière a fait les communautés plus fortes et plus unies. En Artois, un petit pays de quatre paroisses, l'*Alleu* prétendait encore en 1706 être exempté d'impôt par sa constante liberté (V. Bonnemère, *Histoire des paysans*, t. II, p. 142).

ça et là la jouissance de faire des martyrs, la situation matérielle de la grande majorité des serfs fut infiniment supérieure à ce qu'aurait pu faire attendre leur situation juridique. Là comme ailleurs, rien ne différa tant de la théorie que la pratique. Ce fut peut-être là un effet de la bénignité des seigneurs, ce fut surtout un effet de leur intérêt. Là où les châtelains féodaux ne furent pas des fous sanguinaires, leurs efforts durent naturellement tendre à faire prospérer ceux qui les faisaient vivre. Et si leur bon vouloir manqua quelquefois de douceur dans les procédés, il faut bien reconnaître aussi que la sensibilité était denrée rare alors, que les mœurs ignoraient toute considération de la personne, même blasonnée, et que personne ne songeait à se blesser d'une brutalité qui était réciproque.

Le premier fait qui frappe à l'examen des cartulaires où s'est conservée tout intacte l'existence quotidienne de ces petits milieux féodaux, c'est, contrairement aux théories *a priori* du XVIII^e siècle, la considération et l'intérêt que les seigneurs portaient à l'ensemble de leurs vassaux : par un paradoxe assez étrange, alors que le serf, envisagé individuellement, était presque inexistant, l'élan des mœurs et des institutions tendait au contraire à reconnaître à la collectivité une individualité, une unité, une vie. C'était elle vraiment qui était la *personne* en face du seigneur, elle qu'il envisageait ; à elle il concédait des privilèges hier, avec elle il devait traiter demain. Tous ses efforts tendaient à for-

tifier cette collectivité nourricière, ce qui dénotait une extrême compréhension de l'intérêt immédiat, une bien faible lucidité, au contraire, touchant l'avenir éloigné. Les communautés devaient finir par battre leurs maîtres ; au moins ceux-ci pouvaient-ils être conscients d'avoir fourni les armes qui les battaient. Toute l'économie du régime seigneurial est là : isoler la collectivité et l'endiguer pour éviter l'éparpillement et la déperdition de forces vives, renforcer par tous les moyens les liens unissant ses membres, en créer d'autres au besoin. C'est ainsi que l'interdiction du formariage, qui avait pour but d'éviter toute contestation entre les seigneurs touchant l'attribution du part, visait aussi la fusion des intérêts des cotenanciers par la multiplication des mariages communs : ainsi, peu à peu, le village devait finir par ne plus former qu'une vaste famille. Cette idée n'y était pas non plus étrangère que le seigneur voisin était le plus souvent l'ennemi, et que tout ce qui le fortifiait affaiblissait son rival. Par ce motif aussi le seigneur devait être poussé à être soigneux et ménager de ses serfs : chaque homme de la seigneurie étant à la fois un laboureur et un soldat, qui se fût passé la fantaisie d'exterminer ses serfs, se fût condamné du même coup à la défaite et à la famine. Rien de plus odieux non plus que la mainmorte strictement entendue ; mais les serfs trouvaient dans la *communauté* un moyen facile de s'y soustraire. Cette communauté de vie des serfs demande quelques explications. De tout temps l'humilité des pau-

vres gens avait fui les dépenses et cherché à réduire le coût de l'existence à la portion congrue. Pour ce faire, ils s'étaient souvent tassés les uns contre les autres dans quelques mesures, couchant sur la même paille, mordant au même pain, buvant au même pot. Ailleurs, la pénurie de leurs ressources les avait conduits à s'unir pour supporter la redevance d'une tenure et les frais de la culture des terres. Déjà, aux temps du Polyptyque, l'abbé Irminon notait sur les domaines de l'abbaye l'existence d'associations de serfs, tenant en commun le manse et les quelques bonniers concédés pour la culture, confondant leurs enfants, joignant leurs forces (1). Cette façon de vivre servait fort aussi les vues du seigneur qui y trouvait les agréments d'une culture plus intensive, d'une redevance mieux assurée (2). Chacun y trouvant son avantage, l'institution prospéra. Au XIII^e siècle, à Curei en Avranchin, c'était encore par groupes d'associés que l'abbé du Mont Saint-Michel comptait les redevances dues à son abbaye (3). En 1221,

(1) « Gisleboldus, colonus Sancti Germani, Ercamboldus, colonus et uxor ejus colona, nomine Gisa, homines Sancti Germani, habent secum infantes III his nominibus Saidra, Ercamberta, Hildegundis. Isti duo tenent mansum ingenuilem I, habentem de terra arabili bunuaria VIII, de vinea duas partes de aripennno, de prato aripennum I. Solvunt similiter » (Polyptyque d'Irminon, 2, 1, Brev. de Ganguiac. Cf. 4, 5, 6, 7, 13, etc. Au par. 36 est mentionnée une communauté de cinq ménages comprenant ensemble vingt-quatre personnes.

(2) V. E. Glasson, *Communaux et communautés dans l'ancien droit français*.

(3) « Sciendum est quod de dimidia masura ista, omnes illi qui associabunt equos ad carucam debent nobis auxilium ad tremeis et ad yvernages » (Reg. redd. du Mont Saint-Michel, folio 20, verso).

à Saint-Georges d'Hesdin, l'abbé et le chapitre concédaient des terres à un groupe de cultivateurs moyennant une redevance préalablement débattue entre eux (1). A la même époque, trois cotenanciers d'un individu nommé Renier faisaient don à Saint-Georges d'Hesdin des courtil, manse et meubles qu'ils possédaient en commun (2). La communauté de pain et pot survivait au servage ; au XVI^e siècle, elle était réglée parallèlement dans les coutumes libres et les coutumes serves, comme celles de la Marche (art. 153 sqq.) et de Nivernais (ch. 22, art. 5). Au siècle dernier, dans le centre, persistaient des communautés dont l'une, celle des Jault, avait son heure

(1) « Noverint omnes Christi fideles tam futuri quam præsentis quod dominus Bernardus, prior ecclesiæ Sancti Georgii Hesdiniensis, annuente capitulo, quibusdam hominibus de Aria eorumque heredibus quamdam terram in eodem castro ad jus ejusdem ecclesiæ pertinentem tamdiu jure hereditario possidendam tradidit, quamdiu in festivitate Sancti Remigii, quæ est in Kalendis octobris pro respectu ipsius terræ, scilicet pro unoquoque diurnali unum dot argenti, sicut inter eos statutum est, monachis ecclesiæ Sancti Georgii Hesdiniensis quotannis persolverint... Nomina igitur virorum cum quibus hæc pactio facta est et censum pactionis quantum quisque persolvere debeat subtitulamus : A. W. unum fertonem, J. de S. A. un. fert., W. S. 4 fert., R. 4 fert. et tres denarios, S. M. III los argenti, E. C. III fertones et dimidium, R. de B. 4 fert. R. de H. 4 fert. et dimidium, G. de B. XVIII den., W de B. VIII den. (Cartul. de St-Georges d'Hesdin).

(2) *Id.*, folio 35. « Eodem tempore, *participes* supradicti Raïnerii, scilicet Amobricus, Hugo atque Achardus tria curtilla cum appendiciis suis et unam mansionem quam juxta atrium *communiter possidebant*, et quicquid in atrio juri suo mancipabant, donabant ». Cf. Cartul. de Saint-Symphorien d'Autun, p. 39, r^o. « De manso Aletini et sociorum ejus statutum est... Pro mansis duobus quos Stephanus et socii ejus tenent... »

de célébrité. L'on dit qu'aujourd'hui les populations des petites îles d'Houat et d'Hœdic, voisines de Groix, pratiquent encore le régime de la communauté agricole.

Ainsi aidée des efforts de son contradicteur naturel, l'agglomération rurale ne pouvait tarder à développer sa vitalité. Elle le fit avec d'autant plus de vigueur que, féodale ou non, la société devenait plus civilisée, donc plus complexes et plus nombreux les champs ouverts à l'activité commune. Bien des vestiges d'ailleurs restaient de l'ancienne autonomie, qui devaient singulièrement faciliter cette évolution. Ce fut à eux que se rapportèrent les premières manifestations de la vie locale.

Les communautés primitives avaient transporté avec elles dans la grande villa leurs propriétés communales, singulièrement réduites, il est vrai, par la multiplicité des partages. A son tour, la villa avait formé un tout, mélangé de villages et de terres vagues, pâturages, bois et marais, à l'usage commun de ses habitants. Le faisceau de la villa rompu, chaque village aurait dû logiquement reprendre avec son individualité ses biens communaux dans l'état où il les avait apportés. Mais la modification de la situation politique et sociale ne le permit pas. D'après les lois barbares, le roi était souverain des terres qui n'avaient pas été individuellement appropriées. Quand la souveraineté se démembra, chaque seigneur se trouva à son tour maître politique de terres vagues situées sur le territoire de sa seigneurie. De la souveraineté à la propriété, il n'y avait qu'un pas,

qui fut franchi d'autant plus aisément que les communautés, annihilées, n'élevèrent pas le moindre obstacle (1). Elles étaient indifférentes d'ailleurs, peu soucieuses du titre auquel elles usaient des forêts et des pâturages, du moment qu'il leur était permis d'en user. Les seigneurs de leur côté étaient d'autant plus portés à l'usurpation qu'à côté de l'ambition militait en eux la passion de la chasse. Les droits des villages furent violés, les bois occupés, ceints de clôtures et travestis en réserves de gibier, le principe passa dans la jurisprudence et dans la coutume que la propriété des terrains vagues appartenait au seigneur (2). M. Aucoc, comme Rivière, pense que cette spoliation fut absolue. Les communautés rurales, privées, selon eux, de tous leurs biens antérieurs, ne conservèrent d'autre propriété que celle des droits d'usage concédés par les seigneurs durant la période féodale. Cette théorie semble trop exclusive. Des biens sont mentionnés dans des textes, dont les villages féodaux paraissent bien propriétaires : en 1148, les paysans de Blezey donnent à l'abbaye de

(1) V. Aucoc, *Traité des sections de communes*, p. 40. — Rivière, *Histoire des biens communaux en France depuis l'origine jusqu'au XIII^e siècle*, p. 382. — Dareste de la Chavanne, *op. cit.* — Clément, *Etude sur les Communautés d'habitants en Berry*, *Revue du Centre*, année 1892, p. 69.

(2) Papon, *Arrêts notables*, livre XIII. L'élan de la spoliation était d'ailleurs tel qu'elle se perpétua à travers les siècles, donnant matière entre seigneurs et communautés à luttes et procès continuels. Aux Etats généraux de 1484, le tiers état dénonçait encore l'impudence des seigneurs, qui enlevaient aux communes les bois, usages et pâturages dont elles jouissaient depuis un temps immémorial.

Saint-Vanne de Verdun « l'emplacement d'un moulin à l'extrémité de leur village, avec tout ce qui est nécessaire à l'exploitation d'un moulin, c'est-à-dire une chute d'eau et un déversoir, des pâturages et tous usages (1) ». Les habitants de Blezey sont bien propriétaires, puisqu'ils disposent : bien plus, il est extrêmement curieux de voir combien absolue est leur liberté de disposition, combien autonome leur assemblée, où la présence du seigneur ou du prévôt n'est même pas mentionnée.

En 1257, la charte de commune accordée aux habitants de Pontarlier leur reconnaissait formellement la propriété de biens communaux ; à la fin du XIV^e siècle, on procédait encore annuellement dans quelques villages des environs de Pontarlier à la répartition par experts des communaux (2). Sous Philippe le Bel, les paroissiens de Gorges et ceux de Baupte et de Coigny étaient en procès au sujet des communaux d'une portion du marais de Gorges ; vingt-quatre jurés attestaient que le bon droit était du côté des habitants de Gorges ; le 27 février 1281, leurs adversaires renonçaient à leurs prétentions par devant le bailli de Coten-

(1) *Cartulaire de Saint-Vannes de Verdun*, p. 62, r^o et v^o. Voici la fin du texte, curieuse par l'accord du commun qu'elle mentionne... « Laudantibus omnibus heredibus, hominibus et mulieribus, pueris et juvenibus, quod pariter omnes laudaverunt et guerpiverunt ad opus Dei et ecclesiæ Beati Witoni. Testes hujus traditionis fuerunt.. » De même en 1092, les habitants de Saorgio donnent à l'abbaye de Lérins l'église de Sainte-Marie avec ses dépendances (Haulleville, *Hist. des communes lombardes*, I, 214).

(2) Dareste, *op. cit.*, p. 138.

tin (1). A la fin du XIII^e siècle, le commun de Busc et celui de Saint-Martin du Bosc se disputaient des terres vagues nommées Calenges, que la cour du roi attribuait aux gens de Saint-Martin. Ceux-ci y faisaient immédiatement creuser du côté de Busc un large fossé, ce qui semble bien constituer un acte de propriétaire (2). D'autres communautés, sans que leurs droits fussent bien nettement définis, paraissent avoir exercé sur des terres vagues de très larges prérogatives, comme ces serfs de Saint-Palais, qui possédaient au XIII^e siècle des droits d'usage sur deux bois : sur l'un leur droit d'usage ne comprenait que la paisson des pores ; dans l'autre, ils pouvaient faire paître, couper le bois pour leur chauffage, leur clôture, leurs constructions et leurs autres besoins, et même vendre le bois coupé, pourvu que ce fût à une personne résidant sur le territoire de la justice (3). Là où le droit de propriété existait en faveur de la communauté, on peut généralement conclure qu'il venait de la période franke. Toutefois nous avons des exemples de donations de propriété faites aux communautés par leurs seigneurs ou par le roi. Un acte de 1403 mentionne « les communes dudit lieu de Brucourt, lesquelles communes contiennent environ III acres tant en bruyères, en prez que en marès, qui anciennement par-

(1) *Trésor des Chartes*, reg. LXIV, et Delisle, *loc. cit.*

(2) *Livre des jurés de Saint-Ouen*, folio 73, recto, et Delisle.

(3) La Thaumassière, *Coutumes locales du Berry*, p. 116, Olim, t. 2, p. 183, n^o XXXVIII, et Clément, *loc. cit.*

tirent du dit fief de Brucourt et furent anciennement données des antécresseurs et prédécesseurs du dit escuier au commun de ladite paroisse de Brucourt (1) ». Il en était de même de ces prés pour lesquels en 1071 les pauvres de Villa Oscada citaient devant le comte les hommes de Saint-Epvre. Dépossédés, disaient-ils, injustement, ils demandaient que l'on mît fin à cette violente rétention. Devant le comte, les hommes de Saint-Epvre affirmaient avoir reçu autrefois cette terre du comte Leudebalde et de l'avoué de Villa Oscada, l'avoir défrichée, avoir payé pour elle le cens annuel, l'avoir « tenue solidement sous les précédents comtes Raimbaud et Raynauld ». Six hommes de Saint-Epvre affirmaient ce dire sous serment, et le comte déboutait de leur demande les pauvres de Villa Oscada (2). En général, la masse des biens dont la communauté était propriétaire devait croître considérablement après son affranchissement. Quelquefois pourtant, le seigneur posait comme condition de l'affranchissement la renonciation à un bien communal. C'est ainsi qu'en 1279 Pierre de Saint-Palais et l'archevêque de Bourges, affranchissant la communauté de Saint-Palais dont ils étaient coseigneurs, s'attribuaient en propre la moitié du bois du même nom (3).

(1) *Archives nationales*, P. 307, n^o ciiij^{xxi}, et Delisle, *loco citato*.

(2) *Gallia Christiana, Instrumenta*, t. XIII, col. 47.

(3) « Medietatem totius nemoris de Sancto Paladio redigimus... ad forestam nostram propriam ». L'opération est faite du consentement des habitants (Clément, *op. cit.*, p. 78).

Ainsi la communauté servile pouvait être propriétaire, ce qui paraît assez incompatible avec la mainmorte et la taille à merci ; mais la simplicité de ces siècles primitifs n'hésitait pas à accoupler ces deux notions. C'était l'individu serf qui était taillé et mainmortable, c'était la communauté qui était propriétaire ; et ce n'était là qu'une des multiples manifestations de l'opposition entre l'individu, socialement inexistant, et la communauté centre de droits.

La propriété communale était une exception relativement rare ; rien ne fut si fréquent que les communautés usagères. Pour ces agglomérations rurales, l'usage des bois et des prairies était en effet une question de vie ou de mort : les prairies nourrissaient les bestiaux, les bois fournissaient à la fois le bois de construction, le bois de chauffage, la glandée pour les porcs (1). Aussi Philippe le Hardi, conférant des privilèges à la ville d'Aigues-Mortes, ordonnait-il à ses officiers de délivrer aux habitants des pâturages, une place et un marché, « les trois éléments de toute nécessité » (2). Cette nécessité n'échappa pas à la perspicacité des seigneurs, tous leurs efforts tendirent à conserver les droits d'usage déjà existants et à en créer d'autres. Durant la période féodale, la situation territoriale du village était donc à peu près celle-ci : toute la terre appartenait au seigneur ; il en réservait une partie pour son exploitation personnelle,

(1) V. à ce sujet le Répertoire de Merlin, v^o *Droits d'usage*.

(2) Beugnot, *op. cit.*

mettait l'autre aux mains des tenanciers, la troisième enfin était tenue commune ou vague, mais sillonnée de droits d'usage au profit de ces tenanciers (1).

D'autres droits d'usage pouvaient exister, issus de l'ancien domaine carlovingien et de sa dislocation. Les terres vagues de la villa avaient été exploitées en commun par tous les villages compris dans l'agglomération. Le jour où la villa s'émietta, chaque village conserva des droits sur les communaux communs (2). Les nouveaux seigneurs de villages, conscients de leur utilité, ne furent pas les moins âpres à maintenir sur eux les anciens droits de leurs tenanciers. Presque dans chaque contestation entre habitants touchant les usages communaux, on retrouve le seigneur derrière chacun des groupes en litige. Les contestations entre les villages de serfs et les villages d'alleutiers sont particulièrement intéressantes. C'est à ces villages-là aussi que les seigneurs s'attaquent le plus volontiers, d'abord parce qu'il n'y a

(1) André Réville, *Les Paysans au moyen âge*, *Revue internationale de sociologie*, année 1893, p. 764. La part du seigneur se restreignit considérablement, à mesure que, le commerce se développant, on trouvait plus de facilité à vivre. Au Xe siècle, les seigneurs devaient être nourris par leurs terres, sous peine de mourir de faim. Au XIII^e siècle, ils se débarrassent des soucis d'exploitation personnelle et divisent leurs réserves en nouvelles tenures.

(2) Flach, *op. cit.* *Cartulaire de Marmoutiers pour le Vendômois*, f. 25, v^o, colonne 2. « Est et alia.. terre totius descripte superius antiqua consuetudo, quam simili modo ego quoque concessi, id est ut eam habitantes omnes, tam dominantes videlicet quam subditi, ad universas proprias usus edificationis scilicet constructionisve cujuscumque vel foci ex sepedicta silva sumere non vetentur » (1069 charte, du comte Geoffroy d'Anjou).

personne pour en soutenir la défense, ensuite parce qu'ils les considèrent comme des monstruosités dangereuses, parce qu'une place enfin y est vacante qui agréerait à leur ambition. Ces luttes sont très fréquentes dans le Midi, particulièrement dans le Midi Gascon, où l'allodialité a laissé de nombreuses traces. En 1027, les alleutiers du village de Paliéroles réclament comme alleux leur appartenant en propre des prés et pâturages relevant du monastère de Sancta Maria Rivepollensis et appartenant au village d'Agin. Ces droits qu'ils réclament, ils les exercent même par avance matériellement, malgré la résistance armée des habitants d'Agin et de leur prévôt. Il faut qu'arrive Guitard Miro, mandataire de l'abbaye, qui sous couleur de rendre justice aux deux partis force les alleutiers à renoncer à leurs prétentions, et à s'écarter de ces lieux, « *ubi cruces sunt qui in salibus antiquissimis fuerunt, ac XX et amplius petras ibi fixerunt* (1) ». Les alleutiers ne sont pas les seuls à sentir les

(1) *Cartulaire de Roussillon* (Alart), n. 32, p. 49, 51.— Ces alleutiers se sentant constamment menacés (V. Flach sur les démêlés de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille avec les villages voisins), prennent le parti de se liquer les uns avec les autres, ce qui constitue une protection sans pouvoir devenir un danger. Chacun des alliés se fortifie : « Stephanus domum quamdam quam pater secus ad subtectanda pecora sua.. ædificaverat, munitionem fecit, vallo et fossa clausit, turribus ligneis et propugnaculis firmavit » (*Cartulaire de Savigny*, p. 480). « Mansum ubi T.. manet, cum ipso castello » (*id.*, p. 102). Ces associations renforcent les liens entre villages, et maintiennent l'esprit guerrier. Nous en trouvons un exemple en Languedoc : en 1192, le chapitre de Saint-Etienne de Toulouse fait alliance avec un certain Pierre Urset et son fils Vidal pour la mutuelle défense de leurs propriétés situées dans la banlieue de Tou-

effets de l'humeur jalouse des seigneurs. La piété elle-même cède à l'intérêt. En 1219, Robert de Saint-Valery et ses hommes de Saint-Aubin-le-Sauf déniaient à l'archevêque de Rouen le droit de défricher une partie de la forêt d'Alihermont, où ils ont des droits d'usage. En 1220, charte émanée d'eux tous : « Qu'il soit porté à la connaissance de tous... qu'alors que moi Robert de Saint-Valery et mes hommes, nous avions une contestation avec Robert, archevêque de Rouen, au sujet des terres qu'il avait défrichées et qu'il voulait défricher dans sa ville neuve située entre Saint-Aubin et Avremont, terre que nous disions ne pouvoir être défrichée à cause des droits d'usage et autres coutumes que nos hommes et nous avions en la forêt d'Alihermont, enfin, acquiesçant aux conseils des bons hommes, nous renonçons totalement à ladite contestation... sauf les usages et coutumes que nous et nos hommes avons en la forêt d'Alihermont à cause de notre ville de Saint-Aubin (1). » (L'on ne peut mieux exprimer que les droits d'usage sont venus au seigneur par le village et non au village, par le seigneur.) En 1214, Philippine de Gravelle, sollicité par

louse. Pierre Urset se trouve particulièrement chargé de la défense de propriétés considérables sur la route de Comminges. Ces biens sont assaillis par un officier de Richard Cœur de Lion à la tête de huit cents chevaliers navarrais, mais Pierre Urset par crainte bat en retraite, et la place tombe, ce qui amène une poursuite judiciaire du chapitre contre Pierre, la paix survenue (V. *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 3^e série, t. II, 1861).

(1) *Cartulaire de Philippe d'Alençon*, folio 343, recto. Cf. Delisle, *op. cit.*, chap. des *Affranchissements et communautés*.

les chanoines d'une communauté voisine de leur accorder droit d'usage dans les herbages où ses hommes mènent déjà leurs bestiaux, déclare n'y consentir qu'à la condition par les chanoines d'accorder à leur tour droit d'usage aux hommes de Graville dans leurs propres pâturages, aux temps où ils ne seront pas en défens (1).

Les seigneurs ne se contentaient pas de défendre les usages déjà existants, ils en créaient d'autres, ils en distribuaient sur leurs terres avec une incontestable libéralité. En 1278, Ithier de Magnac, affranchissant Gournay et Buscières d'Aillac, confirmait aux affranchis les droits qu'ils exerçaient autrefois sur ses terres. Cet exemple était suivi dans l'affranchissement de Fer et de Montchevrier en 1304, de Charon, Fresne et Rinjart en 1305 (2). Rien n'était plus variable que l'étendue de ces usages, souvent soigneusement délimités : c'était parfois un simple droit de pâture, avec réserves pour certaines espèces d'animaux comme les chèvres, qui causaient des dégâts plus considérables ; parfois un droit de prendre le bois pour le chauffage et parfois même pour la construction. Parfois enfin on va plus loin : Guillaume de Lignières accorde en 1268, à ses hommes, sur ses bois de Privie et Lignières plein et libre usage « *ad suam voluntatem plenarie faciendam* » (3). Dans les rotules colongers étudiés par l'abbé Hanauer, on trouve mention d'un

(1) *Cartulaire de Graville*, 117 r°.

(2) *Archives de l'Indre*, E. 391, et Clément, *op. cit.*, p. 305.

(3) La Thaumassière, *Coutumes locales du Berry*, p. 195.

droit d'usage exercé par les colongers de Sündhofen un jour par an dans le bois de leur seigneur : ils ont droit d'y ramasser des branches mortes plein leur attelage de labour, mais il ne faut pas que la charge de l'attelage soit telle qu'il faille un élan aux chevaux pour l'enlever, sinon ils paient 30 schellings d'amende ; si la voiture se rompt sous le poids, ils sont frappés d'une amende identique (1). La concession de prise de bois est souvent limitée au *bois mort* et au *mort bois* (2) ; le premier est le bois tombé ou séché sur pied, le second le bois de peu de valeur. On délimite aussi parfois la manière dont les usagers auront le droit de couper ce bois. Une minutieuse charte de Philippe le Long est relative à un droit d'usage concédé par Philippe le Bel dans la forêt de Breteuil aux habitants d'une bourgade des environs. Ce droit ne comprenait au moment de la concession que la faculté de prendre « le bois sec sur pied et le bois vert gisant », mais cela « *sine ferramento seu instrumento ferreo* ». Les habitants représentent à Philippe le Long que leur droit ainsi limité « *fore modicæ utilitatis* », qu'il ne lui en coûterait guère de leur permettre l'usage d'outils, ainsi que l'ont bien des usagers de forêts royales ; ils s'engagent enfin, pour le cas où le roi étendrait la concession, à payer une redevance supérieure. Philippe concède cette extension avec toutes les formes. Mais les habitants, leurs femmes et leurs enfants ne pourront

(1) Hanauer, *Les paysans de l'Alsace au moyen âge*.

(2) Clément, p. 372.

entrer dans la forêt « *nisi per solita publicaque quemina* » et pour éviter une trop facile tentation, les habitants de la forêt entoureront la bourgade, du côté de la forêt, de claies et de haies dont les matériaux leur seront fournis par le châtelain et par le forestier (1).

Nous venons de voir les habitants de Breteuil s'engager à payer une redevance supérieure au cas où le roi consentirait à étendre l'usage. C'est qu'en effet presque toutes ces concessions étaient onéreuses ; la générosité, intéressée d'ailleurs, du seigneur, était d'autant moins méritoire qu'elle était stipendiée. L'indemnité était le plus souvent très minutieusement fixée. En 1258, des villageois de quatre bourgades normandes réclamant des coutumes qu'ils prétendaient avoir exercées autrefois, rappelaient qu'au temps de l'impératrice Mathilde ils payaient « *pro vacca, pro bove, pro porco, pro quolibet, unum denarium ; pro ovibus et pro equo, nihil* ». Tout possesseur d'un chariot payait un pain et une mine ; toutes les redevances se payaient à Noël (2). Ces redevances usagères étaient tellement passées dans les mœurs que Beaumanoir en arrivait à les déclarer essentielles. Le village des Haies réclamant contre Pierre de Thiémy un droit d'usage qu'il prouvait avoir exercé « de si lonc tams come il povait souvenir à memore d'omme », Pierre de Thiémy faisait tomber la force de cette longue possession en prouvant à son tour « que de tel uzage

(1) 1319, *Trésor des chartes*, LIX, n° Xviiij.

(2) Olim, I, 56.

ne li rendoient chens, rentes, ne redevances (1) ». De même (2), les hommes de Saint-Audemer « *petentes pasturam feodalem a leprosis, dixerunt quod si averia sua non irent in pasturam nullum redditum facerunt leprosis* ». Ce sur quoi il fut jugé : « *Quod quando cognoscebant quod inde non faciebant aliquod redditum, et homagium... non debebant habere pasturam illam* ». Ces redevances n'étaient d'ailleurs pas très lourdes, surtout pour les ecclésiastiques, qui bénéficiaient toujours d'une grande révérence. Les prêtres ayant droit d'usage dans la forêt de Conches en Normandie soldaient leur dû en disant chaque année chacun trois messes au château de Conches et en donnant chacun un pain pour les pauvres. Sur le domaine de Cuxham près Oxford, le Prieur de la Sainte-Trinité de Wallingford jouissait d'un droit d'usage sur six acres, sans autre obligation que de dire des prières pour le repos de l'âme du donateur (3). D'autres redevances usagères, toutes laïques celles-là, sont trop célèbres pour être rapportées ici, comme celle du porc enrubanné et celle de la guirlande de roses qui s'en allait orner aux jours de fêtes le chef du seigneur (4).

(1) Beaumanoir, t. I, p. 344.

(2) Léchaudé d'Anisy, *Magni Rotuli Scaccarii Normanniæ*, p. 138.

(3) Réville, *op. cit.*, p. 834.

(4) Cette redevance de la guirlande de roses fut d'ailleurs fréquente aux temps féodaux et se prolongea parfois bien au delà. A Péronne, l'usage s'était établi depuis 1415 « que le tenancier d'un terrain communal sis au haut de la rue du Noir Lion près de l'église Saint-Fursy offrit au mayeur une couronne de roses vermeilles qu'il portait aux grands jours » ; en 1718, on trouve encore aux

D'autres droits existaient au profit commun des villageois : nous voulons parler de la *vaine pâture* ou *banon*, permise sur les terres non closes après la récolte des moissons. Nous en avons déjà touché quelques mots à propos des communautés germaniques. La vaine pâture était réglée différemment suivant les pays. Le coutumier de Normandie n'admettait point de *banon* pour les chèvres « qui manguent les bourgions des vignes et la croissance des arbres », ni pour les porcs « qui fouysent les prés et les terres semées », ni pour « toutes autres bêtes malfaisantes » (1). Avec la *vaine pâture*, il ne faut pas confondre la *pâture*, qui n'était qu'un droit d'usage tel qu'il s'exerçait sur les biens d'un seigneur ou d'une communauté étrangère. Enfin les communautés serviles exerçaient parfois des droits sur les *terres hermes et vacantes*, c'est-à-dire sur les biens abandonnés par leurs propriétaires ou dont les propriétaires étaient morts sans laisser d'héritiers. Il ne paraît pas qu'elles aient joui du droit de chasse ou du droit de pêche, reconnus plus tard à quelques communautés libres, ou consenties comme des appâts par les seigneurs fondateurs des villes franches (2).

archives une note relative à une couronne de roses vermeilles portée par le mayeur à la procession du Saint-Sacrement (Jules Dournel, *Hist. gén. de Péronne*, p. 421).

(1) *Ancien coutumier de Normandie*, f. c., v°.

(2) Sic d'Ebbes de Charenton fondant la ville franche de la Perche, d^e Guillaume de Lignièrès. V. Clément, *op. cit.*, p. 379 et 380 ; La Thaumassière, *Coutumes locales*, p. 493 ; Lapoix de Fréminville, p. 430.

Presque tous ces droits d'usage et de propriété nous sont connus soit par les chartes de concessions, soit par les procès-verbaux des arbitrages ou des sentences judiciaires auxquelles ils donnèrent lieu. Les communautés serviles plaidaient-elles donc ? Que les agglomérations rurales aient plaidé à la fin du XIII^e siècle, c'est bien évident. Mais les textes ne nous font pas défaut pour prouver que, dès avant, le servage de leurs membres n'a pas fait obstacle à leur représentation en justice. Les textes prouvent plutôt leur aptitude à ester en jugement qu'ils ne les montrent en passe d'ester, car, ce qui donne une bien médiocre idée de la confiance qu'inspiraient alors les justices régulières, presque toutes les contestations se terminaient par des transactions ou des arbitrages. Nous avons pourtant eu tout à l'heure, dans la querelle des pauvres de Villa Oscada et des hommes de Saint-Epvre, l'exemple d'un procès suivant son cours normal. En voici un autre : « Sur la terre commune située aux confins de Hauteville et d'Aqueductus, ce dernier village appartenant à Saint-Etienne de Dijon, les hommes d'Aqueductus possèdent droit de pâture et d'usage forestier. Les seigneurs de Hauteville contestèrent cet usage. Mais les hommes d'Aqueductus l'affirmèrent, et pour mettre fin à la contestation, ils s'en allèrent à Dijon, à la cour du duc, où les contradicteurs susdits retirèrent leur contradiction et reconnurent aux hommes d'Aqueductus droit de pâture et de bois mort sur n'importe quel arbre » (1).

(1) *Cartulaire de Saint-Etienne de Dijon*, année 1128.

Rien de si fréquent au contraire que les transactions entre les communautés serves et leurs seigneurs. En 1266, le chapitre de Notre-Dame de Paris affranchit ses serfs de la Châtaigneraie ; or, voici la transaction que passaient dès le 24 septembre 1262 la communauté serve et les chanoines : « Une contestation s'est élevée entre nous, et les hommes ou la communauté du village de la Châtaigneraie, tous hommes ou hôtes du chapitre de Paris. Le motif de la contestation était que ces hommes et hôtes, ou communauté, disaient être et avoir été de temps immémorial en possession du droit d'aller paisiblement, le premier jour de mai, « *ad mayum colligendum in memoribus nostris* ». La communauté prétendait aussi avoir droit de faire paître ses moutons dans les bois du chapitre. On transigea sur le tout ; par la transaction, la communauté renonçait au pâturage moyennant quarante livres parisis « *in utilitatem dicte ville de Castanets convertendas, prout sibi melius videbitur expedire* », l'autre usage lui était reconnu (1).

Les contestations entre les paysans et leurs seigneurs ne portaient pas que sur les droits d'usage ; à mesure que la liberté se faisait plus grande, ils osaient discuter les droits prétendus sur eux, et la difficulté soulevée n'était le plus souvent aplanie que par des concessions réciproques. Ce fut surtout dans le cours du mouvement communal que les contestations se produisirent ; les paysans prétendaient avoir été affranchis, les seigneurs au

(1) *Cartulaire de N. D. de Paris*, tome II, p. 117.

contraire persistaient à revendiquer leurs anciens droits féodaux. En 1331, les habitants d'Ahuy, dépendant de Saint-Etienne de Dijon, se prétendaient abonnés à cent livres de taille par an, l'abbaye voulait exercer comme par le passé son droit de taille à merci. Quatre prud'hommes furent élus le jour de la Saint-Barthélemy, deux par les habitants, deux par l'abbaye, qui durent d'un commun accord exercer les droits contestés (1). Les habitants de la Berthemont se prétendaient francs, les religieux de Massay les disaient serfs et taillables à merci. Une transaction fut passée, à laquelle participèrent sept habitants en personne et seize par procureurs, et par laquelle l'on convint d'un abonnement de cinq sous par tête (2). A Déols, en 1257, même controverse, sept procureurs représentent la communauté. En 1562, une transaction était passée devant notaire entre les procureurs de quatre paroisses et le procureur de leur prévôt, touchant les franchises prétendues par les uns et niées par l'autre (3).

Qu'était-ce donc que ces prudhommes dont la magistrature populaire s'improvisait à Ahuy parallèlement à l'autorité du prévôt? Qu'étaient-ce que ces procureurs à qui l'on déléguait l'exercice des revendications? Nous avons vu autrefois apparaître dans la cité franke les *boni homines* ou bonshommes, héritiers des anciens dé-

(1) *Cartulaire de Saint-Etienne de Dijon*.

(2) La Thaumassière, *op. cit.*

(3) Clément, *op. cit.*, p. 310.

curious. Des bonshommes aux prudhommes, le cousinage s'impose. De tout temps déjà, dans le sein des villages, une autorité morale avait été reconnue aux personnes sages, expérimentées, particulièrement aux vieillards (1). Louis le Débonnaire ordonnait aux *missi* de choisir dans chaque comté les *meliores* et les *veraciores* pour les enquêtes et le service d'assistants aux plaids du comte. Ce furent ces jurés d'un moment qui devinrent les *bonshommes* (2) ou *prudhommes*, *hommes sages*, ou *suffisantes personnes*. Ainsi peu à peu une magistrature purement gracieuse se créait dans le village, dont l'influence était d'autant plus considérable que l'exercice de son autorité était plus bénin. Le seigneur avait commencé par exiger que le prud'homme vint l'assister à son plaid, qu'il prît part aux jugements ; il lui montrait en toutes occasions une considération singulière. Dans toutes contestations entre seigneurs, les conseils de bonshommes apparaissaient comme des éléments conciliateurs. Salomon de Felgariis était en querelle avec l'abbé de Villemagne. Ayant pris l'avis de ses prud'hommes et de tous ses amis, désirant et voulant que l'amitié et la concorde réparussent entre lui, l'abbé Béranger, les prud'hommes et le peuple de Villemagne, il abdiqua ses prétentions (3). Tout le service des prud'hommes tendait

(1) Beugnot, *Introduction aux Assises de Jérusalem*.

(2) Ce terme de *bonshommes* était devenu le qualificatif méprisant dont se servaient les seigneurs pour désigner les paysans (Froissart, l. 1, c. 3) : ainsi naquit Jacques Bonhomme.

(3) *Gallia christiana*, tome VI, colonne 145.

alors à l'utilité du seigneur ; mais quand les villageois virent leurs prud'hommes si avant dans les bonnes grâces de leurs maîtres, ils eurent l'idée d'utiliser cette bienveillance en leur confiant le soin de leurs revendications et de leurs désirs. Par la force des choses, les prud'hommes durent devenir les intermédiaires entre la communauté et la seigneurie.

Ces premiers prud'hommes avaient été recrutés par les agents du pouvoir central. Un pas considérable fut franchi quand ils furent élus. C'est qu'à mesure qu'entre eux et les maîtres la familiarité croissait, les seigneurs, par paresse peut-être de désigner des agents spéciaux, par ennui peut-être aussi des difficultés qu'eût suscitées l'action d'un agent délégué, confiaient à leurs prud'hommes des missions de plus en plus délicates, se rapprochant de plus en plus des fonctions municipales. M. Beugnot (1) nous apprend que les prud'hommes furent chargés de la levée des aides extraordinaires (2). C'était un progrès énorme, ces prud'hommes assesseurs et collecteurs réalisaient déjà à deux cents ans de distance la réforme imposée au dauphin Charles II par les États Généraux. Il est malheureusement difficile de discerner, même approximativement, la première époque de leur élection. Dans les villes, la netteté des chartes de com-

(1) Beugnot, *op. cit.*, *Revue française*, octobre 1838.

(2) Cf. ces bonshommes normands des communautés serves qui déterminent en 1177 le roi d'Angleterre Henri II à défendre de saisir les biens du tenancier pour le paiement des dettes de son seigneur.

munes ne laisse place à aucune hésitation : nous y trouvons dès le XII^e siècle des prud'hommes élus, jouissant des prérogatives de la municipalité et de la juridiction. Pour les campagnes, nous en sommes réduits à rechercher l'époque des premières assemblées populaires que nous connaissons. Il est probable qu'il y en eût de tout temps. La gestion des communaux à elle seule et leur amodiation nécessitaient une entente commune, constamment entretenue. Le texte de 1118 mentionné plus haut (1) nous montre l'assemblée de tous les habitants d'un village réunie pour la donation d'une pâture communale — je ne connais pas de texte plus ancien sur ce sujet. — Un texte de 1257 nous montre les serfs de Beugy s'assemblant pour nommer quatre procureurs, chargés de traiter avec le chapitre de Bourges la question de leur affranchissement. « Homines parochie unanimi assensu et voluntate procuratores suos constituerunt pro se coram Archipresbytero de Germiniac (2) ». A cette époque, l'usage des assemblées est devenu constant. C'est entre ces deux dates qu'il faut placer le mouvement intérieur et latent, qui rendra si insensible le passage à l'état de liberté.

Un très important texte du *Cartulaire de Saint-Père de Chartres* (3), postérieur de quelques années probablement au texte de Blezey, suppose l'existence d'as-

(1) P. 88.

(2) La Thaumassière, *Coutumes locales*, p. 92.

(3) *Cartulaire de Saint-Père*, t. II, p. 307-308.

semblées au commencement du XII^e siècle, en même temps qu'il nous ouvre de singulières éclaircies sur la situation sociale d'un village de tenanciers serfs au plus fort du servage. L'importance de ce texte exige sa traduction presque *in extenso* : « Les moines de Saint-Père et les paroissiens de Saint-Denis de Champhols construisent dans ce village un four, dont les produits seront affectés à l'une et à l'autre églises. Le règlement de ce four a été ainsi arrêté d'un commun accord : chaque fournée, qu'elle soit faite par une ou par plusieurs personnes, rendra un droit d'un pain, alternativement blanc et bis ; si quelqu'un va faire cuire son pain ailleurs, il rendra au double ce qu'il aura détourné, partie en réparation, partie pour le refroidissement de four, mais on n'exigera de lui rien de plus. Ces affaires comme toutes les autres, sauf celles de blessures, qu'elles concernent l'employé du four ou un autre habitant, seront jugées par la cour de Saint-Denis, devant le prêtre et les paroissiens, sans l'intervention d'une autre justice ; si cela ne se peut, devant le prévôt ; si l'affaire est plus grave, devant l'abbé... *L'employé du four sera élu par les habitants, en tant qu'employé à leur service* ; l'élection faite, on le conduira devant le prévôt où il prêtera serment de fidélité aux deux églises et aux paroissiens. Il jurera qu'il n'a jamais donné ni ne donnera d'argent à personne ; s'il en a donné, que le profit en soit commun aux églises. Les produits du four seront reçus par le curé de Saint-Denis qui y veillera, *assisté de deux ou plu-*

sieurs paroissiens, élus par les autres dans ce but, qui prêteront serment de fidélité aux deux églises devant le prévôt, rendront la moitié des profits aux moines et garderont l'autre fidèlement pour les nécessités de l'église de Saint-Denis de Champhols. Toutes fois que besoin en sera, on réparera à frais communs le four et la maison (de l'employé) ».

Ce texte capital nous prouve :

1° Que les serfs de Champhols traitaient avec les moines, leurs seigneurs, comme deux puissances égales ou du moins dignes d'être prises en considération l'une par l'autre.

2° Que la capacité d'élire leur était naturellement reconnue, et qu'ils élisaient tous leurs employés communaux, messiers, forestiers, meuniers, etc. Le texte considère en effet comme allant d'elle-même l'élection par eux de l'employé du four, « *utpote sibi servitutum* ».

3° Qu'ils possédaient ou au moins qu'ils étaient autorisés par la charte que je viens de transcrire à posséder un conseil de marguilliers, élus de leur commun assentiment, et qui, sous la réserve du serment de fidélité qu'ils prêtent devant le prévôt, sont autorisés à régler à leur gré les nécessités et les dépenses de l'église de Champhols.

4° Qu'ils possédaient des finances et des propriétés communales.

Il serait toutefois abusif de tirer d'un seul texte des conclusions générales. Les serfs de l'église furent tou-

jours de beaucoup les mieux traités. Pour les autres, il y eut tout un lent mouvement d'émancipation dont nous aurons plus tard à étudier le développement extérieur.

A l'issue du mouvement, rien n'est si commun que de voir les serfs s'assembler, élire des procureurs pour soutenir leurs causes. En 1389, soixante et un ans avant leur affranchissement, les hommes de Vignoux-sous-Aix nomment deux délégués pour répartir un impôt local qu'ils viennent de voter, et pour employer l'argent à son usage (1). En 1262, nous avons vu (2) le chapitre de Paris faire don à la communauté serve de la Châteigneraie de quarante livres parisis en lui laissant la faculté de décider l'usage communal auquel cet argent sera employé. Il est donc courant à cette époque que l'agglomération serve s'administre elle-même. Il y a longtemps à cette époque que les principes du droit féodal sont tombés en désuétude et que l'on ignore la propriété absolue du seigneur sur les terres et les personnes des serfs. Soustraits à la mainmorte grâce à l'adoption de la communauté servile, qui d'ailleurs leur facilite l'épargne, les serfs peuvent thésauriser à leur aise. C'est à eux que les seigneurs ruinés seront contraints d'emprunter l'argent nécessaire à leur équipement. L'impôt que prélève sur elle-même la communauté de Vignoux en 1389 monte à neuf cents livres

(1) Clément, *op. cit.*, p. 544 de l'année 1891 (*Revue du Centre*).

(2) P. 401.

d'or (1). En 1263, les habitants d'Orly se rachètent moyennant quatre mille livres (2). Quand, au début du XIII^e siècle les hommes de Boissy Mauvoisin veulent s'affranchir de la domination de Guy de Mauvoisin et de sa postérité, ce sont les hommes de la communauté serve de Villiers-Saint-Paul qui leur prêtent les neuf cents livres nécessaires à cet affranchissement (3). On ne s'étonne plus d'ailleurs de cette richesse, quand l'on songe qu'au moyen âge la terre rapporte 10 0/0 de son prix d'achat, et que les tailles et redevances, considérablement réduites par les abonnements, ne prennent que 3 0/0 sur les terres labourées, 4 0/0 sur les vignes. « Bon an mal an, un petit tenancier anglais du XIV^e siècle, marié et père de deux enfants, pouvait économiser deux ou trois cents francs (4) ».

Telle était d'une manière générale la situation de la communauté servile à la veille de la communauté libre, au lendemain de l'affranchissement. Car l'affranchissement lui-même ne fut qu'une date, synthétisant aux yeux de la postérité un cycle de réformes accomplies en trois siècles. Rien ne fut si lent en réalité que l'évolution progressive de la liberté communale, rien ne fut plus semblable à la communauté servile que la communauté

(1) En deux fois ; cet argent est prélevé pour soutenir un procès contre leurs seigneurs, les religieux de Saint-Ambroix.

(2) Robiou (*Revue des questions historiques* d'octobre 1875, p. 385).

(3) Cartulaire de Fécamp, f^{os} 14, recto et verso.

(4) André Réville, *op. cit.*, p. 842.

libre. C'est ce que j'essaierai de montrer dans le chapitre suivant, en esquissant, avant l'organisation détaillée du village du XIV^e siècle, le mouvement social dans les campagnes depuis la chute des Carolingiens.

CHAPITRE V

DU MOUVEMENT SOCIAL DANS LES CAMPAGNES

ENTRE LE X^e ET LE XIII^e SIÈCLE.

Les populations rurales étaient à peine asservies qu'elles commencèrent à conspirer.

Cela leur était facile d'ailleurs. Les institutions léguées aux communautés de serfs par la liberté des vieux âges se prêtaient merveilleusement au secret d'une entente commune. L'esprit du moyen âge poussait naturellement les hommes à l'association ; l'incertitude des conditions, parfois la colère des droits usurpés, parfois la misère, firent de ces associations des conjurations.

J'ai esquissé à grands traits, à la fin d'un précédent chapitre, la physionomie des associations villageoises, leurs solennités annuelles, leurs divertissements. L'honnête gaieté de ces réunions suivait encore tout directement l'esprit des premières associations germaniques, les *convivia* que nous dépeint Tacite. Mais elles étaient vite devenues des institutions de luttes, en opposition avec le pouvoir central qui les tolère d'abord, puis finit par en défendre la plupart. Les quelques traits que j'ai rapportés au chapitre du village frank nous les montrent supportées par l'Église, mais bien à contre-cœur, ainsi

qu'un vieux débris des anciens âges avec lequel il faut pactiser. C'est que les premières *gildes* frankes s'étaient retournées contre l'Église, c'est que dans le secret de leurs réunions, sous le prétexte d'une fête ou d'une discussion d'utilité commune, on avait souvent ressuscité de vieilles superstitions, renouvelé les pratiques de ce culte païen, si plein de souvenirs, jadis sacrifié des lèvres aux exigences du roi. Déjà Childebert I^{er} (511-558) interdisait les assemblées nocturnes où l'on se livrait à des agapes païennes (1). Karloman à son tour ordonnait aux évêques de veiller à empêcher ces conjurations « que des sots tiennent dans les environs des églises sous le prétexte d'honorer les saints et les confesseurs (2) ». La gilde était essentiellement dès lors un instrument de conspiration.

Elle le fut bien davantage encore quand Charlemagne eût violemment réuni la Saxe à son empire, quand tout un peuple dut cacher sous une soumission apparente d'inlassables efforts d'indépendance. Aussi les Capitulaires de Charlemagne sur les gildes sont-ils multiples et rigoureux. Les associations mêmes dont les buts réels visent l'utilité publique, associations d'aumônes, ligues pour prévenir les naufrages et les incendies ou les secourir, sont interdites, si leurs membres se lient d'un serment (3). Le capitulaire de 794 promul-

(1) Pertz, *Leges*, I, 2.

(2) *Id.*, I, 33.

(3) *Id.*, I, 37.

gue en termes absolus l'interdiction de toutes « conjurations et conspirations, », ordonne qu'on les détruise là où on les rencontre (1).

La gilde ne mourut pas, pourtant ; les incessantes dispositions législatives qu'il fallut pour en réitérer la défense sont là pour montrer son infatigable vitalité. Mais la société change, les institutions se renouvellent. Les gildes contre lesquelles s'efforce Louis le Débonnaire ne sont plus ces réunions d'hommes libres s'assemblant la nuit dans les bois pour célébrer, d'ailleurs en toute révérence du pouvoir impérial, les pratiques d'un culte secrètement préféré. Le paganisme est bien mort ; ceux qui s'assemblent maintenant sont des serfs, et il faut que l'Empereur juge leurs conjurations bien dangereuses puisque l'interdiction simple ne lui suffit pas, qu'une sanction lui semble nécessaire non seulement contre les esclaves coupables, mais encore contre leurs maîtres responsables. Le capitulaire de 817 marque une date considérable dans le mouvement rural du moyen âge (2).

Cependant, le pouvoir central s'effondre peu à peu, et

(1) *Id.*, I, 74.

(2) « De conjurationibus quæ fiunt in Flandria et Mempisco et in cæteris maritimis locis volumus ut per missos nostros indicetur dominis servorum illorum ut constringant eos ne ultra talee conjurationes facere præsumant. Et ut sciant ipsi eorumdem servorum domini quod cujuscumque servi hujusmodi conjurationes facere præsumperint, postquam iis hæc nostra jussio fuerit indicata, bannum nostrum, id est sexaginta solidos ipse dominus persolvere debeat » (Baluze, I, 775). On voit que nous sommes au Bas-Empire : voici le système des responsables.

avec lui ses préoccupations législatives ; en 844 (1), Karloman trouve encore le loisir de promulguer un capitulaire défendant les associations contre les voleurs. Il ne paraît pas pourtant que ce dût être là la forme la plus dangereuse des Gildes. Nous y gagnons tout au moins de voir paraître les prêtres des paroisses rurales sous le rôle d'agents administratifs, publiant du haut de la chaire les dispositions émanées du pouvoir central. Après, il se fait un silence de cent années ; l'Empire s'est écroulé, la poussière de sa chute couvre l'horizon. Tout n'est que confusion et que désordre, chacun s'empresse et s'active à se tailler sa part de souveraineté et dans l'ombre on sent grouiller une activité sourde.

La conjuration servile se révèle d'un coup de tonnerre. L'association a pris des proportions gigantesques, les gildes locales se sont données la main à travers les provinces pour l'insurrection à main armée. En 997, toute la classe rurale normande est en armes, réclamant le libre usage des bois et des eaux usurpés par les seigneurs. Toute cette masse informe et inculte s'organise d'instinct d'une manière merveilleuse. Les groupements locaux réunis formeraient une assemblée tumultueuse, une cohue dont aucune résolution ne pourrait sortir. Chacun se réunit donc séparément, prend ses résolutions après les avoir délibérées, puis nomme deux députés chargés de les porter au comité central. C'est

(1) Baluze, II, 290.

exactement le procédé qui sera encore suivi en 1789 pour les Etats Généraux à travers la hiérarchie des bailliages et des seigneuries : rédaction d'un cahier de doléances, nomination de députés chargés de porter ce cahier au groupement directement supérieur et de prendre part aux délibérations de ce groupement (1).

La révolte normande avorte. La révolte bretonne de 1024 est écrasée à son tour dans le sang de ses chefs à qui l'on coupe les pieds et les mains, « ce sur quoi les paysans retournèrent à leur charrue ». Ces deux mouvements, comme les insurrections locales du Nord (2), n'en donnent pas moins à la société féodale la mesure de la masse brute qu'elle foule aux pieds ; le roi surtout n'oubliera pas cet enseignement, il ne tardera pas à le prouver.

En attendant, les paysans sont rentrés dans leurs villages, ils reprennent leur simple vie paisible sous la conduite de leur curé. Les débuts de l'âge féodal marquent vraiment l'apogée de la puissance morale de l'Eglise. Les hommes libres du village frank avaient pour le prêtre de leur paroisse la considération du rustre

(1) V. Guillaume de Jumièges, livre VIII, chapitre 2. « Nam rustici unanimes per diversos totius Normannicæ patriæ comitatus plurima agentes conventicula, juxta suos libitus vivere decernebant. Quæ ut rata manerent, ab unoquòque cœtu furentis vulgi duo eliguntur legati, qui decreta ad mediterraneum roboranda ferrent conventum ».

(2) V. la *Vie de saint Arnoul*, évêque de Soissons. — Cf. le *Conte des Vilains de Versen*, rapporté par M. Léchaudé d'Anisy, dans le *Bulletin de la Société des antiquaires de Normandie*.

pour le savant ; les serfs féodaux aiment leur prêtre d'autant plus qu'il souffrent, qu'ils se sentent à la merci de l'autorité seigneuriale, et que dans la présence constante du curé ils démêlent confusément une consolation et un abri. Cette protection émanée du curé, ce n'est pas par rivalité d'autorité qu'il la donne, par délégation des archevêques et des primats jaloux de la tyrannie puissante des seigneurs. Jamais au contraire l'Eglise n'a été aussi divisée, jamais, sinon en 1789, le haut et le bas clergé n'ont exercé leur activité dans des sens plus divers. Les archevêques et les évêques, seigneurs eux-mêmes, rappellent au peuple du haut de la chaire ses obligations envers ses maîtres. Les curés et les moines s'apitoient, dénoncent « la cruauté des nobles et la lâcheté des clercs ». Ils le font par compassion naturelle, par pitié d'hommes sortis du peuple et que les souffrances du peuple semblent encore toucher dans leur chair. Les gens des campagnes s'organisent autour de cette protection constante, c'est de là que vont naître le secours et l'allègement.

Il n'y a jamais eu pour le peuple du plat pays de plus épouvantable époque que le XI^e siècle. Je ne crois pas contredire en en convenant ce que j'ai dit au début du précédent chapitre de la relative bénignité du servage. Le fait est que la misère est rarement née du seigneur direct ; mais les seigneurs voisins suffisaient pour l'entretenir. Cet intérêt personnel qui protégeait les serfs des brutales fantaisies de leurs maîtres, les désignait

tout naturellement en temps de guerre à la cruauté des envahisseurs. Or durant le XI^e siècle, la multiplicité des seigneurs, la férocité de leur caractère, le profit aussi qu'ils tiraient du pillage firent les guerres privées incessantes. Le brigandage sur les grands chemins rendait la paix aussi dangereuse que la guerre, la famine couronna l'œuvre : on a tout dit du XI^e siècle quand on a noté qu'il fut le siècle de Robert le Diable, de Foulques le Noir et des bandits cannibales (1).

L'Église intervint. Elle le fit avec d'autant plus de force que cette fois elle retrouva son unité, et que prélats et prêtres, poussés par des mobiles différents, s'accordèrent dans l'action commune. Les domaines ecclésiastiques étaient en effet les premiers à souffrir des pillages et des rapines, auxquels les exposait particulièrement leur vaste étendue. Le désir de protéger leurs biens, l'ambition peut-être aussi de jouer un rôle politique, enfin quelque reste d'esprit évangélique amenèrent les évêques à prendre l'initiative d'un mouvement général de réformation et de paix. Le mouvement s'annonce dès la fin du X^e siècle. En 993, Guy, évêque du Puy, « songeant assidûment à maintenir la paix et à protéger les domaines de son Église que dévastaient les ravisseurs, ordonna à tous les chevaliers et à tous les paysans de son évêché de se réunir, pour lui prêter conseil au sujet du maintien de la paix. Tous étant réunis dans les

(1) Je fais ici allusion à l'épisode rapporté par Raoul Glaber, qui le cite comme une des multiples manifestations d'un état général.

prés de Saint-Germain, il leur demanda de consolider la paix, d'épargner les biens des pauvres et des églises, de rendre ce qu'ils avaient enlevé, en quoi faisant ils se comporteraient en vrais fidèles du Christ. Comme ils refusaient, il donna l'ordre à toute son armée d'exécuter une marche de nuit pour arriver à Brives le lendemain matin, forcer le consentement de l'assemblée, lui faire jurer la paix et constituer des otages ; ce qui fut fait, avec l'aide de Dieu (1) ».

Telle fut la première origine de la Trêve de Dieu. L'Eglise seule, par l'ascendant moral qu'elle exerçait tant sur les seigneurs que sur les serfs, était à même de prendre l'initiative de la pacification. Encore venons nous de voir que cet ascendant moral était parfois insuffisant, et que l'approche d'une armée pouvait déployer plus de force persuasive que toute l'éloquence chrétienne d'un prélat. Ce fut cette armée qui manqua aux communautés de paix pour imposer leur œuvre dès la fin du X^e siècle. Bien des années s'écoulèrent encore avant que le roi, quittant son inertie, sanctionnât de ses forces les décrets de l'Eglise, avant que les évêques n'excussent plus leur impuissance « propter imbecillitatem regis ». Quoi qu'il en soit, ce n'en est pas moins un phénomène très remarquable que, dès l'avènement de la race capétienne, cette convocation par un évêque de tous les hommes de son diocèse, seigneurs et serfs

(1) *Gallia christiana*, t. II, col. 223.

sans distinction. On croirait presque dans la circonstance reconnaître au serf une valeur *individuelle*.

Un événement considérable à son tour fut le recours dont, dans sa pénurie de force exécutive, s'avisa l'Église au siècle suivant. Ses prohibitions, dépourvues de sanction, restaient dérisoires. Elle voulut se faire une armée de ceux-là même dans l'intérêt desquels elle intervenait, elle osa les enrôler, les englober tous dans un serment commun, les inciter elle-même à la révolte à main armée contre leurs seigneurs parjures. Ainsi reparaisait, avec une véhémence et une universalité extraordinaires, les vieilles gildes autrefois prohibées par l'Église. Le serment liait jusqu'aux enfants de quinze ans ; il portait « que les conjurés se lèveraient d'un seul coup contre les violateurs du pacte, qu'ils ne se prêteraient jamais à la spoliation de leurs biens, que si la nécessité l'exigeait, ils prendraient les armes (1) ». On a peine à comprendre comment les seigneurs tolérèrent pareil appel à l'insurrection. La crainte des serfs ecclésiastiques rassemblés pour les contraindre n'eût point prévalu contre leur coalition, ce furent des armes morales qui les frappèrent. Il fallait que la peur de l'excommunication agit bien puissamment sur leurs esprits. Elle sema le désordre dans leurs rangs ; ils s'égrenèrent, ne surent pas prendre de mesures communes. Aussi, « souvent, les bannières de l'Église déployées, la foule du peuple mar-

(1) Andreas de Floriaco, *Miracula Sancti Benedicti*, livre V.

chait contre les violateurs de la paix jurée, ils confondaient les perfides, renversaient les châteaux, et terrifiaient les rebelles qui s'enfuyaient, écrasés par la terreur de Dieu (1) ».

Les communautés de paix avaient lié dans leurs rangs, sous l'égale foi du serment, les serfs et les maîtres. Une évolution s'accomplit tout d'un coup qui rejeta les seigneurs du sein de la conjuration et transforma les communautés en milices paroissiales. Il suffit d'un roi actif, fatigué de l'insolence des feudataires, conscient de la puissance du peuple. Tant de châteaux renversés pouvaient rendre le courage et éveiller l'ambition. Louis le Gros se mit à la tête des milices paroissiales, et ville par ville, pierre par pierre, se mit en mesure de conquérir son royaume (2). L'effet moral produit sur les populations serves par cette complicité ouverte du suzerain dut être tel que l'on se demande comment le système féodal ne tomba pas tout entier avec le Puiset et Coucy. Aidés du roi, aidés de l'Eglise, quel prestige pouvaient conserver à leurs yeux leurs seigneurs directs ?

Ce prestige devait être d'ailleurs, d'autre part, fort ébréché. Le commun pèlerinage en Palestine, le plus grand effort de la société féodale, devait être par un bizarre paradoxe l'événement qui hâterait sa ruine. On

(1) A. de Floriaco, *loc. cit.*

(2) Orderic Vital, IV, p. 365 ; Suger, *Vie de Louis le Gros*, p. 75 (éditions de la Société de l'Histoire de France).

avait vu partir pour la croisade des chevaliers et des serfs, il en revint de l'infanterie et de la cavalerie. Rassemblés des quatre coins de l'Europe civilisée, jetés en masse sur la Terre-Sainte, les serfs s'étaient entre-regardés : jamais ils ne se seraient crus si nombreux. Cette multiplicité devait leur donner fort à réfléchir. L'insolite bonne grâce de leurs seigneurs ne dut pas moins les étonner. On flattait leur bonne volonté nécessaire, ils en connurent la valeur et la mirent à prix. Dès lors, chevaliers et gens de pied traitèrent ensemble de pair à compagnon. A Tyr, le faux bond du butin rendait les serfs « enragiez » et ils huaient leurs maîtres (1). A Nicée, ce fut mieux, ils manquèrent les « découper ». Heureusement, la noblesse maltraitée se rencoigna, et « touz se tindrent quoiz jusques la gent à pié se fussent refroidiez » (2). L'irrespect avait poussé vite. C'est que les accidents de la conquête étaient de terribles niveleurs. La chevalerie n'était qu'un prestige : la seigneurie ne

(1) « Quant la menue gent de l'ost entendirent que l'on parloit de pès et que le meuble de la vile seroient guarantis as Turs, se qu'il n'auroient point de gaaing, près ala qu'il n'en furent enragié, et disoient tout apertement que le baron estoient traitor et avoient pris grans loiers por faire le pès ; tant montèrent les parolles qu'il dut avoir grant mellé entre les povres et les riches » (Guillaume de Tyr, t. I, p. 574). — L'épisode est de 1124.

(2) « Tant monta le courroux que la gent à pié se corurent armée por corre sus as chevaliers, quar il voloient venchier la mort à lors frères ; ce disoient par grant outrage et par très grant desloiauté, et se cil ne se fussent férus es torts, il les eussent tous découpez ; li chevaliers se tindrent tuit quoiz jusques la gent à pié se fussent refroidiez » (*Id.*, t. I, p. 60).

tenait que par un miracle d'équilibre. Elle fut moralement engloutie du jour où les goujats de l'armée connurent que le Cydnus noyait les empereurs.

Les gens de pied, quittes de la croisade, rapportèrent chacun dans son village les découvertes récoltées outre-mer. Le sol qu'ils y retrouvèrent était merveilleusement apte à féconder ces germes nouveaux. A force de s'organiser et de se discipliner pour batailler au compte d'autrui, les gens des bonnes villes et du plat pays avaient fini par prendre une considérable idée de leur valeur personnelle, et par songer qu'il serait enfin temps de prendre eux-mêmes en main leurs propres intérêts. Ils y pourvurent. Dès 1069, les habitants du Mans avaient mis à profit l'absence de leur duc Guillaume pour se soulever tous ensemble, d'une vaste conjuration qui unit bientôt toute la région. On vit reparaître dans un but d'intérêt tout local les petites milices diocésaines, curés en tête, avec leurs croix et leurs drapeaux (1). Grâce à leur secours improvisé, la commune du Mans s'établit ; l'on put croire qu'une ère nouvelle s'était ouverte pour tout le territoire du royaume. Mais les gens des paroisses ne tardèrent pas à connaître que le peuple des villes seul tirait profit des institutions nouvelles, et que leur généreuse aide de la première heure n'aboutissait qu'à leur imposer la tyrannie oligarchique à côté de la tyrannie seigneuriale. Le triomphe du principe de

(1) Dom Bouquet, l. XII, p. 540.

liberté ne sollicitait que médiocrement les bourgeois des villes, leur effort tout égoïste cessait avec leur nécessité, et leurs forces nouvellement acquises se tournaient vers l'écrasement du pays d'alentour. La France tendait alors à se constituer sur le modèle de l'Italie en petites républiques turbulentes et jalouses. Au début du XII^e siècle, les bourgeois de Laon, tous frais communiens, se jetaient sur les paysans de leur marché et les rançonnaient (1). A leur tour les paysans, tenaces dans leur rancune, envahissaient en 1114 Laon abandonnée de ses bourgeois et n'avaient de cesse qu'ils ne l'eussent mise à sac. Les vrais triomphateurs parmi ces dissensions étaient les seigneurs, qui regardaient faire.

Pour être exact, il faut pourtant noter toute une catégorie de villages qui durent leur affranchissement à la population urbaine : ce furent les agglomérations voisines des villes, celles qui constituèrent, la commune établie, sa *banlieue*. M. Beugnot donne un curieux exemple de la manière dont ces banlieues se créèrent : à Crépy-en-Valois s'élevait depuis le IX^e siècle un château. Les guerres se multipliant, les paysans d'alentour s'y réfugièrent, et l'enceinte ne suffisant pas à les contenir, campèrent en partie sous les murs. La guerre dura, le campement se fit village ; pour l'assurer, le comte Gauthier l'enseignait à son tour ; en même temps, il soumettait les habitants à une redevance et permettait à tout

(1) Guibert de Nogent, *de Vita sua*, XII, 230. — Cf. l'histoire de la commune d'Etampes. Ordonnances, XI, 277.

venant, moyennant le paiement de cette redevance, de s'y fixer. Le village devint la ville, l'enceinte nouvelle se remplit à son tour. Les derniers arrivants campèrent aux portes ; ainsi naquit la banlieue (1).

La banlieue fut donc affranchie du même coup que la ville. En profita-t-elle ? ce fut douteux. Le despotisme en enfance de ces apprentis seigneurs était plus rigoureux que celui des chevaliers. Les communautés de la banlieue restèrent en tutelle. « En 1267, une enquête touchant des dommages causés à l'abbaye de Saint-Jean de Laon par la communauté d'Ardon, qui faisait partie de la commune laonnoise, était menée « *in præsentia juratorum Laudunensium* », c'est-à-dire que la communauté d'Ardon n'était pas apte à ester en justice (2) ».

Un autre bienfait moins contestable et moins direct vint aux populations rurales du mouvement communal urbain : la compétence et l'autorité des communes étaient toutes territoriales ; une tendance invincible poussa constamment les serfs à passer sur la terre communale. Les chartes l'avaient prévu (3) ; ce fut le sujet d'incessantes contestations entre bourgeois et seigneurs. Les seigneurs revendiquaient leurs serfs en vertu du droit de poursuite, les communes avaient mauvaise grâce à les leur livrer ; souvent les rois devaient inter-

(1) Cf. l'*Histoire de Valois* de Dom Carlier, t. I, p. 238, 267, 333.

(2) Beugnot, *Revue française* d'oct. 1838.

(3) Beaucoup de chartes de communes portaient que les serfs n'étaient pas admis au rang des communiers : ainsi l'*Institutio Pacis* de Laon.

venir pour semoncer les habitants, comme à Reims ou à Vézelay (1) (1137-1140).

Ce ne furent là que des exceptions ; l'on peut poser en principe que les populations des campagnes ne durent leur affranchissement et parfois leurs libertés publiques, qu'à leur propre initiative ; c'est ce qui me reste à montrer.

Il y eut des cas d'abord, il est vrai peu nombreux, où l'initiative put se baptiser d'un nom plus cru : ce qui retenait indéfiniment les campagnards dans les liens du servage, c'est que leurs groupements n'étaient pas assez considérables pour tenir en respect l'armée du seigneur. Parfois, ils se souvinrent des succès remportés sous le roi libérateur, et ils se confédérèrent contre l'ennemi commun. Ce fut le cas des villages du Laonnois. Déjà en 1129 Bruyères, Vorges, Valbon et Chéret avaient été dotées d'une commune confédérée par la bonne grâce de leurs seigneurs. En 1174, dix-sept villages dépendant de l'évêque duc de Laon furent à leur tour groupés en commune par Louis VII. Mais le nouvel évêque Roger de Rozoy, ayant jugé intolérable cette usurpation dans ses droits, marcha contre les troupes confédérées qu'il mit en pièces près du moulin de Comporté (14 mars 1177). Dissoute en 1179, la commune du Laonnois se rétablissait ; en 1190, Philippe Auguste la recassait ; une nouvelle tentative en 1258 n'était pas plus heureuse. En 1259, enfin, grâce à la médiation royale et au caractère pacifique de l'évêque, les petits-fils des vaincus de

(1) Où la semonce alla jusqu'à la suppression de la commune.

Comporté trouvaient la récompense et la fin de trois générations d'efforts.

D'autres confédérations villageoises atteignaient à la fin du XII^e siècle la liberté communale : c'étaient, sous Cerny en Laonnois sept villages, cinq villages sous Crandelain, d'autres encore dans le Ponthieu. Pour ceux-ci, les causes de l'érection de la commune furent curieuses : les grandes abbayes de Saint-Riquier et de Corbie partageaient avec le comte de Ponthieu la souveraineté du territoire, le désir de nuire aux abbayes fit la libéralité du comte.

Nous arrivons ici à toucher du doigt la cause qui joue le plus grand rôle dans ce lent et progressif mouvement d'émancipation : l'affranchissement à main armée, surtout pour les populations rurales, ne fut qu'un accident négligeable, presque toutes les conquêtes des paysans procédèrent de la libéralité de leurs seigneurs. Mais cette libéralité ne peut guère porter ce nom, car rien en général ne fut plus mesquin et plus intéressé que le sentiment qui dicta aux abbés et aux nobles les concessions accordées à leurs serfs. Le désir de nuire à ses voisins et de leur susciter des difficultés, l'ambition du lucre entraînèrent tout le mouvement. Le premier qui concéda créa un courant d'émigration profitable à sa terre ; pour rétablir l'équilibre, les propriétaires des terrains désertés durent concéder à leur tour, et par soif de vengeance et par esprit d'imitation, concédèrent un peu davantage. Ainsi, jour à jour, les liens du servage se desserrèrent,

et de concession en concession, on finit par arriver à l'affranchissement. Si la matière n'était si grave, j'oserais écrire le mot de concurrence (1).

Ce fut encore l'Église qui eut l'honneur de commencer le mouvement. Ses domaines étaient immenses : « Dès le VII^e siècle, elle absorbait presque toutes les richesses ; l'évêché de Troyes, le plus petit de la Champagne, valait beaucoup mieux que le duché tout entier. Sous les rois mérovingiens, l'abbaye de Saint-Martin d'Autun possédait cent mille manses, celle de Saint-Ricquier, la ville de Saint-Ricquier, treize autres, trois cents villages, un nombre infini de métairies (2) ». Presque tous ces domaines provenaient de concessions et de dons, obtenus par un ascendant moral que rehaussaient des subterfuges parfois immoraux : au VI^e siècle, on devait transporter le corps de saint Médard ; il se trouva qu'il était si lourd que l'on ne put soulever la civière qui le portait. Pour faciliter la tâche, le roi fit don au saint de la moitié d'une terre située près de Soissons ; le corps prouva sa reconnaissance en se laissant soulever, mais à moitié. Il fallut le don de la terre entière pour mettre la civière aux mains des quatre porteurs (3).

Il faut dire que dès le principe, sur tous les domaines ecclésiastiques, les rapports de serf à seigneur furent

(1) V. sur tout ce mouvement l'ouvrage de M. Luchaire sur les communes sous les Capétiens directs, particulièrement au chapitre des communes rurales.

(2) Eug. Bonnemère, *op. cit.*

(3) Réville, *op. cit.*, p. 764.

marqués d'une bénignité remarquable. Les abbés et les évêques avaient plus de lettres qu'un simple homme de bataille, et l'intérêt émouvait mieux leurs cerveaux plus subtils. L'esprit évangélique d'ailleurs était alors trop expansif pour n'être pas intense. Les serfs ecclésiastiques furent toujours les mieux traités ; l'on doit rejeter parmi les fables ou les exceptions impuissantes les récits et les citations de M. Bonnemère ; il est peu vraisemblable qu'au temps des croisades leur cruauté ait fait les clercs si impopulaires qu'ils en aient été réduits à cacher leurs tonsures pour se produire en public (1).

L'approche de l'an mil et le mouvement religieux qu'elle engendra ne fit que précipiter plus vite encore les terres laïques dans l'Église. Un autre élément milita aussi, qui assura la prospérité de tous ces domaines à peine créés : moines et clercs se montrèrent dès l'origine de merveilleux agents de culture. Sous leur direction, favorisés d'une paix relative, les ouvriers de ferme purent se fatiguer d'un labeur profitable. Les abbés en tiraient eux-mêmes des avantages considérables ; ils furent donc les premiers à fomentier le mouvement, à solliciter des seigneurs la concession des forêts indéfrichées. Ainsi se créèrent au sein des bois, sous la domination ecclésiastique, une multitude de villages nouveaux ; ce fut d'eux que l'émancipation vint aux autres.

M. Flach a longuement mis en lumière les diverses

(1) Bonnemère Guillaume de Podio, Laur., in prologo ap. *Script. Franc.*, XIX, 194.

étapes de ce défrichement et de cette civilisation progressifs, il nous a montré d'abord les seigneurs indécis dans leur libéralité, partagés entre le scrupule religieux et la passion de la chasse : Guillaume le Conquérant ne concède une de ses forêts à l'abbaye de Saint-Etienne de Caen qu'à la condition que les moines ne toucheront pas aux arbres et ne nuiront pas aux cerfs, chevreuils et sangliers forestiers (1). Ils cèdent pourtant, et bien mal leur en prend. Ici encore le miroitement de l'intérêt immédiat fait tort à l'avenir moins direct. Ces défrichements s'annoncent en effet comme d'excellentes entreprises financières. Attirés par les avantages de la forêt, « la protection contre le froid, le vent, l'ennemi, le sol facilement fertilisable par l'écobuage, l'abondance des sources, la fraîcheur des futaies qui fait naître les prairies naturelles, le bois de charpente, le bois de chauffage, le miel, les fruits sauvages, la glandée pour les porcs, le gibier, les champignons », les paysans accourent nombreux. Une église se bâtit, le village se mue en paroisse, la dîme, les noales se perçoivent, et avec elles le cortège des redevances accoutumées. Les seigneurs qui ont commencé par accorder en toute bonne grâce les concessions aux colonies monastiques, imposent bientôt la part à deux et il se forme de véritables contrats de défrichement. Dans l'association, le seigneur apporte sa forêt, les moines leur habileté, leur travail,

(1) *Gallia christiana*, XI, *Instrumenta*, col. 67.

le caractère sacré aussi qu'ils communiqueront à la forêt, l'asile que l'on y trouvera auprès d'eux. L'entreprise lancée, les coassociés se partageront les bénéfices suivant des règles préétablies. Les premières associations prospèrent si bien qu'il n'est bientôt plus de forêt qui ne soit entreprise par une colonie de moines en mal d'argent. Il faut lutter pour se peupler, désormais, et pour vaincre à la lutte, multiplier les concessions. L'asile ne suffit pas : les sauvetés s'instituent, les seigneurs renonçant à tous leurs droits de justice dans l'étendue du territoire borné par quatre croix, l'autorité religieuse intervenant pour solenniser cette renonciation. Surtout, l'esprit des paysans répugne à cet arbitraire le plus souvent disgracieux où les tiennent leurs seigneurs et maîtres. C'est un trait de génie que de publier à l'avance, comme un programme, le détail des prestations et redevances auxquelles les nouveaux habitants seront soumis « *ceteris autem consuetudinibus... omnino liberos et absolutos... eos esse concessit* » (1). « *Dedit... terram ad hospitationem monachorum, et ad hospitandos hospites quinquaginta domibus atque ortis sufficientem, et ab omni consuetudine solutam atque quietam* » (2).

Les imprudentes concessions que l'espoir du gain a tirées des seigneurs au profit des villages neufs, les anciens

(1) *Cartulaire de Saint-Père*, p. 483-484.

(2) V. sur tout ce mouvement J. Flach, *op. cit.*, t. II, particulièrement les chapitres des Villages dans les Forêts, des Sauvetés, etc.

villages de serfs ne tardent pas à s'en émouvoir. S'il est toujours douloureux d'être misérable, la douleur semble particulièrement insupportable quand la misère n'est plus partagée. Les serfs sont jaloux des hôtes ; de là à chercher à devenir hôtes eux-mêmes, il n'y a qu'un pas. C'est en même temps l'époque où le mouvement communal urbain multiplie ses secousses violentes, où sur le territoire du Nord se dressent l'une après l'autre d'intolérantes petites républiques. La tentation est forte aux serfs des bois et des villes, les évasions sont fréquentes, puisque fréquentes sont les prohibitions. Le droit de poursuite intervient, les serfs misérables sont ramenés au pied du château. Mais leur travail contraint se ressent de la contrainte. A quoi bon amasser des sommes qui ne doivent pas passer aux enfants ? A quoi bon s'écraser de fatigue pour le profit du seigneur ? « Cils de morte main négligent de travailler en disant qu'ils travaillent pour autrui, et pour ceste cause ils gaspent le leur, et ne leur chaut que leur demouroit, et se il estoient certains que demouroient à leurs prochains, ils le travailleroient et acquerroient de grand cuer (1) ».

La différence de rendement du travail libre et du travail servile (2) frappe les seigneurs. L'inertie des serfs peut d'ailleurs, le cas échéant, compromettre leur vie en même temps que leur fortune. Les guerres privées sont un des plus grands soucis du monde féodal : que

(1) V. Perreciot, p. 346.

(2) Ou plutôt du travail abonné et du travail à merci.

vaudront sur le champ de bataille ces hommes démoralisés? L'autorité royale en même temps est secrètement complice des aspirations serviles. Dans son désir d'abattre la fierté féodale, elle ne regarde même pas à la délicatesse des moyens : Louis VII met à profit la tutelle de l'évêché de Laon vacant, et ruine son pupille d'un moment en en affranchissant les serfs. Enfin, et par dessus tout, l'esprit général est à l'émancipation ; il y a un courant d'idées auquel on ne résiste pas, dont l'on n'est même pas conscient parce qu'il flotte dans l'air et qu'on le respire avec lui, et qui porte invinciblement, à chaque embarras, à chaque souffrance, les esprits vers l'affranchissement comme vers l'infailible panacée. Commencé avec le XII^e siècle, le mouvement roule en croissant jusqu'aux débuts du XIV^e. A la guerre de Cent ans, si tous les serfs sont loin d'être libres, il n'en est plus un seul pour qui le servage soit une contrainte.

C'est que l'idée de servage, comme celle d'affranchissement, répond à deux autres idées. Le servage est en même temps un assujettissement légal de la personne, et une servitude matérielle ; l'affranchissement est double aussi, puisqu'il dénoue l'un et l'autre lien. Cette pénurie de termes fausse complètement l'idée que l'on se fait du mouvement social du XIII^e siècle, en ce sens que l'on reporte sur l'affranchissement légal les bienfaits de l'affranchissement matériel. L'affranchissement légal ne fut qu'un terme, une signature au bout d'un contrat, une reconnaissance générale d'un compte articulé. Cette recon-

naissance put différer plus ou moins longtemps sans que les vassaux restés serfs eussent à s'en plaindre — et l'histoire non plus n'eut pas à s'en plaindre, puisque cette persistance lui ménagea l'épisode vénérable et vide des serfs du Jura à la barre de l'Assemblée Nationale. Ce qu'ils auraient dû lire, ces Constituants à la générosité rapide, ce sont les documents relatifs à l'affranchissement des serfs du domaine royal, les lettres adressées par Louis le Hutin aux commissaires chargés de faire exécuter l'ordonnance. Les victimes de la tyrannie féodale s'étaient si bien accoutumées à leur infortune qu'il ne s'en trouva pas moitié pour mettre à profit la bonne grâce du roi. Il fallut les contraindre à être libres, en les chassant à coups d'impôts (1). En 1443, trente mille familles normandes, chassées de Normandie par la misère, vinrent se fixer en Bretagne (2) : pourtant la Normandie était pays de franchise, la Bretagne pays de main morte. En 1556 encore, la barbarie des collecteurs de taille chassait de Picardie et de Normandie une foule de familles, qui s'en allèrent se réfugier dans la Franche-Comté, où la main morte régnait encore (3).

C'est qu'en effet la succession des concessions partielles arrachées aux seigneurs par la nécessité avait fini par rendre la condition du serf fort tolérable.

(1) Une ordonnance de Louis le Hutin (5 juillet 1315), postérieure de quelques mois à la grande ordonnance de Senlis, ordonne de lever des subsides de guerre sur tous les serfs restés serfs.

(2) Beugnot, *op. cit.*

(3) Bonnemère, *op. cit.*

Réforme énorme, l'abonnement avait remplacé presque partout la taille à merci. La communauté, courante, faisait lettre morte de la main morte. Les serfs avaient un pécule, dont ils avaient acquis le droit de disposer par testament (Saint-Martin-des-Champs, 1110)(1). En même temps en dehors de l'agglomération commune, leur individualité commençait à s'imposer, on commençait à leur reconnaître une valeur personnelle. En 1118 et 1128 Louis le Gros, ayant tiré parti pour l'armée des serfs de Saint-Pierre-des-Fossés, leur accorda le droit de témoigner en justice et de combattre contre les hommes, tant libres que serfs, en toutes causes, plaids et affaires, sans que personne pût calomnier leur témoignage en opposant le fait de leur servitude, sous peine d'être excommunié et de perdre irrévocablement son affaire. Ce ne sont là, il est vrai, que des concessions particulières, mais par le phénomène de nivellement que j'ai indiqué tout à l'heure, l'équilibre ne tarde pas à se rétablir, les concessions à se généraliser. De nouvelles concessions interviennent à chaque instant, les types se multiplient et se diversifient, les affranchissements individuels foisonnent ; en même temps, le mouvement communal bat son plein, les campagnes à leur tour s'insurgent, ou captent la bonne grâce de leurs maîtres ; voici paraître les premières chartes des communes rurales, toutes diverses, les unes politiques, les autres purement civi-

(1) Bonnemère, *op. cit.*

les, se mélangeant avec les affranchissements collectifs, qui viennent d'apparaître. Toute cette société de la fin du XIII^e siècle offre l'aspect d'une pâte volcanique, mal solidifiée encore, agitée, bosselée, creusée incessamment par les flots et les courants de la lave intérieure. Exprimant cette même idée en un style plus juridique, Beaumanoir écrit : « Les persons sont si diverses qu'on ne pourroit pas trouver el royaume de France deus chastellenies qui de touz cas uzassent d'une mesme costunie ».

CHAPITRE VI

LE VILLAGE AFFRANCHI (1).

Une phrase de Beaumanoir a clôturé le précédent chapitre, une phrase de Beaumanoir peut ouvrir celui-ci : « L'autre manière de compagnie qui se fet par raison de comunalté, si est des habitants es viles ou il n'a pas comunes, c'on apele *viles bateices* (2) ».

Qu'est-ce que ces *viles bateices*, et d'où leur vient ce nom ? On n'est pas d'accord sur l'étymologie. Quelques auteurs y lisent simplement villes basties ou bâties. D'autres (et cela paraît être l'opinion de du Cange) font dériver *bateices* de *baticium*, qui signifie bâton et par extension, juridiction ou ressort. Les villes *bateices* seraient donc les lieux du ressort d'une justice. Du Cange cite à l'appui de cette acception deux textes, l'un de 1188, tiré du *Cartulaire de Saint-Vincent de Laon*. « *Et sciendum est quod Baticia de Erluns et de Dormicort propria sunt sancti Vincentii, nec in eis aliquid juris habeo.* » L'autre vient de l'abbaye de Foigny : « *Homines de*

(1) J'entends ici affranchi au sens de « quitte de la servitude matérielle », la plupart des actes d'affranchissement que je mentionnerai semblant constater beaucoup plus que créer.

(2) *De Compaignie*, § 27 (p. 317 de l'édition Beugnot).

Fontaines, quia ipsa terra eorum basticium est, habent in ea pasturas et boscum ad omnes usus. » Mais ces deux textes semblent tout aussi bien se prêter à l'étymologie *basticium*, c'est-à-dire taillis, que du Cange lui-même propose d'une manière subsidiaire. Ainsi entendu, *vile bateice* signifierait ville forestière, et la distinction des *viles bateices* et des communes correspondrait à la distinction des *viles campestris* et des *bones viles*, faite par Beaumanoir lui-même trente pages plus loin (1).

Elle répond aussi à la définition qu'en donne Beaumanoir au passage cité : par quoi les communes se distinguent-elles des communautés ? On a discerné entre elles cette différence que l'organisation des communes résultait d'une charte, tandis que les communautés s'étaient faites d'elles-mêmes. Rien qui paraisse plus sujet à caution : la distinction entre les communes et les communautés me paraît résulter de l'organisation octroyée à l'agglomération par la charte. Une agglomération put parfaitement recevoir une charte et rester une communauté : il suffisait pour cela que sa charte restât purement civile, qu'elle ne reconnût pas droit de justice à ses agents, qu'elle n'enserrât pas ses membres dans les liens du serment. A quoi servait donc cette charte ? elle constatait officiellement l'affranchissement civil des membres de l'agglomération. Bien des chartes de communes furent en même temps des chartes d'af-

(1) P. 350, *Des coutumes et des usages*, § 22.

franchissement ; la variété des dispositions fit seule la différence de l'intitulé. A la vérité, il y eut des communautés sans charte : ce furent les communautés sans affranchissement légal ; et cela confirme ce que j'ai avancé précédemment, à savoir que les agglomérations serviles, grâce aux allègements matériels survenus en deux siècles, purent former des communautés.

Ainsi l'organisation dont nous allons parcourir les traits principaux s'appliqua à tous les villages de cette période, autant naturellement qu'une loi générale put s'imposer à une époque aussi essentiellement diverse. L'affranchissement ne fut qu'un détail juridique ; et ce chapitre aurait pu porter pour intitulé : « Le village français à l'issue du XIII^e siècle. »

Cette organisation s'appliqua non seulement aux villages, mais encore aux villes dépourvues de chartes communales. Mais ce second point ne fut qu'une exception, et c'est bien vraiment l'organisation communale du village que nous dépeint Beaumanoir dans les paragraphes 27 et 28 du chapitre de Compagnie :

« Cette compagnie se fait pour les frais et pour les coûts qu'il leur convient d'employer aux choses qui leur sont communes... comme de refaire leur église, réparer leurs chaussées, entretenir leurs puits et leurs gués, et pour les autres affaires qui sont traitées par l'accord des communes, comme de ceux qui sont mis en procès pour maintenir leurs droits et garder leurs biens communaux ».

Ce qui résulte fondamentalement de ce texte, c'est la compétence pour tout ce qui concerne les affaires communales de l'assemblée des habitants. Quelques rares textes, trop rares pour baser sur eux une loi générale, nous l'avaient signalée au début du XII^e siècle ; à la fin du XIII^e, elle est passée dans l'usage courant (1) : en 1309, une assemblée est convoquée à Saint-Benoît du Sault pour connaître de l'affranchissement octroyé par le prévôt ; elle se réunit « au lieu accoutumé pour le profit des communes de la ville ». En 1257, même préoccupation rassemble déjà les hommes de Beugy (2). En Lorraine, M. Guyot signale des assemblées au XIV^e siècle. Il ne nous en est malheureusement parvenu que peu de traces. Leurs tenues étaient si nombreuses, les sujets de leurs délibérations si locaux, qu'on négligeait d'en conserver les procès-verbaux là même où on avait songé à les rédiger. Les effets de cette négligence se faisaient encore sentir au XVI^e et au XVII^e siècle : les procès-verbaux étaient rédigés sur des feuilles volantes, et parfois le notaire rédacteur oubliait même de mentionner les

(1) Les textes mentionnés par M. Delisle, *op. cit.*, sont presque tous antérieurs au XIII^e siècle, mais je n'ai pas cru pouvoir tirer d'eux un raisonnement général. La Normandie en effet fut toujours beaucoup plus favorisée que les pays d'alentour. Dès le XI^e siècle, le servage y a disparu, même officiellement. Cette avance d'un siècle a dû s'étendre à toutes les institutions de la province. Tout ce que l'on peut faire est de mentionner les faits découverts et cités par M. Delisle comme exemples de la vie rurale aux environs de cette période, dans l'ensemble du pays.

(2) Clément, *op. et loc. cit.*

communautés auxquelles ils se référaient (1). C'est grâce à des circonstances fortuites que quelques-uns de ces procès-verbaux nous ont été conservés : il a fallu que l'objet de la réunion concernât la charte d'affranchissement, comme à Beugy, ou une donation, comme à Blezey, ou que l'affaire communale intéressât une communauté religieuse, comme à Champhols ou dans les villages normands mentionnés par M. Delisle. De ces documents, l'existence des assemblées ne se dégage que par voie de raisonnement. Nous ne savons donc que fort peu de choses touchant la tenue, la composition, la compétence des assemblées au XIII^e siècle. Pouvaient-elles se réunir de leur propre initiative ? un texte concernant Vignoux-sous-les-Aix tend à faire croire que non (2). Mais Vignoux était encore serf à cette époque ; rien ne peut guider notre raisonnement en ce qui touche les communautés affranchies. Ce qui pourrait faire croire que les assemblées avaient liberté de réunion, c'est que Beaumanoir, en énumérant les attributions, n'exige la présence du seigneur ou de son prévôt qu'au cas où elles ont pour objet l'élection d'un procureur. Aucun assentiment seigneurial n'est d'ailleurs mentionné dans la charte de donation par les hommes de Blezey que j'ai rapportée plus haut.

(1) Merlet, *Les assemblées de communautés d'habitants dans l'ancien comté de Dunois*.

(2) Les habitants « assemblés de l'autorité, licence, puissance, volonté et consentement à eulx donnés par Jehan Monnet, prévost du dit lieu de Vines » (*Arch. du Cher*, H).

De même, nous ignorons la composition exacte des assemblées de communauté. La charte de Blezei mentionne les femmes, mais elle mentionne aussi les enfants, dont l'assistance aux délibérations n'est pourtant pas vraisemblable. Par analogie avec ce qui se passa plus tard, nous pouvons croire que les femmes seules prenaient part à la discussion, qui par la mort de leurs maris se trouvaient chefs de maison (1). Nous ne savons même pas si tous les hommes du village assistaient à la réunion. Au XIV^e siècle les ordonnances royales établissant les tailles comptaient les populations rurales par *feux*. M. Brutails (2) nous apprend de son côté que dans le Roussillon l'assemblée du village n'était à proprement parler que l'assemblée des propriétaires fonciers. Il est permis de croire que les détails de cette organisation durent varier de région à région. Dans tous les cas, les renseignements donnés au XVIII^e siècle dans ses deux ouvrages par Lapoix de Fréminville ne peuvent être que d'un faible secours à l'historien du moyen âge.

L'assemblée constituait le pouvoir délibérant de la communauté. Rien ne fut plus divers que son pouvoir d'exécution. Dès longtemps, l'autorité exécutante était représentée dans le village par un prévôt ou un maire, délégué du pouvoir central, chargé de rendre la

(1) Sic, Liugé, 1292 (Clément, p. 315, 316).

(2) *Etude sur la condition des populations rurales du Roussillon au moyen âge.*

justice, de faire observer l'ordre et de percevoir les redevances. Les premiers de ces maires, nous l'avons vu, étaient devenus des seigneurs féodaux de l'ordre inférieur, les plus jaloux de leur autorité et les plus turbulents. Mais l'institution avait persévéré : au XII^e siècle nous trouvons encore dans le cartulaire de Saint-Père l'épisode de la nomination d'un maire, qui prête serment d'être probe, fidèle, de ne point commettre d'exaction, de ne réclamer aucune redevance qui ne soit légitimement due, de respecter les droits des tenanciers, tandis que de leur côté les paysans jurent de ne point se soumettre aux exactions du maire (1). Cet officier, les seigneurs et les prévôts n'avaient garde de le choisir parmi les gens de quelque puissance ; ils savaient trop par expérience combien il en pouvait coûter ; les abbayes saignaient encore des mutilations que leur avaient fait subir leurs avoués et leurs intendants. Le maire fut donc un serf, choisi presque toujours dans le sein du village qu'il avait la tâche d'administrer. Ainsi durant plusieurs siècles se perpétua la tradition du village presque autonome, gouverné par l'un des siens, jugé par l'un des siens qu'entourait le conseil des prud'hommes. A force de ne regarder le maire que comme un serf mis temporairement à la tête de son village, partageant les désirs, les espoirs et les peines de ceux qu'il était chargé d'admi-

(1) Cf. entre vingt exemples les maires de la Chataigneraie (1262), des Batignolles (1270), de Celles (1364), de Viry en Vermandois (1272). Robiou, *op. cit.*

nistrer, les seigneurs casqués ou mitrés finirent par n'y plus voir qu'un responsable. Le maire était chargé de faire rentrer les redevances et observer les prescriptions édictées : à lui de souffrir pour ses compagnons de glèbe si par excessive douceur ou par complicité secrète il sacrifiait à ses affections ses devoirs d'intendant. Avec cette conception le mode de nomination du maire n'était plus qu'une question secondaire. La ratification par le seigneur lui suffisait pour s'assurer la solvabilité de l' élu. Une charte de Notre-Dame de Paris (1) nous montre le maire sur ces confins indécis où il n'est pas encore un officier municipal, sans être presque plus l'homme du seigneur : en 1263, six mois après leur affranchissement, les habitants d'Orly s'assemblent pour discuter si leur maire et leur doyen (2) seront assujettis à la prestation de la taille qui les a rédimés. (Nous remarquons, ici encore, une réunion d'*homines utriusque sexus*.) Cette assemblée plénière, réunie devant le chancelier du chapitre, reconnaît publiquement « que les agents de l'église de Paris, c'est-à-dire le maire et le doyen du village d'Orly, sont et ont toujours été, à raison de leurs charges, quittes et libres quant à leur personne et à leurs biens, de toute prestation et paiement de taille, toutes les fois qu'il arrive qu'une taille soit levée dans le vil-

(1) *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, édition Guérard, t. 2, p. 9.

(2) Le doyen était une manière d'huissier ou agent d'exécution inférieur. Une charte postérieure d'Orly l'indique comme chargé d'emprisonner et de surveiller les délinquants (Robiou, p. 112).

lage ». Ainsi, tout d'abord, l'assimilation entre le maire et le serf ordinaire est si complète que c'est question discutée de savoir si le maire n'est pas assujetti aux prestations communes. La charte continue : « Ils ont reconnu aussi que Guillaume, en ce moment doyen d'Orly, qui vient d'être affranchi, comme tous les habitants d'Orly, par le chapitre de Paris, s'est obligé au paiement de la taille au chapitre, ainsi que cela est indiqué dans la charte d'affranchissement ». Ainsi, le doyen (et tout ce qui est dit ici du doyen peut s'appliquer le cas échéant au maire), le doyen, officier du pouvoir central, est responsable du paiement de la taille par ses administrés et compagnons d'Orly. Cette responsabilité découle-t-elle tout naturellement de sa charge ? Les termes de la charte indiquent bien que non, et qu'il a fallu dans ce but une obligation spéciale et volontaire du doyen. Ce qui est logique et vraisemblable, c'est que le chapitre, avant d'accorder l'affranchissement, a demandé que la taille de rachat fût garantie par quelque suffisante et solvable personne. Les habitants ont sollicité la garantie du doyen que sa charge fait plus familier du chapitre et plus expert des affaires publiques ; le chapitre a accepté plus volontiers le doyen, dont la solvabilité lui était connue. Dans tous les cas, le pouvoir municipal perce au travers de la délégation centrale.

L'un ne devait pourtant pas sortir directement de l'autre. La responsabilité du maire choisi parmi ses compagnons ne devait qu'inspirer l'institution des

agents municipaux, les deux institutions devaient continuer à vivre parallèlement, sauf dans les communautés que leur charte transformait en communes, et dont le magistrat supérieur acquérait d'emblée droit de justice. Dans les communautés, le droit d'élection accordé aux assemblées par les seigneurs leur est le plus souvent reconnu dans leur charte d'affranchissement, et la reconnaissance est faite dans des termes qui confirment logiquement tout ce que j'ai dit au paragraphe précédent. Presque toutes les chartes sont octroyées moyennant finances ; dans celles même dont la concession est gratuite, plusieurs articles règlent ou constatent l'abonnement aux tailles et autres droits féodaux. Qui garantira au seigneur l'accomplissement de toutes ces prestations pécuniaires ? ce seront des chefs, élus par la communauté et investis d'une mission temporaire, sous la réserve de la ratification du seigneur. A Escheveronne, en 1231, la charte porte que toutes les fois que le sire de Vergy recevra des redevances, « eligentur quatuor a communitate ville de ipsa communitate, præposito tamen præsentè Vergeii, qui jurati dicent quantum poterit unusquisque solvere » (1). De même à Châteaumeillant, en 1220, de même à Déols, de même au Châtelet (2). Ce qui prouve l'intérêt du seigneur à cette nomination, c'est le droit qu'il se réserve parfois de choisir lui-même les chefs de la communauté,

(1) Serrigny, *op. cit.*, p. 158.

(2) Clément, *op. cit.*, p. 72 de l'année 1891.

si les habitants manquaient à le faire. C'est ce qui se passe à Milly-sur-Dun, en 1296 (1). Il est dès lors indifférent que la nomination émane du seigneur ou des bourgeois. A Courcy, en 1314, la charte parle de six prud'hommes choisis par le seigneur parmi les bourgeois pour faire la taille antique.

Les magistrats, parfois annuels, le plus souvent momentanés, portent les noms les plus divers ; mais le nom qui leur convient le mieux est celui de prud'hommes ; car cette institution est l'aboutissement logique de ces *boni homines* ou vieux hommes expérimentés, que nous avons vus précédemment entourer de leurs conseils le comte ou le prévôt. Le développement des libertés locales les a fait sortir de leurs attributions purement judiciaires, mais leur origine est toujours la même. Ce sont eux tout naturellement qui ont attiré l'attention du seigneur, le jour où il a voulu appliquer l'idée dont le maire avait été le principe. En somme, ce système d'administration pourrait se définir en deux lignes : l'auto-administration par la responsabilité des notables, née du maire, et transportée sur la tête des prud'hommes.

L'origine du système, telle que je viens de l'esquisser, ne comportait que l'administration financière ; il y avait depuis longtemps bien d'autres agents dans le village,

(1) « Et doivent mi bourgeois de Milly desous dit faire un majour, quatre eschevins et un doyen, chacun an le jour de la pentechoute, et se ils ne les fassoient celui jour posivelement, je les feroie et porroie faire, le demain de mes comandemens » (Serrigny, p. 160).

agents qui n'avaient pas attendu, pour se développer, l'octroi des chartes d'affranchissement, et dont la genèse avait été des plus simples. La charte de Champhols nous a montré l'élection par l'assemblée des habitants d'un préposé au four banal. Le texte de Beugy nous a montré l'élection d'un collecteur. Beaumanoir enfin, d'accord avec beaucoup de chartes qui sont parvenues jusqu'à nous, nous parle des procureurs établis par l'assemblée des habitants pour soutenir les procès intéressant la communauté. Il ne paraîtra pas abusif de conclure de tous ces textes, comme d'ailleurs le fait incidemment celui de Champhols, que l'assemblée de communauté avait pleine compétence pour régler les affaires communes et nommer les agents exécuteurs de ses volontés. Les messiers, les vigniers, les forestiers, les meuniers, devaient être élus comme l'étaient les procureurs et les collecteurs. Pour chacun d'eux la délégation devait durer autant que l'utilité de sa mission. La plupart des agents communaux devaient donc être temporaires, et le plus souvent très irrégulièrement élus.

Dans les villages non affranchis ou affranchis par une charte purement civile, cette organisation dut subsister. Dans les autres, il se fit forcément une condensation. Les intermédiaires de la communauté et de son seigneur durent se confondre avec ses agents temporaires. Bien des chartes réglèrent même cette confusion, et il ne fut plus possible de voir, sous la multiplicité des attributions des échevins, quelle avait été l'idée pre-

mière du seigneur en en concédant l'élection. Les chartes d'affranchissement furent donc, ce me semble, un mal pour la liberté des communautés, en ce qu'elles contraignirent les habitants à restreindre le choix de leurs agents au petit nombre des notables approuvés par le seigneur, tandis qu'au contraire ceux qui ne concurent pas la solennité officielle de la charte ou que leur charte se contenta de faire libres, purent persévérer, en tout silence et humilité, à élire librement les agents de leur volonté sous l'indifférente insouciance du seigneur.

Un troisième élément vint militer à côté des deux autres, tant fut complexe dans ses débuts l'organisation administrative du village. Nous avons vu le rôle considérable joué dans les campagnes frankes par l'institution des paroisses. Plus tard, nous avons vu les villages serfs s'organiser autour de leurs curés, et sous leur conduite, marcher bannières en tête à la convocation du roi. On a indiqué d'un mot la situation du pouvoir ecclésiastique dans les communautés du XII^e siècle quand on a dit qu'elles n'étaient que des paroisses. J'ai déjà essayé de signaler l'influence morale du curé et son rôle dans le mouvement d'émancipation. Bien des soucis moins hauts mais plus assujettissants ramènent constamment le paysan à son église. C'est là que le curé du haut de la chaire donne lecture des documents officiels, proclame le bau de la moisson, annonce les informations

intéressant le commun des habitants (1). C'est là que l'on passe les actes solennels : le jour de la Toussaint 1280, en l'église de Saint-Aubin-le-Sauf, le comte de Dammartin et toute la « villée » de Saint-Aubin cèdent à l'archevêque de Rouen, leurs droits d'usage dans la forêt d'Alihermont (2). Malgré toutes les prohibitions, l'église sert toujours de grenier pour les fourrages et les moissons (3). Elle sert en même temps de halle et de salle de danse (4). Au siècle suivant, elle servira souvent de forteresse, et les habitants retranchés dans ses tours subiront l'assaut des Anglais (5). Enfin l'église est l'édi-

(1) A Périer sur Andelle, en Normandie, le curé annonce au prône au commencement du mois d'août, que tous les habitants aient à se rendre à la sciée des bois du seigneur (André Réville, *Les paysans au moyen âge, Revue internationale de sociologie*, année 1895, p. 839). Dans d'autres paroisses normandes, le curé fait du haut de la chaire l'annonce des objets perdus ou volés, et frappe d'excommunication les inventeurs qui n'en feraient pas la déclaration dans le jour.

(2) *Cartulaire de Philippe d'Alençon*, folio CXLIIJ, verso.

(3) « Proecipimus etiam de ecclesiis omnibus, tam prioratibus quam parochialibus ecclesiis, arcas et grana penitus amoveri (Concile de Bourges : Labbe, *Concilia*, t. XI, c. 1256).

(4) Réville, *loc. cit.*

(5) V. le Continuateur de Nangis, Jean de Venette, que son origine paysanne rapprocha toujours des villageois, et qui leur consacre de longs passages de sa chronique. L'histoire de la vie rurale pendant la guerre de Cent Ans, qui ne rentre pas dans le cadre de cette étude, offre l'émouvant spectacle des paroisses réduites à elles-mêmes, privées de leurs seigneurs, isolées parmi les masses anglaises sous la prééminence de leurs curés. Rien de plus intéressant que de voir se développer dans cette nécessité l'esprit d'initiative. Toutes les populations sont retranchées dans leurs églises ; on élit des capitaines, et, soumis à ses propres lois, l'on attend que le flot de l'invasion se soit écoulé. L'épisode légendaire du Grand Ferré, le plus fameux de toute cette période, est aussi celui qui en

fice central de la communauté, d'abord parce que l'élan religieux est toujours très intense, ensuite parce qu'elle a été bâtie des subsides, quelquefois même de la main des paysans, enfin et surtout parce qu'elle est la seule maison commune, celle où se tiennent les assemblées, et que toutes les libertés publiques viennent d'elle. C'est elle qui se dresse en face du château, elle qui représente aux paysans leur entité commune devant la domination seigneuriale. Aussi le soin principal des habitants est-il pour l'entretien et l'ornement de l'édifice paroissial. En 1070, en pleine période féodale, les villageois de Saint-Hilaire de Poitiers ont conclu avec le doyen de l'abbaye, leur seigneur, une convention par laquelle ils s'engageaient, eux et leurs héritiers, à aider à la construction de l'église, et à la secourir de tout temps (1). Il y a longtemps déjà que sur leurs gains et sur les fruits de leurs champs sont prélevées les dîmes qui doivent subvenir aux frais du culte et à l'entretien

résume le mieux l'esprit. Il faut voir aussi la docilité des paysans sous leurs prêtres, la cohésion des paroisses, telle que, réfugiées à Paris, elles conservent leur unité sur les places de leurs campements. Quelques désastres que l'invasion anglaise ait pu coûter au plat pays, les survivants ont largement profité de la tempête : ils ont retrouvé en intensité de vie locale, en qualités durables d'initiative et de résolution, ce qu'ils avaient un instant perdu en sécurité et en bien-être. La guerre de Cent Ans a été somme toute un bienfait pour les libertés publiques.

(1) « Convencionem fecit dominus Alboinus, decanus sancti Hylarii, cum hominibus rusticis de sancto Hylario... Illi omnes rustici convencionem pro eo habent ut ecclesiæ ædificationem adjuvent et cooperient eam omni tempore, illi et ipsi qui post eos fuerint » (*Cart. de Saint-Hilaire de Poitiers*, p. 92).

de l'église. Mais de multiples abus se sont produits, les patrons des paroisses ont usurpé les dîmes, ou les ont inféodées ; les desservants réels sont obligés de recourir à la générosité de leurs fidèles. En 1180, les prêtres et paroissiens de l'église de Mortemart donnent à l'abbaye de Sainte-Marie de Mortemart leur partie de l'église, et en retour l'abbaye leur compte vingt solidi qu'ils affecteront à la réparation de l'édifice (1). La donation consentie par les hommes de Saint-Aubin des usages d'Alihermont est à charge par l'archevêque de Rouen de donner quatre-vingt livres pour la réparation de l'église de Saint-Aubin (2). Mais ce sont là des recettes extraordinaires, sur lesquelles il ne fait pas bon compter. Là où elles font défaut, il faut que les habitants avisent à se procurer les subsides nécessaires. Beaumanoir, dans le passage cité au début de ce chapitre, mentionne la réparation du moutier comme une des préoccupations les plus fréquentes des assemblées. Mais avec ces secours supplémentaires, un droit naît aux paroissiens, droit d'ingérence dans l'administration du temporel de la paroisse qu'ils avaient jusqu'ici abandonnée confiamment au curé. De là l'institution des marguilliers. Un auteur qui traite spécialement des églises rurales de l'ancienne France (3) dit que jusqu'au XIV^e siècle l'intendance des revenus des églises appartient à l'autorité

(1) *Cartulaire de Mortemart*, p. 100.

(2) V. p. 149.

(3) Bacalerie, *La paroisse rurale dans l'ancienne France en général et en particulier dans le Toulousain*.

ecclésiastique. Suivant lui, ce fut le concile de Vienne (1311) qui en confia le soin à des séculiers notables et zélés. M. Clément de son côté ne mentionne pas de marguilliers berrichons avant 1391. Là comme ailleurs, la Normandie fut en avance sur le reste du territoire. Dès 1200, un texte cité par M. Delisle emploie le terme *fabrica* dans le sens de temporel d'une église (1). Un statut du diocèse de Rouen, du courant du XIII^e siècle, ordonne que le trésor de l'église soit gardé par des gens honnêtes et considérés (2). Ainsi s'institua dans le village une administration spéciale qui ne tarda pas à se confondre avec les autres.

L'Eglise n'avait pas borné son activité aux pures préoccupations du culte. Les institutions charitables et les établissements d'instruction dont nous l'avons vue prendre l'initiative dès la période franke prospèrent dans le milieu clos du village serf. On s'occupe activement des pauvres ; un texte cité précédemment parle d'un terrain dont la propriété est revendiquée par les pauvres de Villa Oscada, auxquels elle avait probablement été léguée. Ces fondations sont fréquentes. Un chanoine

(1) « Noverit universitas vestra quod, cum inter abbatum et monachos Savignei, ex una parte, et capellanum et parrochianos ecclesie Sancti Martini, ex alia, controversia verteretur super fabrica ejusdem ecclesie, tandem coram nobis in hanc compositionem... deveniunt » (*Cartulaire de Savigny*, f^o 33, v^o).

(2) « Thesauri ecclesie viris honestis et suspitione carentibus custodiendi tradantur, et de eis reddant rationem qui custodierint in plena parochia vel coram electis a parochia ter in anno » (*Bessin, Concilia*, part. II, p. 57). Cf. les marguilliers de Champhols.

de Notre-Dame de Cambrai, Bernard du Sart, fonde dans l'Eglise du Sart une capellenie dont il règle les conditions. Le chapelain institué et son clerc, s'ils manquent à ces dispositions, seront tenus d'une amende de douze deniers par jour « qui sont aplikiet as pources dou Sart. Lis douze deniers d'amende seront à partir par le Kemun de la ville » (1). C'est aussi une grande préoccupation pour le commun que l'entretien des léproseries ou maladreries (2), nombreuses au XIII^e siècle, fondées sous l'inspiration de l'Eglise qui le plus souvent en a la garde, mais qui s'entoure pour les administrer de prud'hommes pris dans la bourgade dont les lépreux fréquentent l'établissement. Rien plus que les règlements des maladreries ne prouve l'esprit étroit et jaloux de toutes les communautés de l'époque : la maladrerie est propre à la paroisse sur le territoire de laquelle elle est fondée, cette paroisse seule a le droit d'y envoyer ses malades. Beaumanoir examine gravement la question de savoir si les bâtards d'une ville peuvent,

(1) Chapellenie fondée en 1327. V. *la Thiérache*, année 1872, p. 76, qui renferme hors texte le fac-similé de la charte en patois cambrisien. Le même tome renferme, p. 8, une intéressante charte de transaction entre l'abbaye de Foigny et Thomas de Coucy Vervins, au sujet de leur village commun de Landouzy. — Cf. sur les pauvres le texte de Beatus Rhenanus, l. 2, *Revue Germanique*, p. 95 : « Mendici per regiones vagari non permittentur, suos pauperes quæque civitas alito. Illis, nisi manibus operentur, nullus quicquam dato ». Cf. Baluze, *De mendicis discurrentibus*, capit. ann. 806.

(2) Tous les dimanches, les paroisses normandes doivent envoyer du pain aux lépreux de leurs maladreries (Cartulaire de Troarn, folio 25).

le cas échéant, entrer dans la maladrerie : il est bien obligé de reconnaître que cette faculté leur est interdite en droit, parce qu'ils n'ont pas de lignage ; toutefois, ajoute-t-il, comme ils sont chrétiens, ils sont dignes de pitié (1). Parfois, plusieurs paroisses se cotisent pour élever un bâtiment à frais communs : dix-sept paroisses voisines de la maladrerie Reculée du Bois-Halbout sont en procès avec l'abbaye du Val et la Dame de la Mothe, au sujet de l'administrateur de la maladrerie qu'elles prétendent avoir le droit de nommer (1459). Le libellé du jugement remplit plusieurs pages in-quarto de l'*Histoire Générale de la Maison d'Harcourt* (2). A côté des maladreries, les hôpitaux pour la généralité des malades. De tout temps les villes avaient été munies d'hôpitaux. Le concile de Nicée (325), le concile d'Orléans (549), en avaient expressément recommandé la fondation aux prêtres et aux évêques qu'ils chargeaient de les visiter fréquemment. Les rois carolingiens en avaient fondé sur les routes conduisant vers l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne (3). Ils se multiplièrent. Au XII^e siècle, presque chaque paroisse avait sa compagnie ou *charité* fondée dans le but exclusif de secourir les malades ; dans l'Aube, on comptait soixante-deux hôpitaux de villages créés par les communautés (4). Les rois d'ail-

(1) Beaumanoir, t. II, p. 327.

(2) P. 162.

(3) Tollet, *Les édifices hospitaliers depuis leur origine jusqu'à nos jours*, p. 42 à 44.

(4) Réville, *loc. cit.*, p. 935 et 936.

leurs donnaient eux-mêmes l'exemple, et ne craignaient pas de remettre aux mains du peuple la gestion des établissements hospitaliers : dès Louis VIII, deux bourgeois de Paris administraient l'Hôtel-Dieu. Le budget de ces fondations charitables était alimenté par les dons et legs en nature ou en terres, ou par les impositions levées sur elles-mêmes par les communautés (1). Dès le XIII^e siècle, leurs installations étaient assez confortables pour que chaque malade y eût son lit ; les femmes en couches y étaient isolées. Seuls, les voyageurs et les pauvres que l'on y hébergeait par surcroît étaient réduits à coucher quatre ou cinq dans le même lit (2).

L'instruction elle aussi dut fleurir. Comme pour les établissements hospitaliers, c'était l'Eglise qui s'était réservé d'abord le monopole des écoles. Deux faits parallèles expliquent l'intensité de la création, l'intensité de la fréquentation : l'Eglise voulait se former des clercs, les paysans voulaient par la cléricature, soustraire leurs fils au servage. De là cette prodigieuse multiplicité de prêtres, débordant des villes dans les campagnes, à la recherche d'une cure, d'une prébende, ou pour le moins d'une capellenie, se groupant, s'associant, instituant entre eux des communautés comme celles que nous décrit M. l'abbé Galabert (3). A travers tout le moyen âge et la Renaissance, cette multiplicité ira progres-

(1) Delisle, *op. cit.*, chapitre « Population, instruction et mœurs ».

(2) Réville, *loc. cit.*

(3) *Les prêtres dans les campagnes au moyen âge.*

sant : en 1526, Parisot, village de 300 feux, compte trente prêtres ; en 1522, à Saint-Antoine, on excommunie quarante prêtres qui sont entrés dans les ordres sans s'être fait relever du défaut de naissance ; en 1400, le hameau d'Espinass compte cinq prêtres non compris son recteur (1). De là aussi le grand nombre des écoles rurales, le souci que prennent les évêques d'en recommander la fondation dans leurs mandements, la ferveur à l'étude des populations. Guibert de Nogent, qui naît en 1053 et meurt en 1124, nous raconte aux premiers chapitres du *De vita sua* qu'il eut beaucoup de mal à mener à bien son instruction, les maîtres étant loin d'être aussi nombreux et aussi lettrés que par le présent (2). Un des effets de la guerre de Cent Ans mentionnés par le Continuateur est de disperser les grammairiens qui dans les villages enseignaient les rudiments aux enfants (3). Ces grammairiens étaient parfois à la nomination de l'Eglise, parfois à celle du seigneur. Dans ce cas, leur charge était presque toujours vénale, et le patron ne songeait qu'à en tirer parti. Le grammairien qui avait déboursé pour entrer en place retrouvait son profit sur le casuel payé par les élèves : à Torcy, près

(1) *Archives de l'Eglise Saint-Andéol de Parisot. Histoire de l'Eglise de Rouergue* par l'abbé Servières.

(2) Guibert, *De vita sua*, cap. 4. Migne, t. 156, p. 844.

(3) *Charitas etiam ab illo tempore refrigescere coepit valde, et iniquitas abundavit cum ignorantia et peccatis, nam pauci inveniebantur qui scirent aut vellent in domibus, villis et castris informare pueros in grammaticalibus rudimentis* (Nangis, *Collect. de l'Hist. de Fr.* Ed. Géraud, t. 2, p. 216).

de Longueville, un grammairien, pour se faire payer de quarante sous que lui devait un cabaretier pour l'éducation de son fils, buvait jusqu'à extinction sans payer (1). Le désir d'apprendre était si vif que ces humbles écoles primaires ne suffisaient pas toujours aux paysans. A la Canne, près de Castres, les habitants s'adressèrent directement au pape d'Avignon pour avoir un collège. Clément VI accéda à leur demande, et le collège fondé le 7 avril 1344 répandit dans les campagnes du Tarn les lumières de l'enseignement « grammatical, logique et scientifique » (2). Pour ce qui regarde plus directement les écoles, il est difficile d'indiquer précisément quel genre d'instruction les enfants y recevaient: le Continuateur parle modestement des rudiments grammaticaux. Cent ans plus tard, nous trouvons pourtant parmi les maîtres d'école de la bourgade de Caylus un bachelier ès lois, et l'instruction est à ce point répandue que les testaments des marchands dont nous possédons encore les originaux sont remplis de citations de l'Écriture et des lois civiles (3).

Il nous reste enfin à nous demander quel rôle politique jouèrent les communautés à la fin du XIII^e ou au tout premier commencement du XIV^e siècle, et pour cela à faire brièvement l'historique de la participation des

(1) Réville, *op. cit.*, p. 1044.

(2) Azaïs, *Bulletin du Comité de l'Art chrétien du diocèse de Nîmes*, t. III, 1885, n° 19.

(3) Galabert, *L'instruction dans la seconde moitié du XV^e siècle à Caylus*.

campagnes à la vie publique depuis l'invasion romaine.

Dans la Gaule romaine, où, comme nous l'avons vu, tout avait été ménagé pour conserver aux libertés locales leurs plus flatteuses apparences, un conseil général se réunissait tous les ans à Lyon, composé de délégations élues par chacune des cités, et où, après avoir sacrifié à l'empereur, on traitait des questions d'administration générale. L'assemblée examinait les actes des *praesides* durant l'année écoulée, et votait des blâmes ou des éloges aux fonctionnaires impériaux ; parfois même elle élisait une députation, qu'elle chargeait de porter à l'empereur ses doléances et ses vœux. Les *vici* étaient-ils représentés directement dans cette assemblée ? Rien ne peut nous permettre de résoudre cette question. Nous avons déterminé qu'à la meilleure époque de la domination romaine, presque tous les *vici*, autonomes quant à leur administration locale, étaient représentés aux yeux de l'administration centrale par le chef-lieu de leur *civitas*. Il semble bien dans ces conditions qu'au seul chef-lieu devait appartenir la préoccupation d'élire et d'envoyer à Lyon les députés de la cité. Mais d'autre part Dion Cassius, étudiant l'institution voisine des ambassades que les provinces envoyaient parfois à l'empereur, quand elles croyaient avoir lieu de se plaindre de leurs gouverneurs, parle de « ταῖς πρεσβείαις ταῖς παρὰ τῶν πόλεων καὶ τῶν ἔθνων ». Que signifie ce mot ἔθνος mis à côté de πόλις comme l'expression d'une idée différente ?

fait-il allusion à la députation par le peuple d'un territoire tout entier, en opposition aux députés des *πολεις* au sens restreint? Il paraît cependant bien difficile de baser sur ce seul texte une argumentation; Dion a plus probablement entendu désigner par là les peuples de l'empire dont le territoire n'était pas divisé en cités.

L'empire tombant, la participation des provinces à la vie publique devient naturellement de plus en plus rare. Le *consilium* s'abolit. En 418, Honorius le rétablit et le compose « des anciens magistrats, des grands propriétaires et des juges de chacune des provinces (1) ». Mais aucun intérêt ne s'attache à la résurrection passagère d'une institution condamnée. L'avenir est maintenant aux peuplades germanes, que nous voyons de l'autre côté du Rhin tenir leurs assemblées nationales, sources de toute puissance, souverain pouvoir législatif, électoral et judiciaire à la fois. Là, aucune dignité, aucune fortune nécessaire. Chaque homme libre prend part aux délibérations « du droit qu'il a de disposer de lui-même (2) ».

Le Rhin franchi, les institutions primitives commencent à s'altérer; à mesure que l'hérédité s'établit dans le pouvoir royal, l'assemblée perd son caractère souverain. Cependant ses réunions sont fréquentes encore. Les convocations annuelles de l'armée en sont l'occasion. A côté, au besoin des circonstances, les rois convoquent

(1) Fustel de Coulanges, *L'invasion*, chap. I.

(2) Guizot, *Histoire de la civilisation en France*.

des assemblées civiles. Mais le principe se vicie, la convocation et la discussion des affaires publiques ne sont plus regardées comme un droit, mais comme un devoir envers le roi. Les assemblées se font plus rares, les rois s'entourent d'un conseil dont les avis suppléent au tumulte des réunions populaires. C'est ce conseil qui inspire presque tous les capitulaires de Charlemagne. Toutefois, l'usage persiste, qui veut que la loi soit acceptée par le peuple avant d'être promulguée par le souverain. En 864, l'édit de Pistes peut encore poser en principe que « *Lex fit consensu populi et constitutione regis.* » Hincmar nous a donné le détail des assemblées carlovingiennes (1) ; par lui nous savons distinguer les deux sortes de réunions qui se tenaient chaque année, l'une, celle de mai, composée à la fois du peuple et des grands, l'autre, celle d'automne, réduite à ceux-ci. Nous savons qu'aux assemblées mêmes qui les réunissaient dans la communauté de la tâche à poursuivre, peuple et nobles étaient séparés. La part accordée dans ces conciliabules aux représentants du peuple dut devenir assez restreinte ; le droit de prendre part à la discussion des affaires publiques finit par être une simple satisfaction morale (2).

(1) Hincmar, *De ordine palatii*, § 35 sqq.

(2) Voyez sur tous ces points Thibeaudeau, *Histoire des États Généraux*. Un capitulaire de Louis le Débonnaire de 819 ordonne que chaque comte amène aux assemblées 12 scabins, ce qui eût fait pour les 72 comtés 864 députés ; mais c'était par l'importance du rôle, non par le nombre, que péchaient les assemblées politiques.

La domination féodale anéantit les assemblées, il se fait une lacune de trois siècles. Sous Louis le Gros on signale quelques conseils d'évêques et de barons ; mais ce n'est qu'en 1241, sous saint Louis, qu'on voit reparaître le peuple sous la forme de députés des bonnes villes. Saint Louis fait d'ailleurs preuve d'une grande confiance en ses bourgeois : plusieurs notables des bonnes villes font partie du conseil de régence qu'il institue au moment de partir pour sa première croisade. En 1262, douze scabins de six villes prennent part à la confection de l'ordonnance qui fixe le titre des monnaies. Les dernières paroles du roi mourant sont pour recommander à son fils les bonnes villes et cités, en qui il trouvera un sûr appui contre ses ennemis. Mais toutes ces bonnes intentions ne se sont réalisées qu'en mesures particulières ; encore ces mesures ne concernent-elles que les villes, le sort des populations rurales ne préoccupe pas le pouvoir central.

C'est que les villes sont plus bruyantes, que la plupart d'entre elles sont arrivées à la liberté communale, que le commerce enfin a fait d'elles des sujets riches, dignes de considération, qu'il faut ménager parce qu'on peut recevoir d'elles. Que peut-on attendre au contraire des paysans, disséminés, ignorants, attachés au pénible gain de leur pain quotidien ? Il faut bien le dire aussi, les affaires générales de l'État les intéressent peu, leur éloignement des affaires publiques n'est pas une privation pour eux : la conception de l'État même leur est in-

connue. Ils en sont à cette période de la vie sociale où l'être se découvre, commence à tenter des raisonnements, et d'une façon toute naturelle porte ses premiers efforts aux affaires qui l'intéressent de plus près. Dès longtemps, les affaires de leur communauté les ont intéressés, parce qu'ils ont *senti* cet intérêt presque animallement, parce que chaque vice s'est manifesté par une souffrance, parce que la cause y a toujours joint l'effet. Mais ils sont incapables encore de s'émouvoir d'un principe, ils n'ont pas encore atteint la force de raisonnement nécessaire pour comprendre la relation directe qui rattache la prospérité du groupement local à la gestion des affaires de l'Etat. Cet Etat leur paraît d'ailleurs d'autant plus lointain et plus vague que de toute mémoire ils sont attachés à leur sol, encerclés de frontières infranchissables, que la difficulté des communications rend la propagation des nouvelles aussi hasardeuse et aussi rare que les voyages. Bien mieux : le roi lui-même ignore ses paysans. Philippe le Long, qui paraît avoir été des trois fils de Philippe le Bel celui en qui ont le plus revécu les tendances du roi parlementaire, ordonne de dresser un état complet des villages de son domaine (1). Il ne faut pas hésiter, ce me semble, à rattacher à cette ignorance l'oubli où l'on laisse les communautés rurales lors des Etats Généraux du tout premier XIV^e siècle. Nos idées de régularité moderne nous

(1) Bibliothèque de l'Ecole des Chartes.

font envisager cet oubli comme un parti pris : et à la vérité il en sera ainsi plus tard, dès les États Généraux réunis durant la captivité de Jean le Bon. Mais ces États Généraux de 1355 et des années suivantes ne sont qu'une manifestation violente de l'idée républicaine, presque une révolte légale, faite des germes qui ont fermenté dans chacune des villes de communes depuis l'octroi de la charte. Tout autre est le caractère des États Généraux réunis par Philippe le Bel, en particulier de ceux de 1308. Les États de 1308, convoqués au cours de la querelle avec les Templiers, ne sont pour ainsi dire qu'un referendum du souverain à son peuple. Le roi est engagé dans une lutte grave, il craint des'y hasarder seul. Pour augmenter son ascendant moral, il cherche à entraîner tous ses sujets derrière lui. Dès lors, il ne pèsera pas la valeur des adhésions, il les comptera. Son seul effort sera de réunir dans la salle des États Généraux le plus grand nombre possible de ses sujets. Tout le prouve. Nous avons conservé les lettres de convocation royales : elles sont adressées « à la noblesse, au clergé, aux consuls, maires, échevins, jurés et communautés insignes du royaume ». Plus encore : le Trésor des Chartes a conservé les originaux de presque toutes les procurations données par les agglomérations convoquées à leurs représentants. M. Boutaric en a publié la liste dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes* (1). Rien ne peut mieux

(1) Cinquième série, tome I, pages 1, sqq.

nous donner une idée du pêle-mêle fougueux qui règne alors dans l'administration. Des grandes villes, Rouen, Tours, nous manquent. En revanche, la liasse est remplie de procurations émanées de petites localités inconnues, Eschouchey, Coole, Saint-Benoît-sur-Loire. Ici, c'est la communauté qui députe, là les hommes et la communauté, ailleurs, le commun des bonnes gens, plus loin, le commun assentiment de toute la plus grande, saine et entière partie de la communauté. De cet ensemble de textes, un fait indiscutable se dégage : le pouvoir royal a convoqué au début du XIV^e siècle toutes les localités, urbaines ou rurales, de l'existence desquelles il avait connaissance.

A la vérité, cette générosité ne se maintient pas, les États Généraux que Philippe lui-même convoque postérieurement à 1308 se bornent à réunir les représentants des villes notables (1). Mais cela s'explique très simplement : là où il est question d'obtenir des subsides, l'assentiment des villes suffit, les villes représentant, pour employer une expression de l'époque, la plus saine et majeure partie de la richesse publique. Les communes s'arrangent fort bien d'ailleurs de cette exclusion, leur esprit jaloux et autoritaire suffira à remplir de tumulte le milieu du XIV^e siècle et elles pourront déployer à leur aise, à la barre des États Généraux,

(1) Rien ne nous montre mieux les variations fantaisistes des convocations, que le tableau dressé par M. Hervieu, dans son livre sur les premiers États Généraux et les Assemblées représentatives.

la charitable prétention de protéger le plat pays absent. De cette exclusion, les communautés témoignent peu de souci. Indifférentes à la sonorité des revendications politiques, elles continuent à s'organiser en silence dans leur profitable isolement, et leurs efforts sont empreints de cette force qu'inspire aux hommes le sentiment direct de la nécessité. Le plus sociologue des historiens modernes, traitant de la conception analogue des petites républiques italiennes, a décrit excellemment l'énergie et la constance sans fatigue que développait chez leurs membres le génie de ces petites associations bornées. « Nous ne comprenons plus la force avec laquelle ils couraient dans ce champ fermé... Nous sommes perdus dans un état trop grand. Nous n'imaginons pas les provocations incessantes au courage et à l'initiative que comportait la société réduite à une ville. Nous ne soupçonnons plus les ressources d'invention que l'individu atteint lorsqu'il se meut dans un cercle proportionné à ses facultés et approprié à son action... A cette époque, ce qui frappe la communauté blesse au vif le particulier. Depuis que la vie privée s'est séparée de la vie publique, l'État, transporté aux mains du gouvernement, ne semble plus la chose de l'individu (1) ».

L'époque qui voit la splendeur de ces républiques italiennes dont s'inspire M. Taine, marque aussi l'apogée des communautés rurales en France. Leur lent effort

(1) H. Taine, *Voyage en Italie*, t. II, p. 343.

s'est dressé sans obstacles depuis le début du XII^e siècle, leurs activités ont pu se déployer autour des intérêts locaux sans que les seigneurs aient songé à s'en alarmer. Cette fin du XIII^e siècle que nous avons atteinte voit les assemblées de village maîtresses d'elles-mêmes, libres de leurs tenues, peut-être même composées à leur gré ; aucune tradition encore, partant point de règle. En même temps, presque tous les sujets dont la compétence est aujourd'hui reconnue aux conseils municipaux préoccupent l'activité des assemblées locales, et sur tous ces sujets, aucune limitation n'est venue encore restreindre leur compétence. La gestion et l'amodiation des biens communaux sont traitées par elles au premier chef, et liberté entière leur est abandonnée d'en disposer. Elles lèvent des impositions locales, elles traitent avec leurs curés des affaires ecclésiastiques, elles interviennent dans les questions d'assistance publique et d'instruction de compte à demi avec les évêques, elles nomment à leur gré les agents de leurs volontés, et rien ne limite le nombre et la compétence de ces agents, nés de la nécessité d'un instant. L'isolement violent amené au XIV^e siècle par l'invasion anglaise force davantage encore les initiatives, les secousses qui suivent les désastres de 1356 arrachent à l'autorité royale des concessions qui créent aux communautés rurales un nouvel élément d'activité (1). A la fin du XIV^e siècle, la liberté de l'initiative locale atteint son comble.

(1) L'ordonnance sur les tailles, les *élus* et les asséeurs et collec-

Mais un degré de civilisation vient qui n'est plus compatible avec la bonhomie de ces institutions toutes d'équité. Les seigneurs connaissent qu'il est d'autres dangers qu'aux révoltes à main armée, et ils s'effraient de leurs tolérances passées. Cette organisation précise que la main d'un Louis XI étend comme un filet sur leurs têtes, ils apprennent la force de sa contrainte et ils en usent à leur tour. En même temps, le royaume se faisant plus un et plus régulier, les communautés semblent gagner en libertés politiques ce dont s'affaiblissent leurs libertés locales. A la fin du XV^e siècle, elles restent encore étrangères au mouvement qui masse toutes les villes du royaume dans la rédaction des coutumes ; au XVI^e, les plus infimes villages sont mentionnés dans les procès-verbaux. Plus de doute touchant la participation des communautés aux Etats, mais plus de doute non plus touchant les limitations apportées à leur initiative locale. La royauté s'est substituée au pouvoir seigneurial, le royaume se centralise et s'ordonne. Le droit de disposition des communaux disparaît sous Louis XIV, l'intervention du pouvoir central absorbe tout autre pouvoir dans l'administration des hôpitaux. A l'issue du XVII^e siècle, il ne subsiste plus dans les campagnes qu'une seule autorité efficiente : l'intendant. A la fin de l'ancienne monarchie, les moindres manifesta-

teurs locaux (Voir pour l'étude en détail de cette très-importante prérogative des communautés rurales, Vuitry, *Etudes sur le Régime financier de la France avant la Révolution de 1789*, nouvelle série).

tions de l'activité des communautés rurales sont endiguées et réglementées. La plus significative des constatations et qui dispense de tous les commentaires, c'est que les seules mentions des communautés faites aux inventaires d'archives de la fin du dernier siècle se réfèrent aux enquêtes, aux procès-verbaux, aux prohibitions de l'intendant et de ses subdélégués.

Vu :

Le Président de la thèse,
LEFEBVRE.

Vu :

Le Doyen,
COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE PREMIER. — Le village gaulois et gallo-romain. . . .	3
CHAPITRE II. — Le village germain et le village frank	36
CHAPITRE III. — La Villa.	66
CHAPITRE IV. — Le village féodal.	81
CHAPITRE V. — Du mouvement social dans les campagnes entre le Xe et le XIII ^e siècle.	111
CHAPITRE VI. — Le village affranchi	136

Imp. G. Saut-Aubin et Thevenot, St-Dizier (Haute-Marne). — J. THEVENOT, Successeur.
